

STATISTIQUES 2023-2024
XVI^e législature
(1^{er} octobre 2023 – 9 juin 2024)



LISTE DES SIGLES, ABRÉVIATIONS ET SIGNES

COMMISSIONS PERMANENTES

AFET.....	Commission des affaires étrangères.
CULT.....	Commission des affaires culturelles et de l'éducation.
DEF.....	Commission de la défense nationale et des forces armées.
DEVE.....	Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.
ECO.....	Commission des affaires économiques.
FIN.....	Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.
LOIS.....	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
SOC.....	Commission des affaires sociales.

GROUPES POLITIQUES

RE.....	Renaissance.
RN.....	Rassemblement National.
LFI - NUPES.....	La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale.
LR.....	Les Républicains.
Dem.....	Démocrate (MoDem et Indépendants).
HOR.....	Horizons et apparentés.
SOC.....	Socialistes et apparentés ⁽¹⁾ .
GDR - NUPES.....	Gauche démocrate et républicaine - NUPES.
LIOT.....	Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires.
Ecolo - NUPES.....	Écologiste - NUPES.
NI.....	Députés non inscrits.

DIVERS

adt(s).....	Amendement(s).
al.....	Alinéa.
Art.....	Article.
A.V.....	Abstention volontaire.
C.....	Constitution : exemple « art. 49, al. 3 C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
CEC.....	Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques.
Cion.....	Commission.
CMP.....	Commission mixte paritaire.
DC.....	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 C.).
Gvt.....	Gouvernement.
J.O.....	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN.....	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L.....	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37, al. 2 C.).
LD.....	Lecture définitive.
L.O.....	Loi organique.
NL.....	Nouvelle lecture.
PA.....	Procédure accélérée.
PAC.....	Projets ou propositions d'actes de l'Union européenne soumis au Parlement (application de l'art. 88-4 C.).
Pj. AN.....	Projet de loi déposé en premier lieu à l'Assemblée nationale.
Pj. S.....	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn.....	Proposition de loi.
QG.....	Questions au Gouvernement.
QOSD.....	Questions orales sans débat.
R.....	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect.....	Rectifié.
SE.....	Secrétariat d'État.

SIGNES

-.....	Néant.
///.....	Impossibilité juridique ou pratique.

¹ Le 19 octobre 2023, le groupe Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe NUPES) est devenu le groupe Socialistes et apparentés.

SOMMAIRE

1. Composition de l'Assemblée nationale	8
1.1. Répartition géographique des sièges	9
1.2. Effectifs des groupes.....	9
1.3. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale	11
1.3.1. Remplacement de députés	11
1.3.2. Ministres reprenant leur mandat de député	11
1.3.3. <i>Parlementaires nommés au Gouvernement ayant renoncé à leurs fonctions gouvernementales</i>	11
1.3.4. <i>Élections partielles</i>	11
1.3.5. <i>Sièges vacants au 9 juin 2024</i>	11
1.4. Âge, profession et autres mandats des députés.....	12
1.4.1. <i>Répartition par tranche d'âge et par groupe</i>	12
1.4.2. <i>Moyenne d'âge par groupe</i>	13
1.4.3. Répartition des députés par catégorie socio-professionnelle.....	14
1.4.4. <i>Nombre de mandats de député</i>	15
1.5. Contestations d'opérations électorales	16
1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement.....	16
1.7. Immunités parlementaires	16
1.7.1. <i>Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté</i>	16
1.7.2. <i>Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite</i>	16
1.7.3. <i>Activité de la commission chargée de l'application de l'art. 26 C</i>	16
1.8. Incompatibilités parlementaires	16
2. Bilan d'activité	18
2.1. Congrès du Parlement.....	18

2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale	18
2.2.1. Sessions et séances publiques	18
2.2.2. Impressions parlementaires.....	19
2.3. Commissions permanentes et spéciales.....	20
2.3.1. Travaux des commissions.....	20
2.3.2. Répartition des rapporteurs par groupe	23
2.3.3. Auditions des commissions sur des nominations	24
2.4. Commission des affaires européennes	24
2.4.1. Travaux de la commission des affaires européennes	24
2.4.2. Textes soumis en application de l'art. 88-4 C.....	24
2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques	25
2.6. Délégations et offices parlementaires.....	25
2.6.1. Délégations de l'Assemblée nationale.....	25
2.6.2. Offices parlementaires.....	25
2.6.3. Activités parlementaires internationales.....	25
2.7. Commissions d'enquête	25
3. Examen des textes.....	27
3.1. Projets et propositions de loi.....	27
3.1.1. Textes en instance de lecture au 1 ^{er} octobre 2023	27
3.1.2. Textes déposés entre le 1 ^{er} octobre 2023 et le 9 juin 2024.....	27
3.1.3. Textes définitivement adoptés au 9 juin 2024.....	28
3.1.4. Textes en instance de lecture au 9 juin 2024	29
3.1.5. Récapitulatif des textes pris en compte.....	29
3.1.6. Délai entre le dépôt et l'adoption définitive d'un texte.....	30
3.2. Propositions de résolution.....	31
4. Eléments de procédure.....	34
4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour	34
4.1.1. Sessions extraordinaires - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29 C.	34

4.1.2. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2 et 3 C.	35
4.1.3. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art. 48, al. 1 ^{er} C.	36
4.1.4. Session ordinaire - Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art. 48, al. 4 C.	37
4.1.5 Session ordinaire – Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire en application de l'art. 48, al. 5 C.	38
4.2. Procédures accélérées	39
4.3. Procédures d'examen simplifiées (art. 103 R.)	40
4.4. Procédures de législation en commission (art. 107-1 R.)	40
4.5. Temps législatif programmé (art. 49-5 R.)	40
4.5.1. Temps global alloué	40
4.5.2. Part du temps utilisé par groupe.....	40
4.6. Motions de procédure (art. 91 R, 122 R.).....	41
4.7. Secondes délibérations.....	41
4.8. Commissions mixtes paritaires.....	41
4.8.1. Demandes de réunion d'une commission mixte paritaire	41
4.8.2. Issue des commissions mixtes paritaires	41
4.8.3. Accord de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure.....	43
4.8.4. Échec de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure	43
4.9. Amendements	44
4.9.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique	44
4.9.2. Répartition des textes définitivement adoptés selon le nombre d'amendements adoptés en séance	47
4.9.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session.....	48
4.10. Votes bloqués.....	51
4.11. Scrutins publics.....	51
4.12. Incidents de séance	51
4.13. Décisions du Conseil constitutionnel.....	51
5. Déclarations et débats	53

6. Engagements de responsabilité et motions de censure.....	55
6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement.....	55
6.2. Motions de censure.....	55
7. Questions.....	57
7.1. Questions orales.....	57
7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement.....	57
7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat.....	58
7.1.3. Répartition par groupe des questions sur une thématique ministérielle.....	59
7.2. Questions écrites.....	60
7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses.....	60
7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées.....	61
Annexes.....	63
Annexe I : <i>Modifications à la composition de l'Assemblée nationale</i>	64
Annexe II : <i>Missions temporaires confiées par le Gouvernement</i>	65
Annexe III :	
<i>Travaux de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS)</i>	67
<i>Travaux des missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes</i>	68
<i>Travaux des missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4, du Règlement</i>	69
Annexe IV : <i>Demandes de consultation des commissions sur des nominations</i>	70
Annexe V : <i>Propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 C.</i>	71
Annexe VI :	
<i>Liste des commissions d'enquête (créées sur la période)</i>	72
<i>Travaux des commissions d'enquête</i>	74
Annexe VII :	
<i>Projets de loi rejetés définitivement</i>	76
<i>Propositions de loi de l'Assemblée nationale rejetées</i>	76
<i>Propositions de loi du Sénat rejetées</i>	76
Annexe VIII : <i>Liste chronologique des lois promulguées</i>	77
Annexe IX : <i>Textes examinés en application de l'article 48 C.</i>	82
Annexe X : <i>Calendrier prévisionnel de la session ordinaire 2023-2024</i>	90

<i>Annexe XI : Textes sur lesquels a été engagée une procédure accélérée au cours de la session 2023-2024.....</i>	91
<i>Annexe XII : Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure d'examen simplifiée ...</i>	96
<i>Annexe XIII : Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure de législation en commission.....</i>	97
<i>Annexe XIV : Texte ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé.....</i>	98
<i>Annexe XV : Commissions mixtes paritaires.....</i>	99
<i>Annexe XVI : Liste chronologique des scrutins.....</i>	104
<i>Annexe XVII : Décisions du Conseil constitutionnel.....</i>	109
<i>Annexe XVIII : Déclarations et débats.....</i>	117
<i>Annexe XIX : Engagements de responsabilité et motions de censure (art. 49 C.).....</i>	121
<i>Annexe XX : Questions sur une thématique ministérielle.....</i>	124
<i>Annexe XXI : Répartition des réponses aux questions orales et écrites.....</i>	125

1.

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1. Composition de l'Assemblée nationale

1.1. Répartition géographique des sièges

Départements métropolitains	539
Départements d'outre-mer	19
Nouvelle-Calédonie et collectivités d'outre-mer régies par l'art. 74 C.	8
Français établis hors de France	11
TOTAL	577

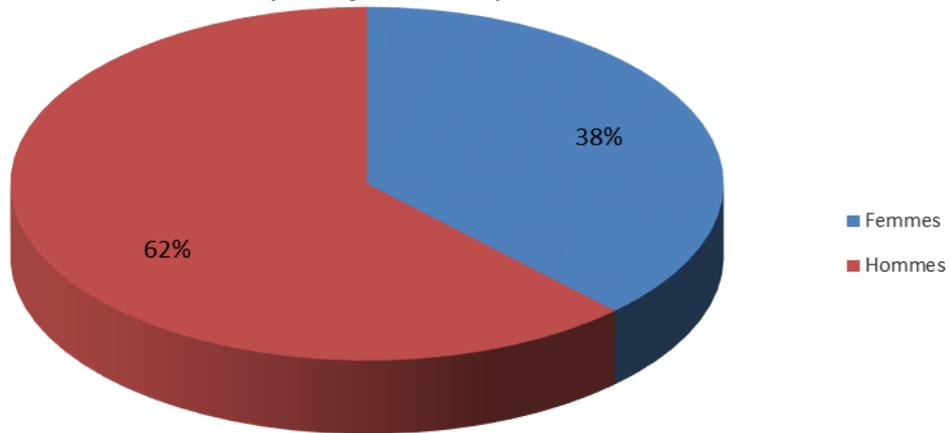
1.2. Effectifs des groupes

Groupes	Au 1 ^{er} octobre 2023			Au 9 juin 2024		
	Membres	Apparentés	Total	Membres	Apparentés	Total
Renaissance	162	8	170	159	10	169
Rassemblement National	88	-	88	88	-	88
La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	74	1	75	74	1	75
Les Républicains	59	3	62	57	4	61
Démocrate (MoDem et Indépendants)	51	-	51	50	-	50
Horizons et apparentés	27	3	30	30	1	31
Socialistes et apparentés	27	4	31	27	4	31
Gauche démocrate et républicaine - NUPES	22	-	22	22	-	22
Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires	21	-	21	22	-	22
Écologistes - NUPES	23	-	23	21	-	21
Total des groupes	554	19	573	550	20	570
Députés non inscrits			4			7
Total des sièges pourvus			577 ⁽²⁾			577 ⁽³⁾
Sièges vacants			-			-
Total des sièges			577			577

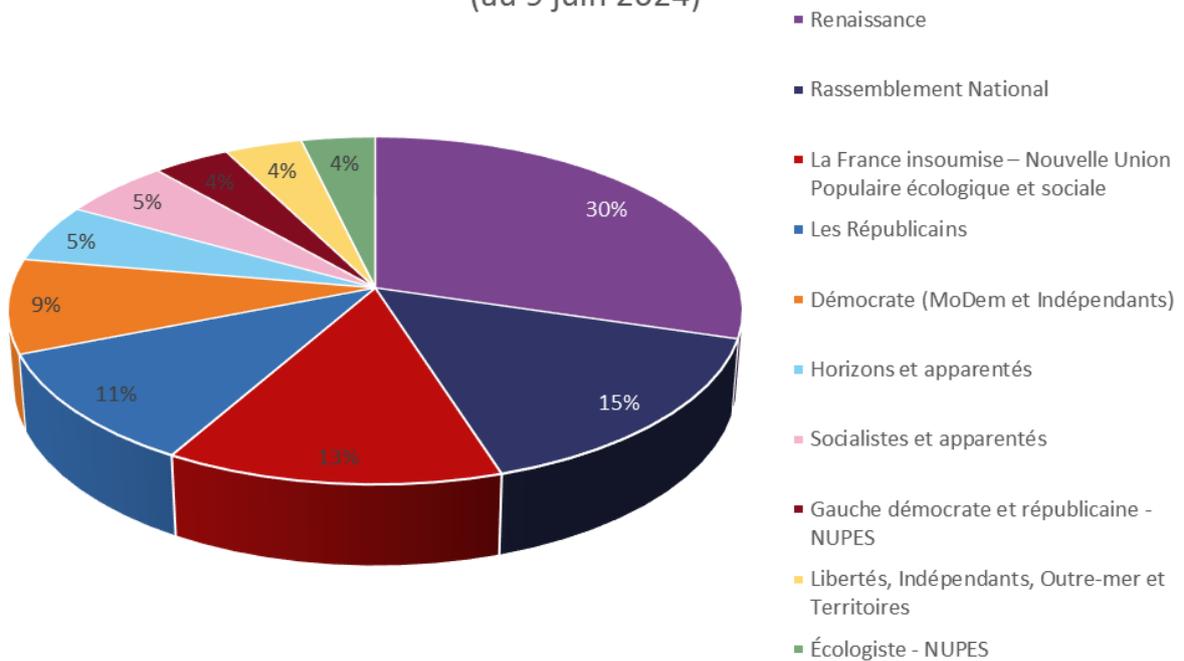
² Dont 219 femmes : 71 RE, 33 RN, 31 LFI – NUPES, 18 LR, 21 Dem, 10 HOR, 11 SOC, 5 GDR - NUPES, 4 LIOT, 13 Ecolo - NUPES, 2 non inscrites.

³ Dont 218 femmes : 69 RE, 33 RN, 31 LFI – NUPES, 19 LR, 20 Dem, 11 HOR, 11 SOC, 5 GDR - NUPES, 4 LIOT, 13 Ecolo - NUPES, 2 non inscrites.

Répartition des députés par sexe (au 9 juin 2024)



Répartition des députés par groupe politique (au 9 juin 2024)



1.3. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale ⁽⁴⁾

1.3.1. Remplacement de députés

Après :

– décès	-
– démission pour cause d'incompatibilité	2
– nomination à des fonctions ministérielles	5
– nomination au Conseil constitutionnel	-
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	-

1.3.2. Ministres reprenant leur mandat de député

9

1.3.3. Parlementaires nommés au Gouvernement ayant renoncé à leurs fonctions gouvernementales

-

1.3.4. Élections partielles

-

(Art. L.O. 178 du code électoral)

Après :

– annulation d'opérations électorales	-
– démission d'office	-
– démission volontaire	-
– autre (démission ou absence du suppléant)	-

1.3.5. Sièges vacants au 9 juin 2024

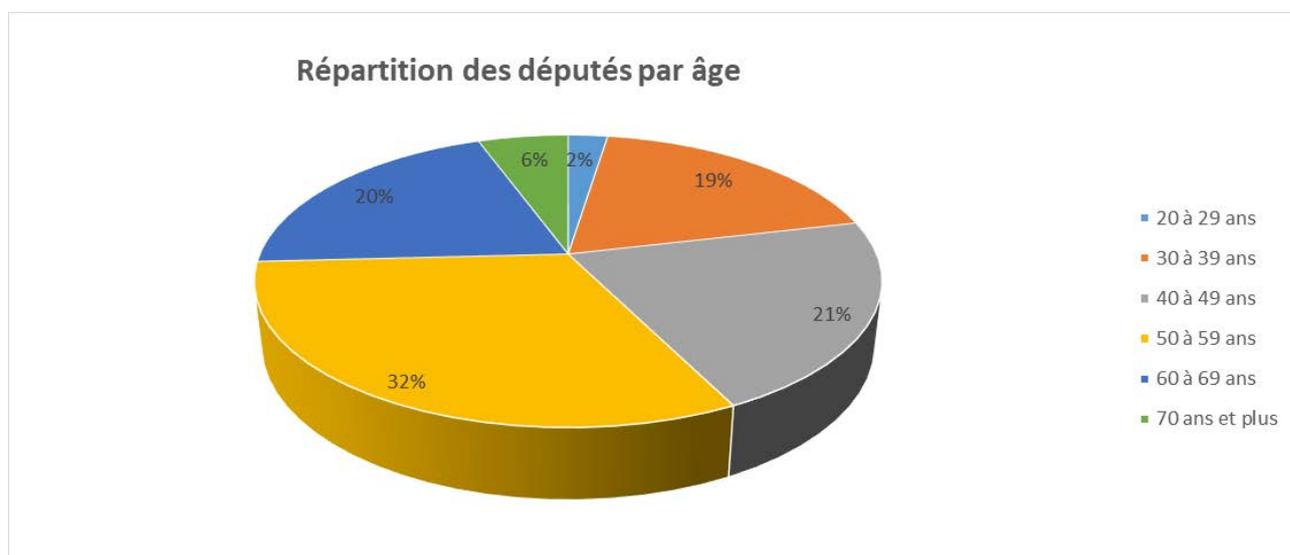
-

⁴ Voir annexe I.

1.4. Âge, profession et autres mandats des députés

1.4.1. Répartition par tranche d'âge et par groupe

Désignation	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	HOR	SOC	GDR - NUPES	LIOT	Ecolo - NUPES	NI	Total
de 20 à 24 ans	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	2
de 25 à 29 ans	2	5	2	-	1	-	-	1	-	1	-	12
de 30 à 34 ans	10	12	12	5	-	1	3	-	-	2	-	45
de 35 à 39 ans	18	15	13	9	-	2	-	5	-	2	-	64
de 40 à 44 ans	20	4	11	5	5	5	1	2	2	6	2	63
de 45 à 49 ans	16	10	11	-	9	3	2	2	4	4	-	61
de 50 à 54 ans	30	13	11	11	6	7	7	3	1	3	-	92
de 55 à 59 ans	30	12	6	10	8	8	6	2	4	2	2	90
de 60 à 64 ans	23	7	4	14	8	4	6	4	3	1	3	77
de 65 à 69 ans	11	3	3	5	8	1	3	1	5	-	-	40
70 ans et plus	9	7	1	2	5	-	3	1	3	-	-	31
Total	169	88	75	61	50	31	31	22	22	21	7	577



1.4.2. Moyenne d'âge par groupe

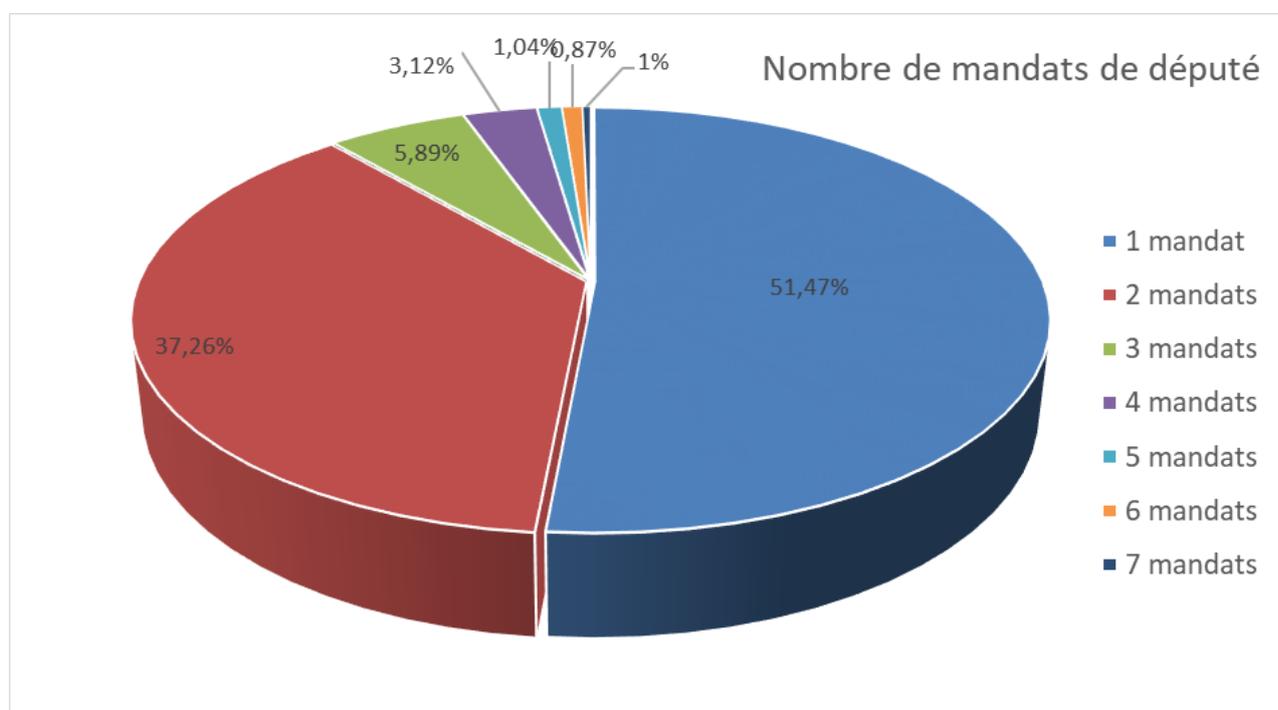
Groupes	Âge moyen
Renaissance	52 ans et 1 mois
Rassemblement National	48 ans et 6 mois
La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	45 ans et 3 mois
Les Républicains	53 ans et 1 mois
Démocrate (MoDem et Indépendants)	57 ans
Socialistes et apparentés	56 ans
Horizons et apparentés	52 ans
Écologiste - NUPES	45 ans et 1 mois
Gauche démocrate et républicaine - NUPES	49 ans et 4 mois
Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires	59 ans et 5 mois
Moyenne générale	51 ans et 4 mois

1.4.3. Répartition des députés par catégorie socio-professionnelle

Profession	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	HOR	SOC	GDR - NUPES	LIOT	Ecolo - NUPES	NI	Total
Agriculteurs exploitants	3	2	-	3	2	1	1	-	-	-	-	12
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1	2	-	1	1	1	-	-	-	-	-	6
Anciens cadres et professions intermédiaires	7	1	2	2	1	1	1	1	3	1	-	20
Anciens employés et ouvriers	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Artisans	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Cadres d'entreprise	45	19	4	12	15	7	10	1	5	3	2	123
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	50	18	40	22	14	6	18	8	6	11	4	197
Chefs d'entreprise	12	2	1	2	1	1	-	-	1	-	-	20
Commerçants et assimilés	7	2	-	1	2	1	-	-	-	-	-	13
Contremaîtres, agents de maîtrise	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Employés administratifs d'entreprise	-	-	3	1	2	-	-	2	-	-	-	8
Employés de commerce	-	4	2	-	-	-	-	-	-	-	-	6
Employés de la fonction publique	2	5	4	1	-	1	-	2	-	-	-	15
Inactifs divers (autres que retraités)	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Ouvriers agricoles	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Ouvriers non qualifiés	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Ouvriers qualifiés	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Personnels des services directs aux particuliers	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	-	4	3	-	1	-	-	1	-	-	-	9
Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés	7	1	5	-	2	4	-	3	1	1	-	24
Professions libérales et assimilés	26	17	3	12	8	8	-	2	5	3	1	85
Techniciens	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	2
Sans profession déclarée	8	4	3	3	1	-	1	1	1	2	-	24
Total	169	88	75	61	50	31	31	22	22	21	7	577

1.4.4. Nombre de mandats de député

Nombre de mandats de député	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	HOR	SOC	GDR - NUPES	LIOT	Ecolo - NUPES	NI	Total
1 mandat	59	82	62	14	16	15	12	13	6	17	1	297
2 mandats	95	6	12	25	32	15	8	7	9	3	3	215
3 mandats	10	-	1	12	1	-	7	1	2	-	-	34
4 mandats	3	-	-	6	1	1	4	-	1	1	1	18
5 mandats	1	-	-	1	-	-	-	1	2	-	1	6
6 mandats	1	-	-	3	-	-	-	-	-	-	1	5
7 mandats	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	2
Total	169	88	75	61	50	31	31	22	22	21	7	577



1.5. Contestations d'opérations électorales ⁽⁵⁾

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
Requêtes ⁶ :	10	7
• devenue sans objet	-	-
• non-lieu à statuer	-	-
• rejet	3	3
• annulation	-	-
• inéligibilité	4	3
• non-lieu à prononcer l'inéligibilité	3	3

1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽⁷⁾

Missions confiées au cours de la période	10
Missions en cours au 9 juin 2024	7 ⁽⁸⁾

1.7. Immunités parlementaires

1.7.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décisions du Bureau de l'Assemblée nationale -

1.7.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décisions de l'Assemblée nationale -

1.7.3. Activité de la commission chargée de l'application de l'art. 26 C.

Cette commission ne s'est pas réunie durant la période couverte par ce recueil.

1.8. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel -

⁵ Voir annexe XVII.

⁶ Dont 9 sur saisine antérieure à la période couverte par le présent recueil.

⁷ Voir annexe II.

⁸ Missions interrompues à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin 2024.

2.

BILAN D'ACTIVITÉ

2. Bilan d'activité

2.1. Congrès du Parlement

Séance du 4 mars 2024 ⁽⁹⁾

Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse ⁽¹⁰⁾

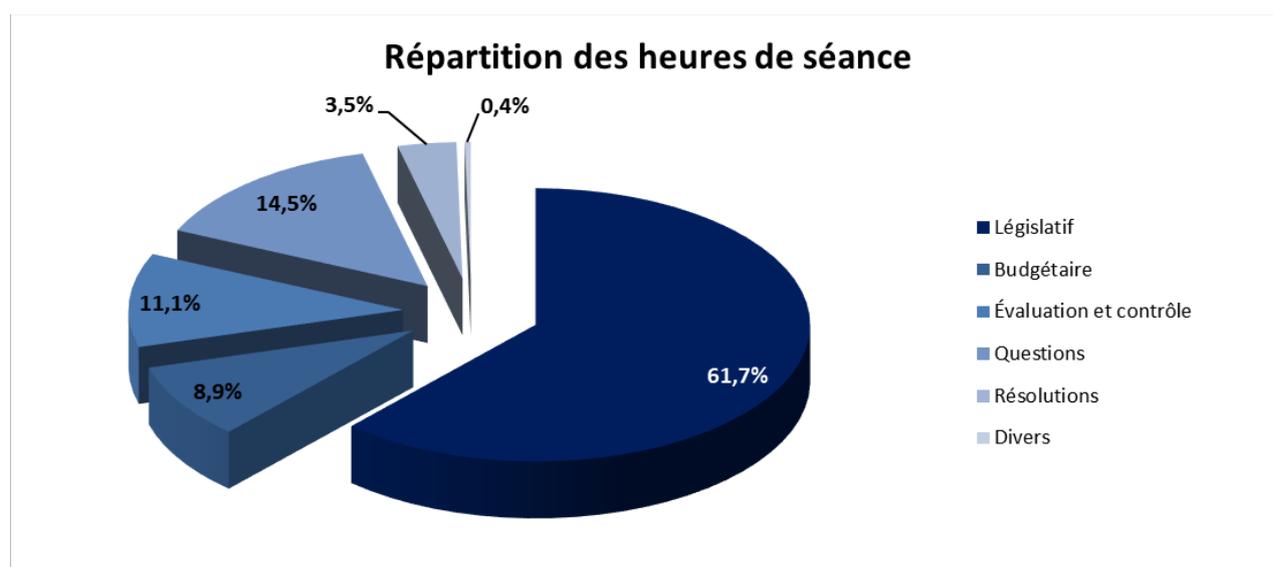
Durée : 3 h 10

Adoption, par scrutin public, du projet de loi constitutionnelle par 780 voix contre 72 sur 902 votants et 852 suffrages exprimés, la majorité requise des trois cinquièmes des suffrages exprimés étant de 512 voix ⁽¹¹⁾.

2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale

2.2.1. Sessions et séances publiques

SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DES HEURES DE SÉANCE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires	Évaluation et contrôle ⁽¹²⁾	Questions	Résolutions	Divers
Session ordinaire du 1 ^{er} octobre 2023 au 9 juin 2024	116	235	837 h 45	516 h 55	74 h 40	93 h 00	121 h 15	28 h 55	3 h 00



⁹ J.O. (Débats) du Congrès du 5 mars 2024.

¹⁰ Décret de convocation en date du 29 février 2024 (Journal officiel du 1^{er} mars 2024).

¹¹ Loi constitutionnelle n° 2024-200 du 8 mars 2024.

¹² Dont déclarations, motions de censure et débats.

2.2.2. Impressions parlementaires

Documents	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Projets de loi	113	6 856	1	144	114	7 000
Propositions de loi	642	7 784	0	0	642	7 784
Propositions de résolution	187	2 095	0	0	187	2 095
Rapports législatifs ⁽¹³⁾	184	21 984	58	5 536	242	27 520
Avis	3	228	56	5 624	59	5 852
Rapports d'information ⁽¹⁴⁾	70	8 592	1	48	71	8 640
Autres rapports ⁽¹⁵⁾	6	1 684	0	0	6	1 684
Totaux	1 205	49 223	116	11 352	1 321	60 575

¹³ Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

¹⁴ Rapports d'information des commissions permanentes, du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques, des délégations et des missions d'information.

¹⁵ Rapports déposés par les offices et, le cas échéant, les commissions d'enquête, la commission des immunités et les délégations auprès des assemblées parlementaires internationales.

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1. Travaux des commissions ⁽¹⁶⁾

- Réunions

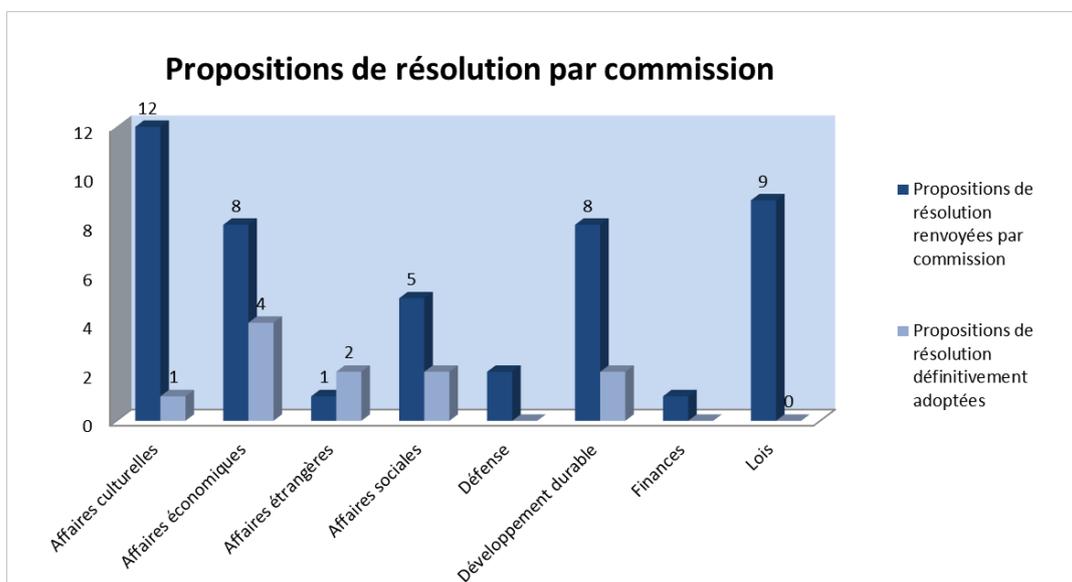
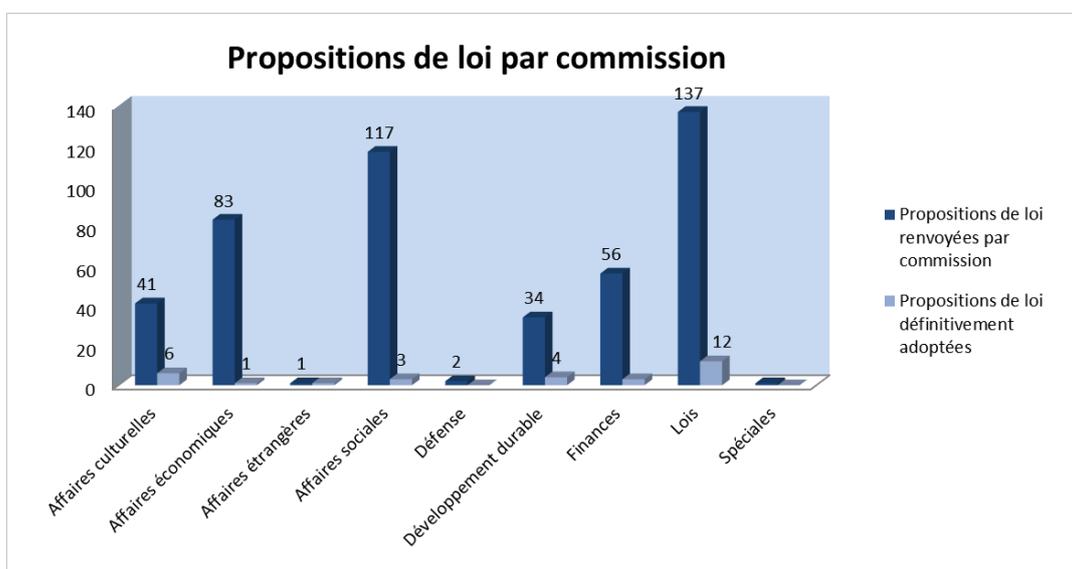
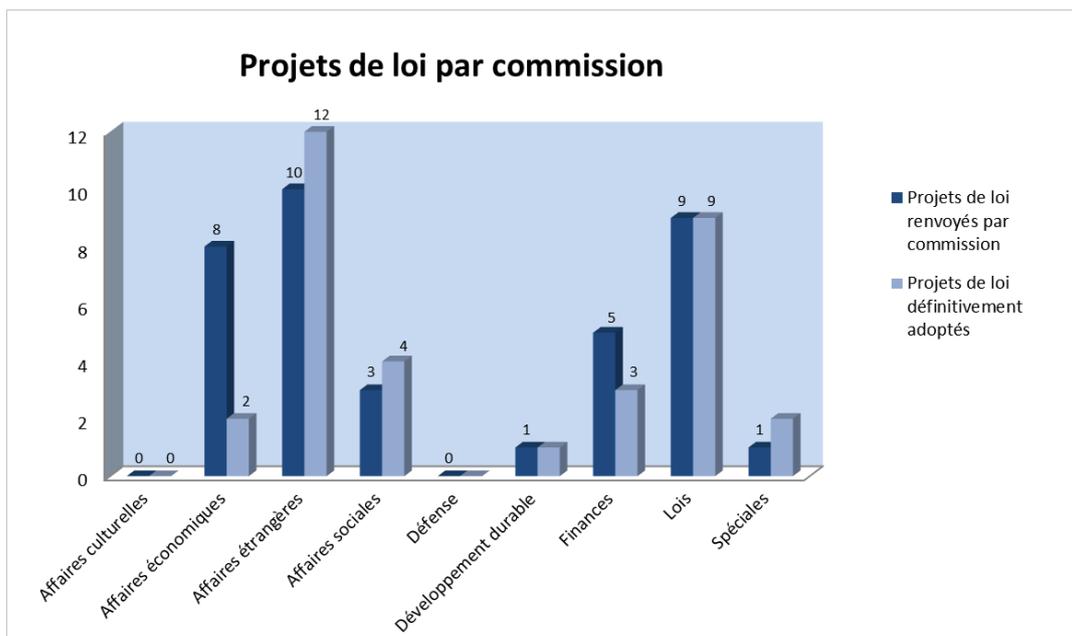
	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciales	Total
Nombre	68	71	62	54	69	61	85	76	38	584
Durée	136 h 40	142 h 35	121 h 20	111 h 50	132 h 40	130 h 10	201 h 45	169 h 30	86 h 05	1 232 h 35
<i>dont examen budgétaire</i>	<i>29 h 35</i>	<i>17 h 25</i>	<i>12 h 55</i>	<i>5 h 15</i>	<i>38 h 35</i>	<i>17 h 15</i>	<i>101 h 00</i>	<i>20 h 15</i>	<i>-</i>	<i>242 h 15</i>
Personnes auditionnées										
Membres du Gouvernement	11	8	7	6	7	4	11	11	1	66
Autres personnalités	83	14	46	10	91	38	32	2	89	405
Total des auditions	94	22	53	16	98	42	43	13	90	471

- Examen des textes

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciales	Total
Textes renvoyés en première lecture :										
Projets de loi	-	8	10	3	-	1	5	9	1	37
Propositions de loi	41	83	1	117	2	34	56	137	1	472
Propositions de résolution ⁽¹⁷⁾	12	8	1	5	2	8	1	9	-	46
<i>dont résolutions européennes</i>	<i>-</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>2</i>
Total des textes renvoyés	53	99	12	125	4	43	62	155	2	555
Textes adoptés définitivement :										
Projets de loi	-	2	12	4	-	1	3	9	2	33
Propositions de loi	6	1	1	3	-	4	3	12	-	30
Propositions de résolution ⁽¹⁷⁾	1	4	2	2	-	2	-	-	-	11
<i>dont résolutions européennes</i>	<i>-</i>	<i>3</i>	<i>2</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>7</i>
Total des textes adoptés définitivement	7	7	15	9	-	7	6	21	2	74

¹⁶ Pour les travaux de la MECSS, les missions d'information communes et les missions d'information créées par la Conférence des présidents, voir annexe III.

¹⁷ Hors propositions de résolution déposées en application de l'art. 34-1 C.



- Rapports et avis

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciales	Total
Rapports déposés										
En première lecture :										
sur des projets de loi	-	3	10	3	-	1	3	8	1	29
sur des propositions de loi	14	11	1	22	-	9	9	32	-	98
sur des propositions de résolution	3	2	1	3	1	2	1	-	-	13
<i>dont résolutions européennes</i>	-	-	1	-	-	-	-	-	-	<i>1</i>
sur des pétitions	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Total des rapports déposés en 1^{ère} lecture	17	16	12	28	1	13	13	40	1	141
<i>dont rapports conjoints</i>	3	3	-	2	-	1	1	4	1	14
En lectures suivantes :										
sur des projets de loi	-	-	-	1	-	-	3	1	-	5
sur des propositions de loi	-	-	-	-	-	-	1	3	-	4
Total des rapports déposés en lectures suivantes	-	-	-	1	-	-	3	4	-	9
Total des rapports toutes lectures	17	16	12	29	1	13	16	45	1	150
Annexes au rapport général	-	-	-	-	-	-	48	-	-	48
Avis										
sur le PLF de l'année	1	1	1	1	1	1	-	1	-	7
sur d'autres PLF et PLFSS	-	-	-	-	-	-	2	-	-	2
sur des projets de loi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur des propositions de loi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur des propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont résolutions européennes</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	1	1	1	1	1	1	2	1	-	9
Rapports d'information	5	9	7	1	8	4	22	3	-	59
<i>dont rapports d'application (art. 145-7 R.)</i>	-	7	-	1	-	-	-	-	-	8
<i>dont rapports d'information budgétaire (art. 146 R.)</i>	-	-	-	-	-	-	21	-	-	21

2.3.2. Répartition des rapporteurs par groupe

2.3.2.1. Textes non budgétaires ⁽¹⁸⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	HOR	SOC	GDR - NUPES	LIOT	Ecolo - NUPES	NI	Total
Commissions saisies au fond (toutes lectures)												
- projets de loi	13	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	15
- propositions de loi	1	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	5
- propositions de résolution (hors européenne)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- propositions de résolution européenne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	14	-	1	-	5	-	-	-	-	-	-	20
Commissions saisies pour avis (toutes lectures)												
- projets de loi	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
- propositions de loi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- propositions de résolution (hors européenne)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- propositions de résolution européenne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1

2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	HOR	SOC	GDR - NUPES	LIOT	Ecolo - NUPES	NI	Total
Commission des finances												
- rapporteur général (1 ^{ère} lecture)	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
- rapporteur général (lectures suivantes)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
- rapporteurs spéciaux	19	7	7	5	4	2	4	3	1	3	-	55
Commission des affaires sociales												
- rapporteur général (1 ^{ère} lecture)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
- rapporteur général (lectures suivantes)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Autres commissions (avis)												
- sur la loi de finances annuelle	17	9	6	7	5	3	1	3	2	4	-	55
- sur les autres lois de finances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sur la loi de financement de la sécurité sociale (finances)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
- sur les autres lois de financement de la sécurité sociale (finances)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1

¹⁸ Hors projets de loi de finances et projets de loi de financement de la sécurité sociale.

2.3.2.3. Rapports d'information ⁽¹⁹⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	HOR	SOC	GDR - NUPES	LIOT	Ecolo - NUPES	NI	Total
Rapports d'information des commissions permanentes	26	2	6	3	7	3	4	2	2	3	1	59
<i>dont rapports d'information budgétaires</i>	8	2	2	2	2	-	2	1	1	1	-	21
<i>dont rapports d'application</i>	4	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	8
<i>dont rapports d'évaluation</i>	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	2

2.3.3. Auditions des commissions sur des nominations ⁽²⁰⁾

6

2.4. Commission des affaires européennes

2.4.1. Travaux de la commission des affaires européennes

Réunions		Auditions		Rapports et textes		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes examinés en application des art. 88-4 C. et 88-6 C.	Propositions de résolution déposées
30	44 h 10	2	9	26	577	13 PPRE déposées à titre individuel 1 PPRE en conclusion d'un rapport Total : 14 PPRE

2.4.2. Textes soumis en application de l'art. 88-4 C. ⁽²¹⁾

Textes déposés durant la période 598

Textes examinés durant la période 526

¹⁹ Ce tableau recense les rapporteurs d'information des huit commissions permanentes, à l'exclusion des données relatives aux missions d'information communes à plusieurs commissions, aux missions d'information créées en application de l'art. 145, al. 4 R., à la mission d'évaluation et de contrôle ainsi qu'à la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale.

²⁰ Voir annexe IV.

²¹ Voir annexe V.

2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques

Réunions		Auditions		Rapports déposés
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	
7	11 h 05	-	2	4

2.6. Délégations et offices parlementaires

2.6.1. Délégations de l'Assemblée nationale

Organismes	Réunions		Auditions		Rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	
Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation	24	37 h 45	2	17	4
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	13	15 h 20	3	15	4
Délégation aux outre-mer	10	14 h 30	-	36	-
Délégation aux droits des enfants	21	30 h 15	1	86	3

2.6.2. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	15	31 h 40	-	43	9

2.6.3. Activités parlementaires internationales

	Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe	Assemblée parlementaire de l'OSCE	Assemblée parlementaire de l'OTAN	Assemblée parlementaire de la francophonie	Union interparlementaire
Rapports déposés	3	-	1	-	-

2.7. Commissions d'enquête

- Commissions constituées durant la période ⁽²²⁾
- Rapports déposés durant la période

11
7 ⁽²³⁾

²² Voir annexe VI.

²³ 8 commissions d'enquête n'ont pas rendu leur rapport avant la fin de la législature.

3.

EXAMEN DES TEXTES

3. Examen des textes

3.1. Projets et propositions de loi

3.1.1. Textes en instance de lecture au 1^{er} octobre 2023

Textes en instance de lecture à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	27	3	30
en instance de lectures suivantes	-	-	-
Nombre total de projets de loi en instance de lecture à l'AN	27	3	30
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	- ⁽²⁴⁾	132	132
en instance de lectures suivantes	8	-	8
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture à l'AN	8	132	140

Textes en instance de lecture au Sénat	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	5	-	5
en instance de lectures suivantes	1	3	4
Nombre total de projets de loi en instance de lecture au Sénat	6	3	9
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	14	-	14
en instance de lectures suivantes	1	-	1
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture au Sénat	15	-	15

3.1.2. Textes déposés entre le 1^{er} octobre 2023 et le 9 juin 2024

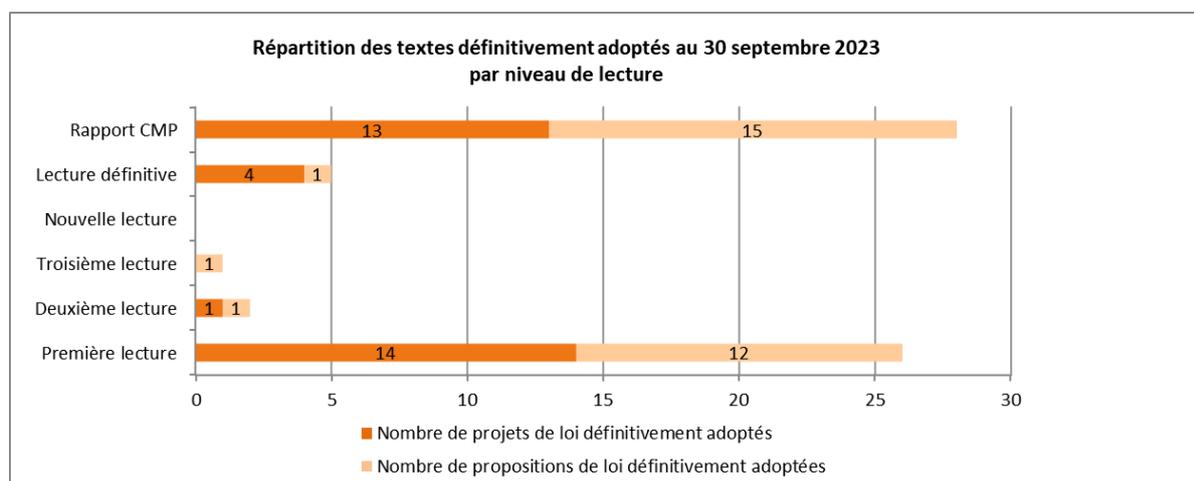
Textes déposés à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi déposés :			
en première lecture	21	16	37
en lectures suivantes	9	2	11
retraits	-	-	-
Nombre total de projets de loi déposés	30	18	48
Propositions de loi déposées :			
en première lecture	451	35	486
en lectures suivantes	22	1	23
retraits	14	-	14
Nombre total de propositions de loi déposées	459	36	495 ⁽²⁵⁾

²⁴ Les propositions de loi déposées par un ou plusieurs députés qui ne sont pas inscrites à l'ordre du jour en 1^{ère} lecture à l'Assemblée nationale ne sont pas prises en compte.

²⁵ Dont 13 propositions de loi constitutionnelle et 9 propositions de loi organique.

3.1.3. Textes définitivement adoptés au 9 juin 2024

		Lieu d'adoption définitive	Niveau de lecture de l'adoption définitive du texte					Total	
			Première lecture	Deuxième lecture	Troisième lecture	Nouvelle lecture	Lecture définitive		Rapport CMP
PROJETS	Déposés à l'AN	Assemblée nationale		-	-	-	3	2	5
		Sénat	8	-	-	-		2	10
	Déposés au Sénat	Assemblée nationale	6	-	-	-	1	4	11
		Sénat		1	-	-		5	6
Nombre de projets de loi définitivement adoptés			14	1	-	-	4	13	32 ⁽²⁶⁾
PROPOSITIONS	Déposés à l'AN	Assemblée nationale		-	-	-	1	6	7
		Sénat	5	-	1	-		5	11
	Déposés au Sénat	Assemblée nationale	7	-	-	-	-	-	7
		Sénat		1	-	-		4	5
Nombre de propositions de loi définitivement adoptées			12	1	1	-	1	15	30 ⁽²⁷⁾



²⁶ Auxquels s'ajoute un projet de loi constitutionnelle, adopté par le Congrès après son adoption par l'Assemblée nationale et le Sénat en termes identiques en première lecture.

²⁷ Sur la session 2023-2024, 1 proposition de loi a été rejetée.

3.1.4. Textes en instance de lecture au 9 juin 2024 ⁽²⁸⁾

Textes en instance de lecture à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	35	6	41
en instance de lectures suivantes	- ⁽²⁹⁾	-	-
Nombre total de projets de loi en instance de lecture à l'AN	35	6	41
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	- ⁽³⁰⁾	153	153
en instance de lectures suivantes	15	1	16
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture à l'AN	15	154	169

Textes en instance de lecture au Sénat	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	3	-	3
en instance de lectures suivantes	-	-	-
Nombre total de projets de loi en instance de lecture au Sénat	3	-	3
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	35	-	35
en instance de lectures suivantes	-	2	2
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture au Sénat	35	2	37

3.1.5. Récapitulatif des textes pris en compte

	Textes en instance à l'AN au 1 ^{er} octobre 2023 + Textes déposés à l'AN sur la période	Textes définitivement adoptés	Lois promulguées ⁽³¹⁾
Projets de loi	78	33	33 ⁽³²⁾
Propositions de loi	635	30	25
TOTAL	713	63	58 ⁽³³⁾

²⁸ Auxquels s'ajoute un projet de loi constitutionnelle, adopté en termes identiques par le Sénat et l'Assemblée nationale en première lecture mais qui n'a pas été soumis au Congrès.

²⁹ Un projet de loi adopté par l'Assemblée nationale sous la XV^e législature et rejeté en première lecture par le Sénat n'a pas fait l'objet d'une transmission à l'Assemblée nationale par le Gouvernement.

³⁰ Les propositions de loi déposées par un ou plusieurs députés qui ne sont pas inscrites à l'ordre du jour en 1^{ère} lecture à l'Assemblée nationale ne sont pas prises en compte.

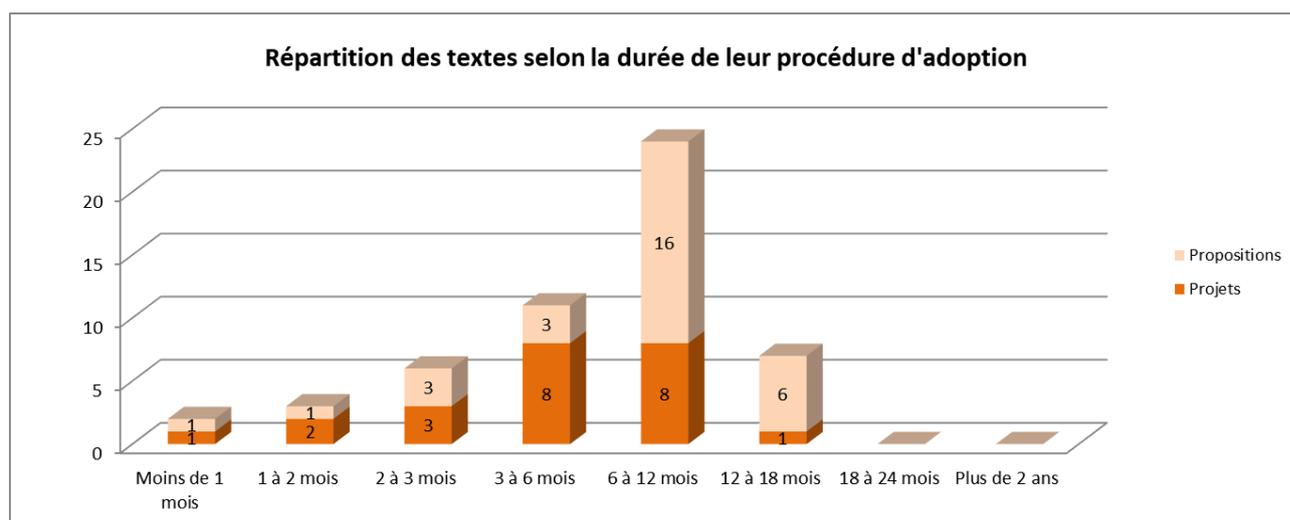
³¹ Voir annexe VIII.

³² Dont 12 projets de loi autorisant l'approbation de traité ou de convention.

³³ 5 propositions de loi adoptées définitivement n'ont pas été promulguées avant la fin de la session.

3.1.6. Délai entre le dépôt et l'adoption définitive d'un texte

		Moins de 1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 18 mois	18 à 24 mois	Plus de 2 ans	Total
PROJETS	Déposés à l'AN	1	1	3	3	5	1	-	-	14
	Déposés au Sénat	-	1	-	5	3	-	-	-	9
Total des projets de loi		1	2	3	8	8	1	-	-	23
PROPOSITIONS	Déposées à l'AN	1	1	1	3	7	5	-	-	18
	Déposées au Sénat	-	-	2	-	9	1	-	-	12
Total des propositions de loi		1	1	3	3	16	6	-	-	30



d

		Durée moyenne
PROJETS	Déposés à l'Assemblée nationale	150 jours
	Déposés au Sénat	98 jours
Durée moyenne de la procédure d'adoption d'un projet de loi		123 jours
PROPOSITIONS	Déposées à l'Assemblée nationale	243 jours
	Déposées au Sénat	231 jours
Durée moyenne de la procédure d'adoption d'une proposition de loi		238 jours

3.2. Propositions de résolution

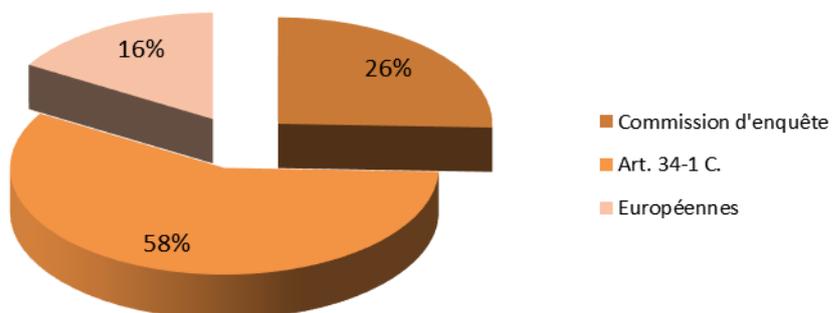
	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	HOR	SOC	GDR - NUPES	LIOT	Ecolo - NUPES	NI	Total
Modification du Règlement de l'Assemblée nationale												
déposées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
retirées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Création de commission d'enquête												
déposées	-	9	14	6	-	1	1	4	1	9	-	45
retirées	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
adoptées	-	-	2	-	-	-	-	1	-	1	-	4
Art. 34-1 C.												
déposées	10	14	13	33	3	-	1	6	15	6	1	102
retirées	1	-	2	1	-	-	-	-	-	-	-	4
rejetées	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
adoptées	2	-	-	2	1	-	-	2	-	1	-	8
Résolution européenne												
déposées	5	2	8	5	-	2	6 ⁽³⁵⁾	3	-	3 ⁽³⁴⁾	1	35
- par un rapporteur de la commission des affaires européennes	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1
- par un autre député	5	2	6	4	-	1	4	3	-	2 ⁽³⁴⁾	1	28
retirées	-	-	2	1	-	1	1	-	-	1	-	6
rejetées	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
considérées comme adoptées	1	-	1	1	-	-	1 ⁽³⁵⁾	-	-	1	-	5
adoptées	2 ⁽³⁶⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Suspension de détention ou de poursuites												
déposées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mise en accusation devant la Haute Cour (art. 68)												
déposées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

³⁴ Dont 1 commune aux groupes Écologiste-NUPES et Socialistes et apparentés.

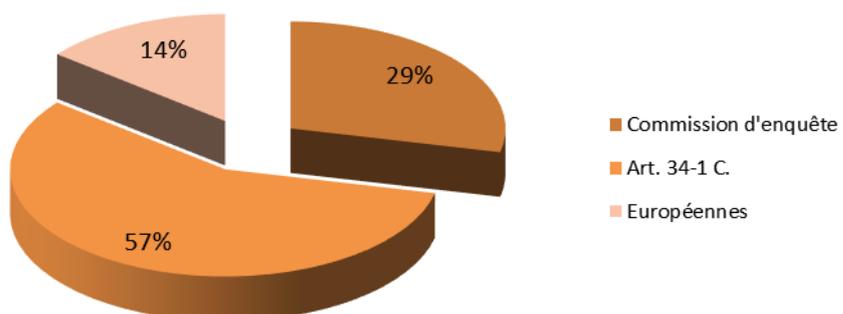
³⁵ Dont 1 commune aux groupes Socialistes et apparentés et Démocrate (MoDem et Indépendants).

³⁶ Dont 1 commune aux groupes Renaissance et Écologiste-NUPES et 1 commune aux groupes Renaissance et Démocrate (MoDem et Indépendants).

Types de résolutions déposées



Types de résolutions adoptées



4.

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

4. Éléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour

4.1.1. Sessions extraordinaires - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29 C. ⁽³⁷⁾

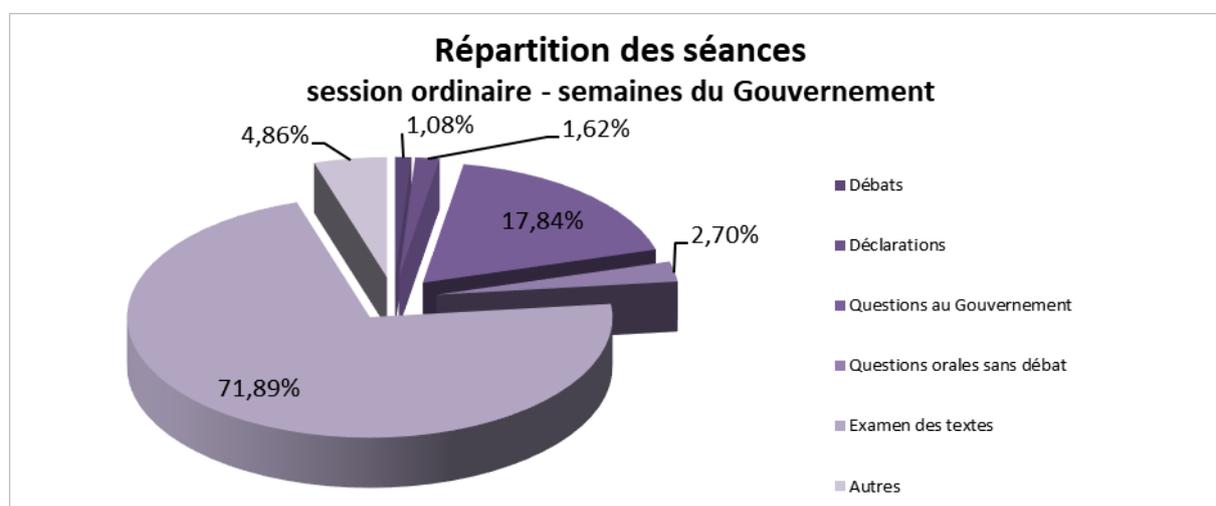
Le présent recueil ne couvre aucune période de session extraordinaire.

³⁷ Voir annexe IX.

4.1.2. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2 et 3 C. ⁽³⁸⁾

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
149 ⁽³⁹⁾	525 h 30 ⁽⁴⁰⁾

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	2 ⁽⁴¹⁾
Déclarations	3 ⁽⁴²⁾
Questions	38
<i>Questions au Gouvernement</i> ⁽⁴³⁾	33
<i>Questions orales sans débat</i>	5
<i>Questions sur une thématique ministérielle</i>	-
Examen des textes	133
Autres	9 ⁽⁴⁴⁾



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	48
• <i>Dont conventions</i>	<i>10</i>
Nombre de propositions de loi	29
Nombre de propositions de résolution	-
TOTAL	77

³⁸ Y compris semaines réservées à l'examen des PLF et PLFSS. Voir le calendrier de la session ordinaire 2023-2024 (annexe X).

³⁹ Dont 37 séances d'examen budgétaire (PLF, PLFSS, PLFFG, motions de censure et votes solennels associés).

⁴⁰ Dont 98 h 15 d'examen budgétaire.

⁴¹ Débat sur la trajectoire, les conditions de financement et la soutenabilité de la dette publique (article 48 de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances) et débat sur la situation des finances publiques locales (article 52 de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances). Voir annexe XVIII.

⁴² Déclaration du Gouvernement sur la situation au Proche-Orient, déclaration du Gouvernement relative aux partenariats renouvelés entre la France et les pays africains et déclaration du Gouvernement relative au débat sur l'accord de sécurité franco-ukrainien et la situation en Ukraine (déclarations suivies d'un débat en application de l'article 50-1 de la Constitution). Voir annexe XVIII.

⁴³ Y compris les cinq séances prévues dans le cadre de l'expérimentation des « questions au Premier ministre » décidée par la Conférence des présidents du mardi 2 avril 2024.

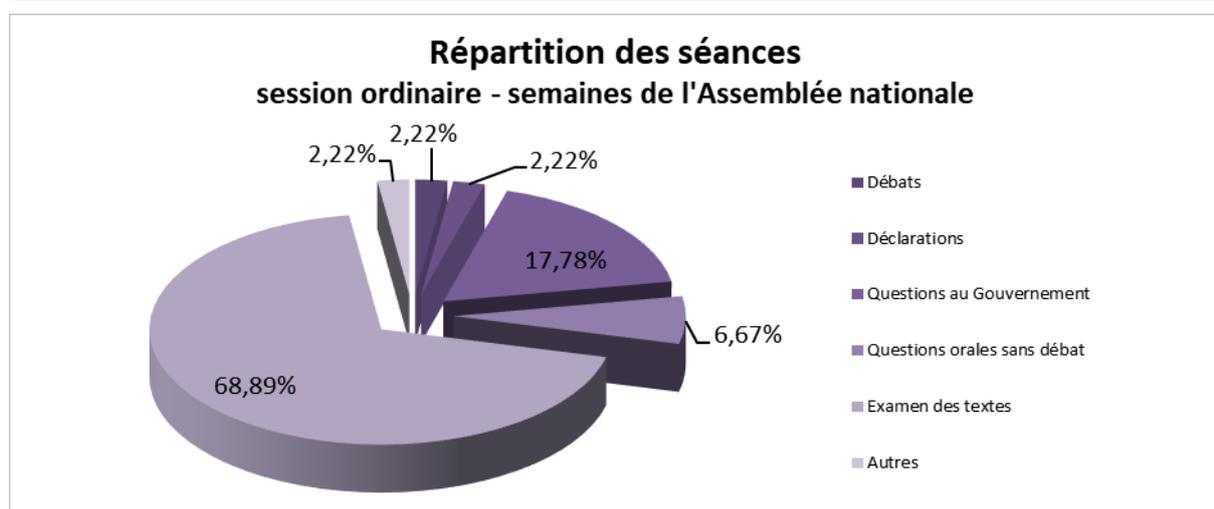
⁴⁴ Une censure simple d'un député, une censure avec exclusion temporaire d'un député, débat sur une motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot, M. Boris Vallaud, Mme Cyrielle Chatelain, M. André Chassaigne et 146 membres de l'Assemblée nationale, en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution puis vote, dépôt de deux motions de censure en application de l'article 49 alinéa 2 de la Constitution, l'une par Mme Mathilde Panot, M. André Chassaigne et 104 membres de l'Assemblée nationale, l'autre par Mme Marine Le Pen et 87 membres de l'Assemblée nationale, débat et votes sur ces deux motions de censure, présentation du rapport annuel de la Cour des comptes par son Premier président, élection puis prestation de serment d'un juge suppléant à la Cour de justice de la République et allocution de M. Volodymyr Zelensky, président de l'Ukraine.

4.1.3. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art. 48, al. 1^{er} C. ⁽⁴⁵⁾ ⁽⁴⁶⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
35	130 h 35

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	1 ⁽⁴⁷⁾
Déclarations	1 ⁽⁴⁸⁾
Questions	11
• Questions au Gouvernement	8
• Questions orales sans débat	3
• Questions sur une thématique ministérielle	-
Examen des textes	31
Autres	1 ⁽⁴⁹⁾



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	-
• Dont conventions	-
Nombre de propositions de loi	28
Nombre de propositions de résolution	6
TOTAL	34

⁴⁵ Voir annexe IX.

⁴⁶ Voir annexe X.

⁴⁷ Débat d'orientation et de programmation des finances publiques (annexe XVIII).

⁴⁸ Déclaration de politique générale

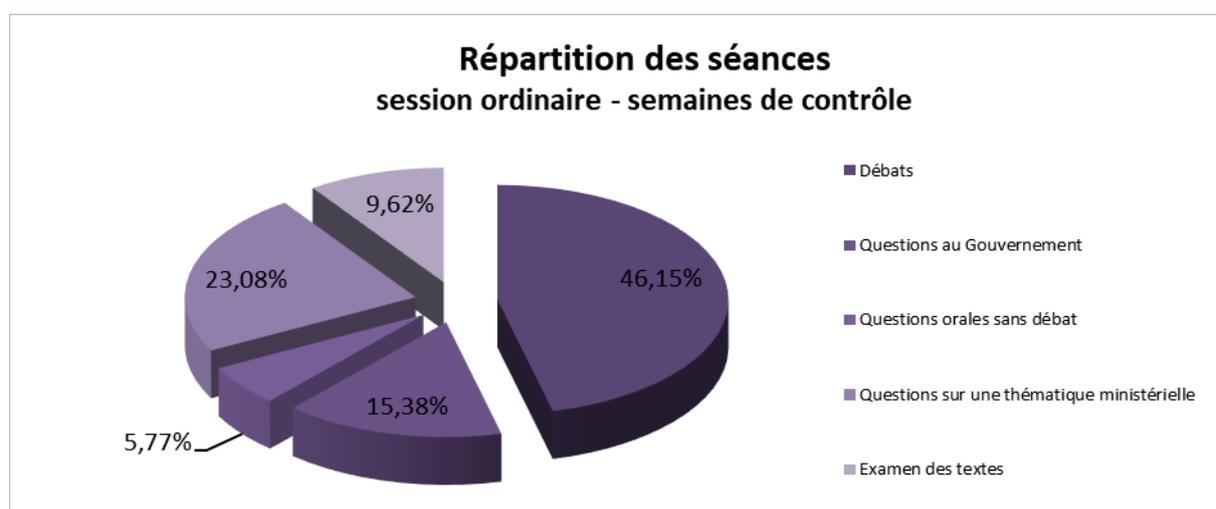
⁴⁹ Dépôt d'une motion de censure par Mme Mathilde Panot, M. Boris Vallaud, Mme Cyrielle Chatelain, M. André Chassaigne et 146 membres de l'Assemblée nationale, en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution.

4.1.4. Session ordinaire - Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art. 48, al. 4 C. ⁽⁵⁰⁾ ⁽⁵¹⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
29	98 h 25

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	24 ⁽⁵²⁾
Déclarations	-
Questions	23
• Questions au Gouvernement	8
• Questions orales sans débat	3
• Questions sur une thématique ministérielle	12 ⁽⁵³⁾
Examen des textes	5



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	1
• Dont conventions	-
Nombre de propositions de loi	1
Nombre de propositions de résolution	3
TOTAL	5

⁵⁰ Voir annexe IX.

⁵¹ Voir annexe X.

⁵² Voir annexe XVIII.

⁵³ Voir annexe XX.

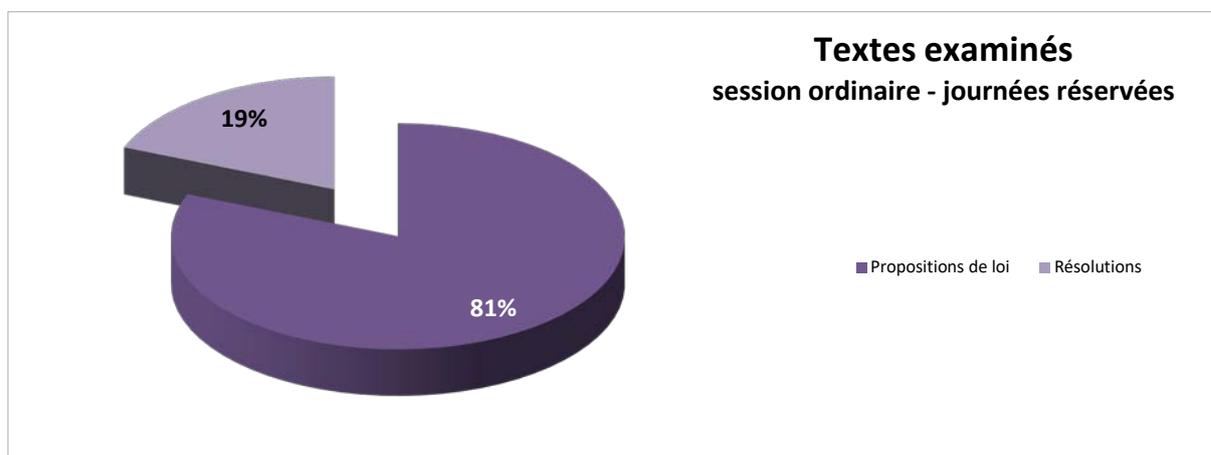
4.1.5 Session ordinaire – Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire en application de l'art. 48, al. 5 C.
(54) (55)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
22	83 h 15

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	-
Déclarations	-
Questions	-
• Questions au Gouvernement	-
• Questions orales sans débat	-
• Questions sur une thématique ministérielle	-
Examen des textes	22
Autres	-

TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	-
• Dont conventions	-
Nombre de propositions de loi	30
Nombre de propositions de résolution	7
TOTAL	37



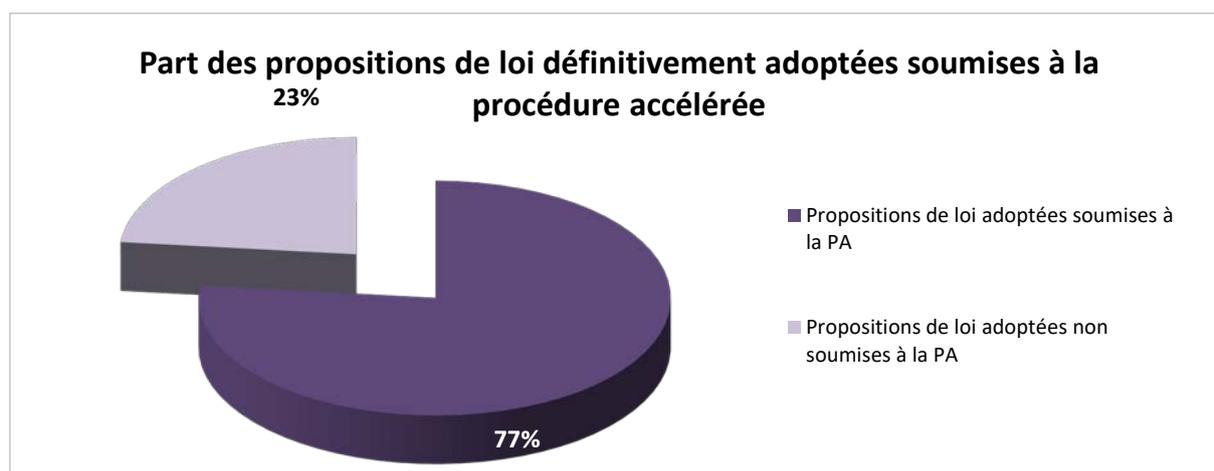
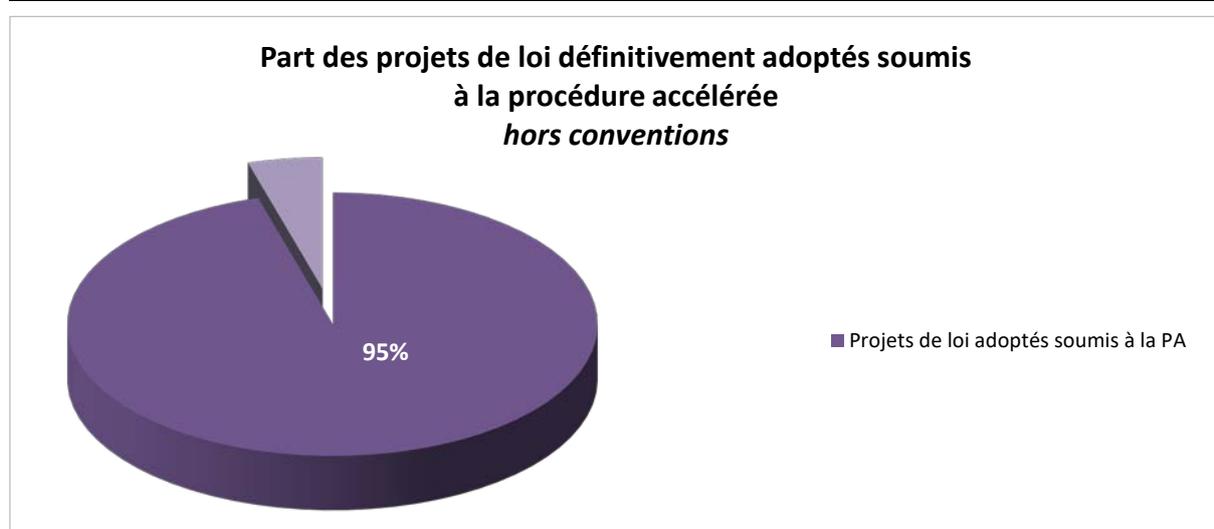
⁵⁴ Voir annexe IX.

⁵⁵ Voir annexe X.

4.2. Procédures accélérées

Engagées sur projets de loi	23
• <i>Dont conventions</i>	9
Engagées sur propositions de loi	29
TOTAL ⁽⁵⁶⁾	52

Projets de loi définitivement adoptés au cours de la session ayant été soumis à la procédure accélérée ⁽⁵⁷⁾	32
<i>Dont conventions</i>	12
Propositions de loi définitivement adoptées au cours de la session ayant été soumises à la procédure accélérée	23
Pourcentage des textes définitivement adoptés soumis à la procédure accélérée hors conventions	84 % ⁽⁵⁸⁾



⁵⁶ Voir annexe XI.

⁵⁷ Dont 3 textes budgétaires.

⁵⁸ 87 % des textes définitivement adoptés ont été soumis à la procédure accélérée en tenant compte des conventions.

4.3. Procédures d'examen simplifiées (art. 103 R.) ⁽⁵⁹⁾

Textes ayant fait l'objet d'une demande	17 ⁽⁶⁰⁾
Oppositions	5
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure ⁽⁶¹⁾⁽⁶²⁾	8

4.4. Procédures de législation en commission (art. 107-1 R.) ⁽⁶³⁾

Textes ayant fait l'objet d'une demande	11 ⁽⁶⁴⁾	
Oppositions	4	
Étendue de la demande	Partielle	Intégrale
	-	10
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure ⁽⁶⁵⁾⁽⁶⁶⁾	6	

4.5. Temps législatif programmé (art. 49-5 R.) ⁽⁶⁷⁾

4.5.1. Temps global alloué

Aucun texte n'a été examiné selon la procédure du temps législatif programmé au cours de la période couverte par le présent recueil.

4.5.2. Part du temps utilisé par groupe

Aucun texte n'a été examiné selon la procédure du temps législatif programmé au cours de la période couverte par le présent recueil.

⁵⁹ Voir annexe XII.

⁶⁰ Dont 4 textes inscrits à l'ordre du jour mais qui n'ont pas été examinés compte tenu de la dissolution du 9 juin 2024.

⁶¹ Il s'agit d'adoptions simples et non pas définitives.

⁶² Projets et propositions.

⁶³ Voir annexe XIII.

⁶⁴ Dont un texte inscrit à l'ordre du jour mais qui n'a pas été examiné compte tenu de la dissolution du 9 juin 2024.

⁶⁵ Il s'agit d'adoptions simples et non pas définitives.

⁶⁶ Projets et propositions.

⁶⁷ Voir annexe XIV.

4.6. Motions de procédure (art. 91 R., 122 R.)

	Examinées en séance		Adoptées
	Mises aux voix	Dont par scrutin public	
Rejet préalable	23	23	1
Motion référendaire	-	-	-
Demande d'ajournement	-	-	-

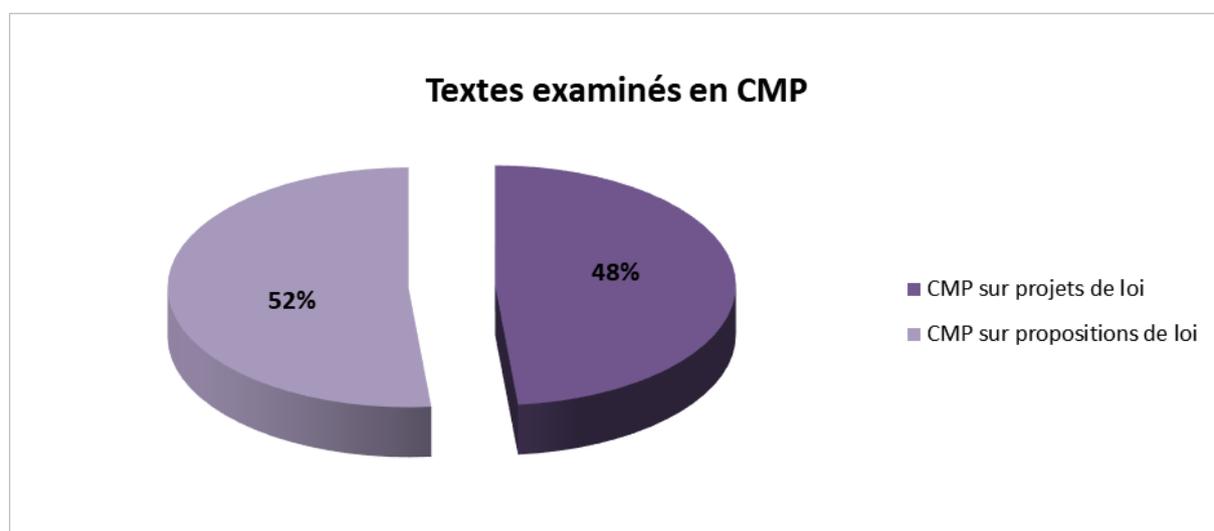
4.7. Secondes délibérations

Demandes :	
• du Gouvernement	-
• d'une commission	1
• d'un député	-

4.8. Commissions mixtes paritaires ⁽⁶⁸⁾

4.8.1. Demandes de réunion d'une commission mixte paritaire

	Projets	Propositions	TOTAL
Après première lecture <i>(procédure accélérée, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale)</i>	16	16	32
Après deuxième lecture	-	1	1
Après lectures suivantes	-	-	-
TOTAL	16	17	33

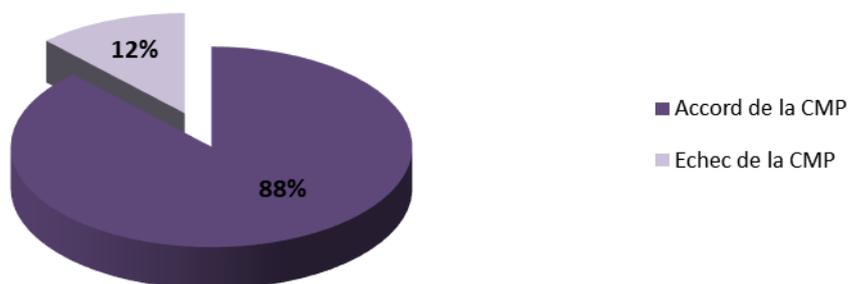


4.8.2. Issue des commissions mixtes paritaires

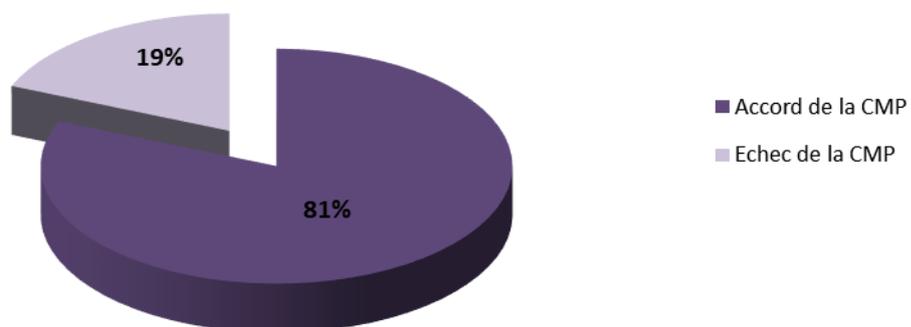
	Projets	Propositions	TOTAL
Accord	13	16	29
Échec	3	1	4
TOTAL	16	17	33

⁶⁸ Voir annexe XV.

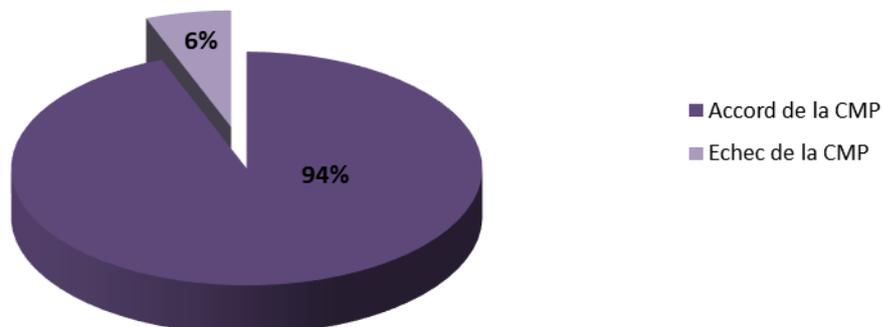
Issue des commissions mixtes paritaires



Issue des commissions mixtes paritaires sur projets de loi



Issue des commissions mixtes paritaires sur propositions de loi



4.8.3. Accord de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure

	Projets	Propositions	TOTAL
Adoption conforme sur le texte CMP	13	15	28
• <i>Avec amendements</i>	8	7	15
• <i>Sans amendement</i>	5	8	13
Textes restant en instance au 9 juin 2024	-	1	-
TOTAL	13	16	29

4.8.4. Échec de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure

	Projets	Propositions	TOTAL
Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture	-	-	-
Adoption en lecture définitive			
• <i>Dernier texte de l'AN avec amendements</i>	-	-	-
• <i>Dernier texte de l'AN sans amendement</i>	3 ⁽⁶⁹⁾	-	3
Rejet en lecture définitive	-	-	-
Textes restant en instance au 9 juin 2024	-	1	1
TOTAL	3	1	4

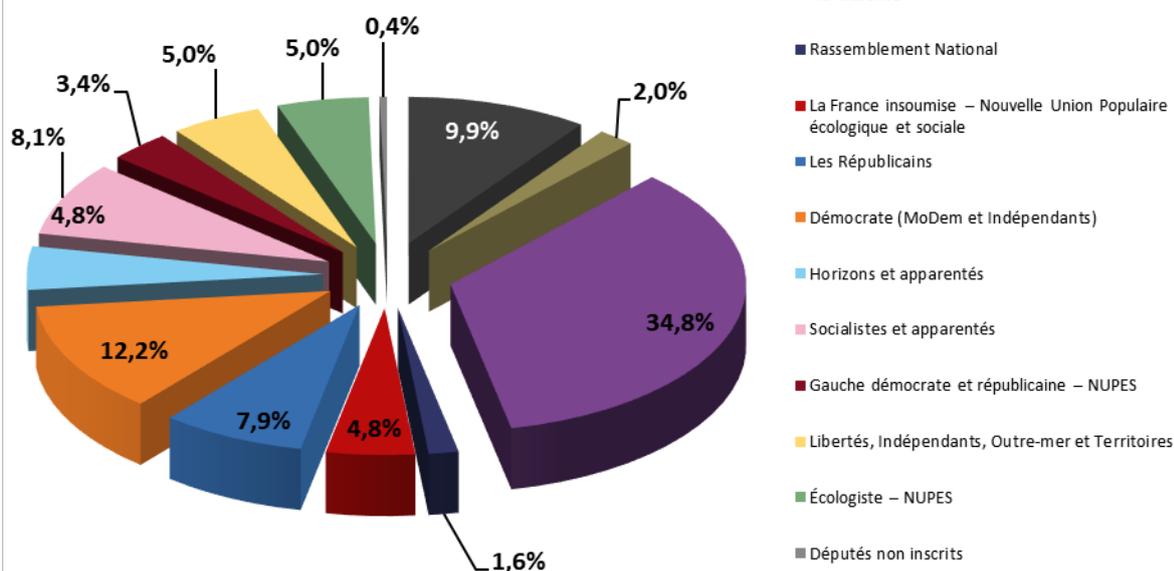
⁶⁹ Dont deux textes qui ont été adoptés à la suite de l'utilisation de l'art. 49, al. 3 C.

4.9. Amendements

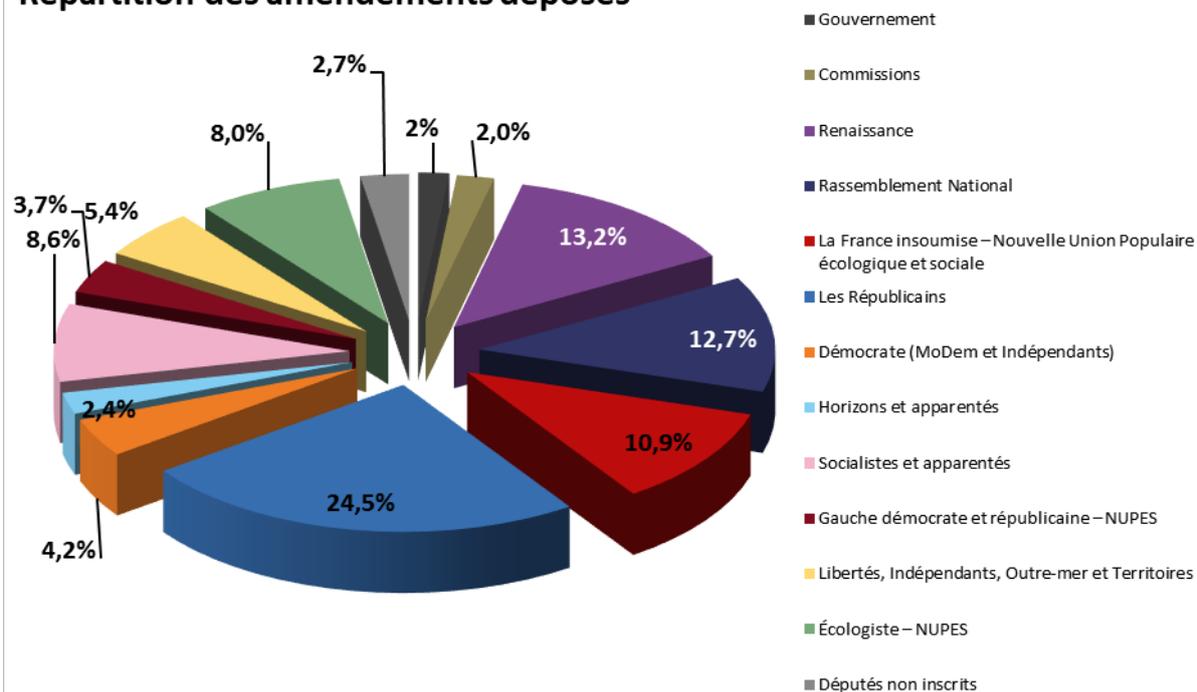
4.9.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique

Amendements transmis à la Présidence		Déposés	Irrecevables au titre de l'art. 45 C.	Irrecevables au titre de l'art. 40 C.	Retirés avant discussion et autres irrecevabilités	Adoptés	% amendements adoptés / amendements déposés
Auteur							
Gouvernement		588	9	9	85	176	30 %
Commissions		713	-	-	28	36	5 %
Députés (auteur ou premier signataire)	Renaissance	4 610	213	342	595	617	13 %
	Rassemblement National	4 452	206	365	432	29	1 %
	La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	3 797	198	174	188	86	2 %
	Les Républicains	8 572	818	917	876	140	2 %
	Démocrate (MoDem et Indépendants)	1 482	44	119	170	217	15 %
	Horizons et apparentés	824	40	92	90	85	10 %
	Socialistes et apparentés	2 997	77	136	304	144	5 %
	Gauche démocrate et républicaine – NUPES	1 301	20	75	138	60	5 %
	Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires	1 904	80	179	141	89	5 %
	Écologiste – NUPES	2 782	126	116	187	89	3 %
	Députés non inscrits	928	82	71	60	7	1 %
	TOTAL		34 950	1 913	2 595	3 294	1 775

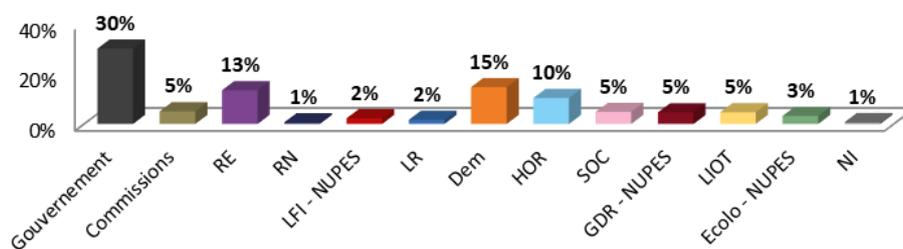
Répartition des amendements adoptés



Répartition des amendements déposés

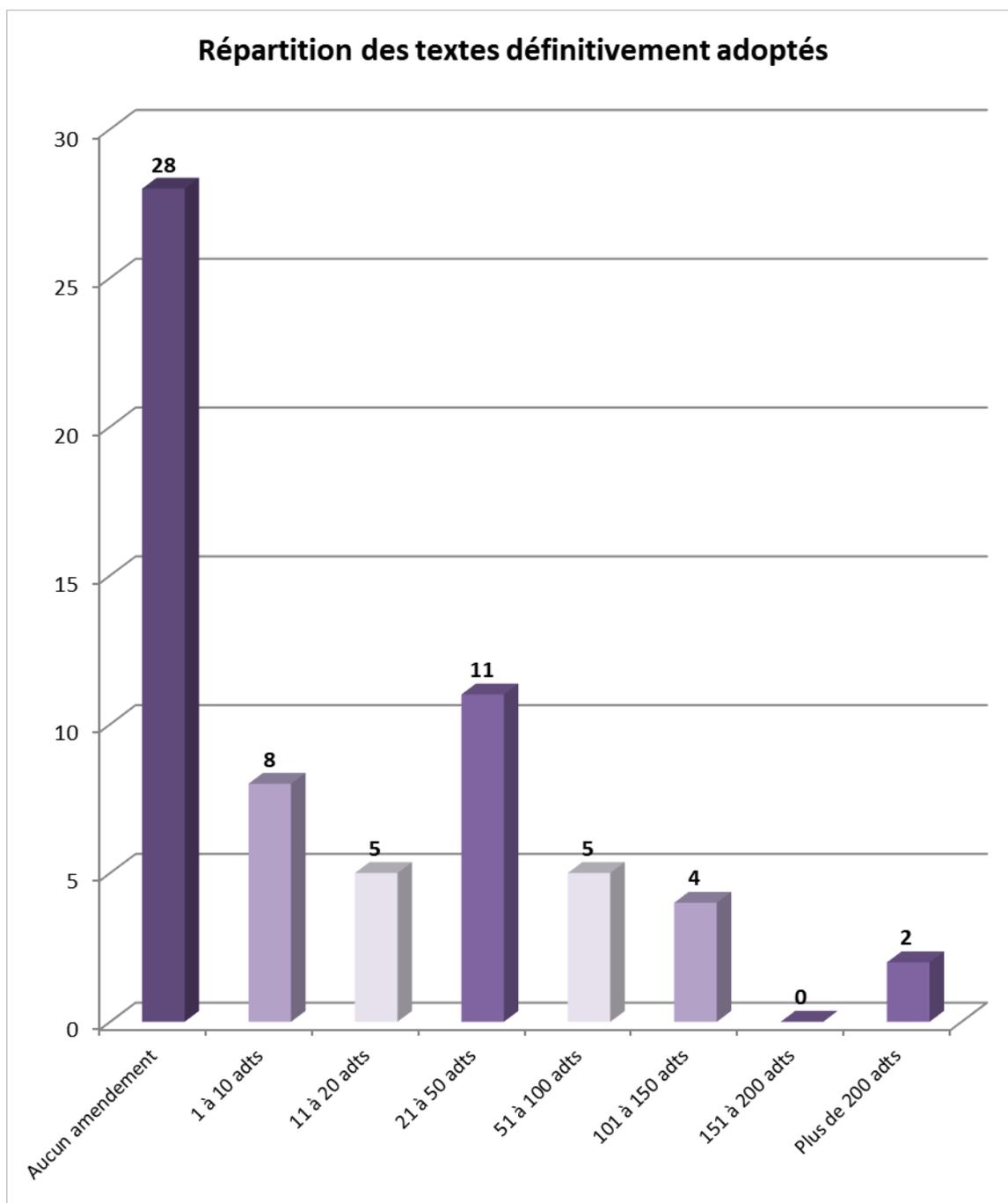


Part des amendements adoptés parmi ceux déposés



4.9.2. Répartition des textes définitivement adoptés selon le nombre d'amendements adoptés en séance

Nombre d'amendements adoptés ⁽⁷⁰⁾	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200	TOTAL
Nombre de textes définitifs	28 ⁽⁷¹⁾	8	5	11	5	4	-	2	63



⁷⁰ Ces données concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

⁷¹ Dont 11 conventions internationales.

4.9.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session ⁽⁷²⁾ ⁽⁷³⁾ ⁽⁷⁴⁾

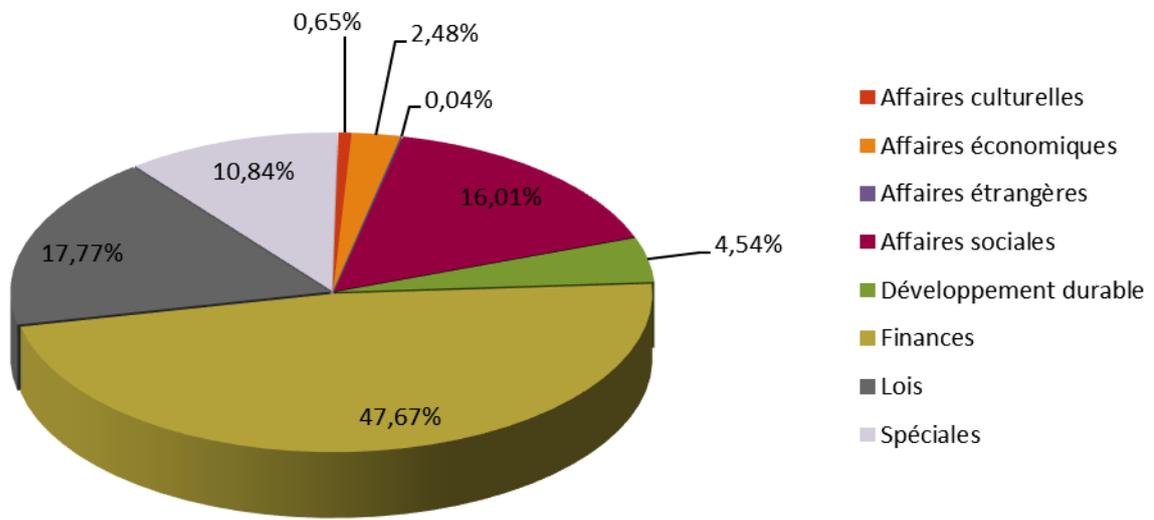
Commission	Nature	Nombre de textes	Commission		Séance	
			Déposés	Adoptés	Déposés	Adoptés
Affaires culturelles	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	6	143	37	220	32
Affaires économiques	Projets	2	522	102	482	67
	Propositions	1	26	-	26	-
Affaires étrangères	Projets	12	-	-	-	-
	Propositions	1	9	-	-	-
Affaires sociales	Projets	3	1 993	298	2 417	190
	Propositions	3	1 551	193	2 647	282
Défense	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	-	-	-	-	-
Développement durable	Projets	1	565	106	379	33
	Propositions	4	440	78	510	63
Finances	Projets	1	287	53	190	29
	Propositions	3	265	72	356	39
Lois	Projets	8	3 412	934	4 883	389
	Propositions	12	410	99	723	150
Spéciales	Projets	2	2 400	463	2 945	306
	Propositions	-	-	-	-	-

⁷² Voir annexe VIII.

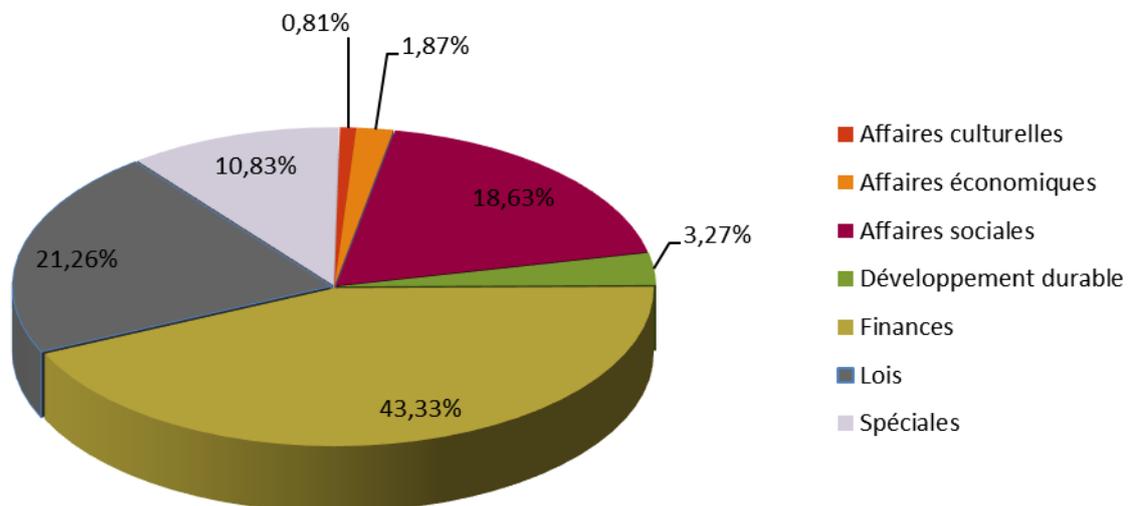
⁷³ Ces données concernent les amendements adoptés en commission et en séance publique à l'Assemblée nationale, toutes lectures confondues.

⁷⁴ Ces chiffres n'incluent pas les projets de loi de finances, les projets de loi de financement de la sécurité sociale et les projets de révision constitutionnelle qui, en application de l'art. 42, al. 2 C., sont examinés en première lecture à partir du texte présenté par le Gouvernement.

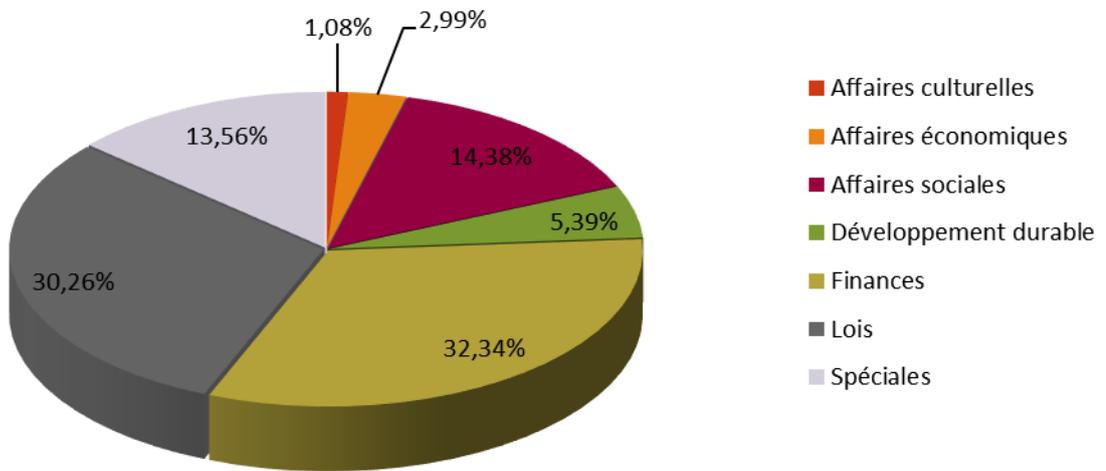
Répartition des amendements déposés en commission



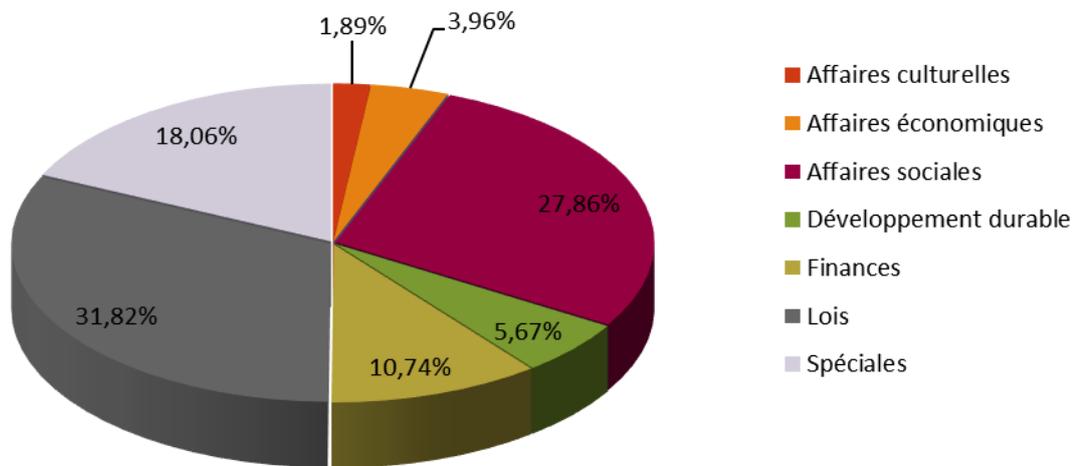
Répartition des amendements déposés en séance



Répartition des amendements adoptés en commission



Répartition des amendements adoptés en séance



4.10. Votes bloqués

Nombre de demandes	-
--------------------	---

4.11. Scrutins publics

Solennels <i>(décidés en Conférence des présidents en application de l'art. 65-1 R.)⁽⁷⁵⁾</i>	12
Sur la prolongation d'une intervention des forces armées <i>(en application de l'art. 35 C.)</i>	-
Sur des motions de procédure	26
Sur le passage à la discussion des articles	-
Sur une demande de constitution de commission spéciale	-
Sur des propositions de modification de l'ordre du jour	-
Sur une demande de suspension de séance	-
Scrutins ordinaires sur des textes	1 440
TOTAL	1 478

Scrutins secrets	-
• à la tribune	-
• dans les salles voisines de la salle des séances	1
Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances ⁽⁷⁵⁾	
• à l'Assemblée nationale	17
• au Congrès du Parlement	1
Vérifications du quorum	-

4.12. Incidents de séance

Rappels au Règlement	250
Faits personnels	-
Rappels à l'ordre	6

4.13. Décisions du Conseil constitutionnel⁽⁷⁶⁾

Application de l'art. 37, al. 2 C.	4
Application de l'art. 39 C.	1
Application de l'art. 41 C.	-
Application de l'art. 54 C.	-
Application de l'art. 59 C.	10
Application de l'art. 61, al. 1 ^{er} C.	4
<i>dont lois organiques</i>	3
<i>dont règlements des assemblées</i>	1
Application de l'art. 61, al. 2 C.	10
Application des art. 74 et 74-1 C.	2
Application de l'art. 11 C.	1
Application de l'art. LO 136 du code électoral	-

⁷⁵ Voir annexe XVI.

⁷⁶ Voir annexe XVII.

5.

DÉCLARATIONS ET DÉBATS

5. Déclarations et débats ⁽⁷⁷⁾

Tenus à la demande du Gouvernement <i>- dont suivis d'un vote</i>	7 1
Tenus à la demande d'une commission	-
Tenus à la demande d'un groupe politique	23
Tenus à la demande conjointe d'un groupe et d'une commission	-
Tenus à la demande de la Conférence des présidents	1

⁷⁷ Voir annexe XVIII. Voir aussi, en rubrique 6.1, la liste des engagements de responsabilité.

6.

ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET MOTIONS DE CENSURE

6. Engagements de responsabilité et motions de censure ⁽⁷⁸⁾

6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'art. 49, al. 1^{er} C.	-
<i>sur son programme</i>	-
<i>sur une déclaration de politique générale</i>	-
Application de l'art. 49, al. 3 C.	11

6.2. Motions de censure

En application de l'art. 49, al. 2 C.	3
En application de l'art. 49, al. 3 C.	13

⁷⁸ Voir annexe XIX.

7.

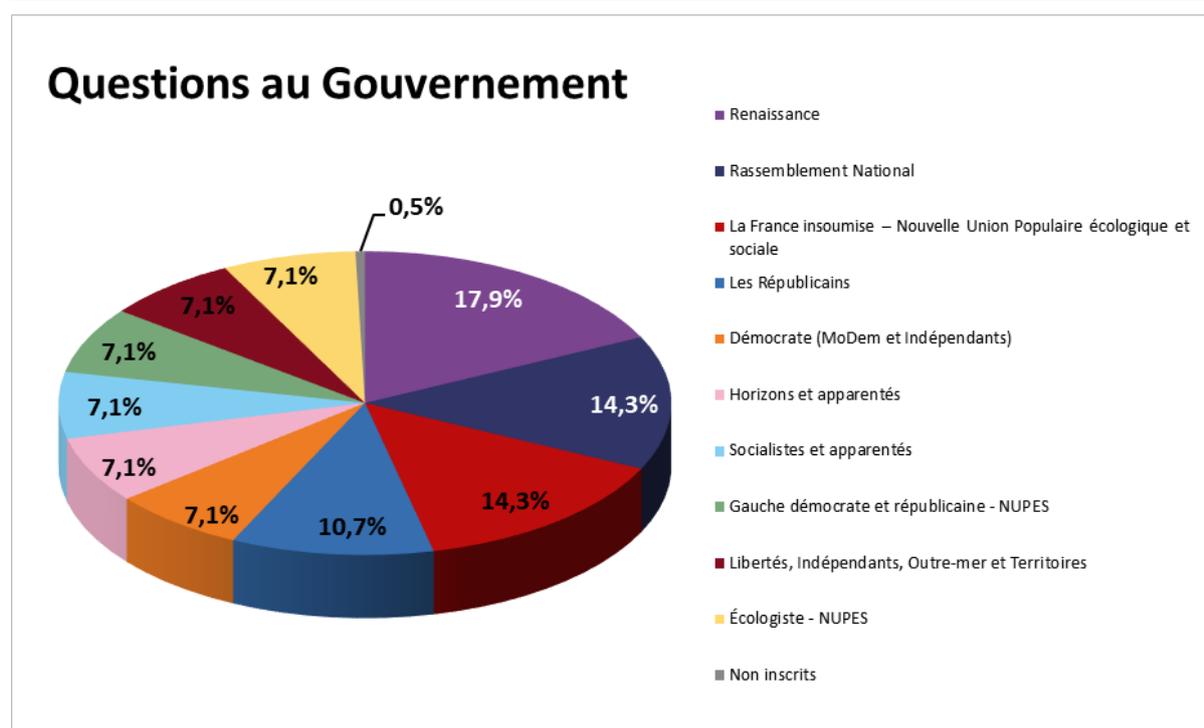
QUESTIONS

7. Questions ⁽⁷⁹⁾

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement (50 séances ⁽⁸⁰⁾)

Groupes	Nombre de questions posées
Renaissance	144
Rassemblement National	115
La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	115
Les Républicains	86
Démocrate (MoDem et Indépendants)	57
Horizons et apparentés	57
Socialistes et apparentés	57
Gauche démocrate et républicaine - NUPES	57
Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires	57
Écologiste - NUPES	57
Non inscrits	4
Total	806 ⁽⁸¹⁾



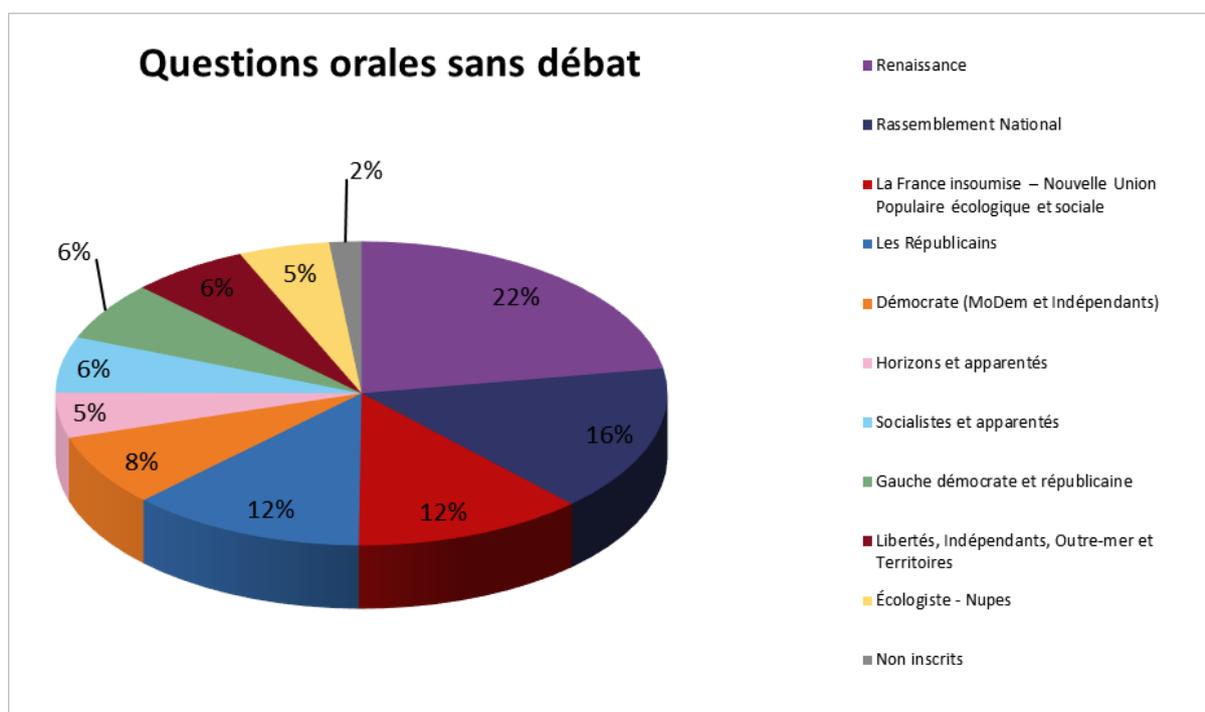
⁷⁹ Voir annexes XX et XXI.

⁸⁰ À compter du 21 novembre 2023, deux séances hebdomadaires de questions au Gouvernement ont été organisées, à titre expérimental, conformément à la décision de la Conférence des présidents du 14 novembre 2023.

⁸¹ Dont 50 questions posées par les groupes au cours de 5 séances réservées aux questions au Premier ministre dans le cadre de l'expérimentation menée d'avril à la mi-juin 2024, conformément à la décision de la Conférence des présidents du 2 avril 2024.

7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat (11 séances)⁽⁸²⁾

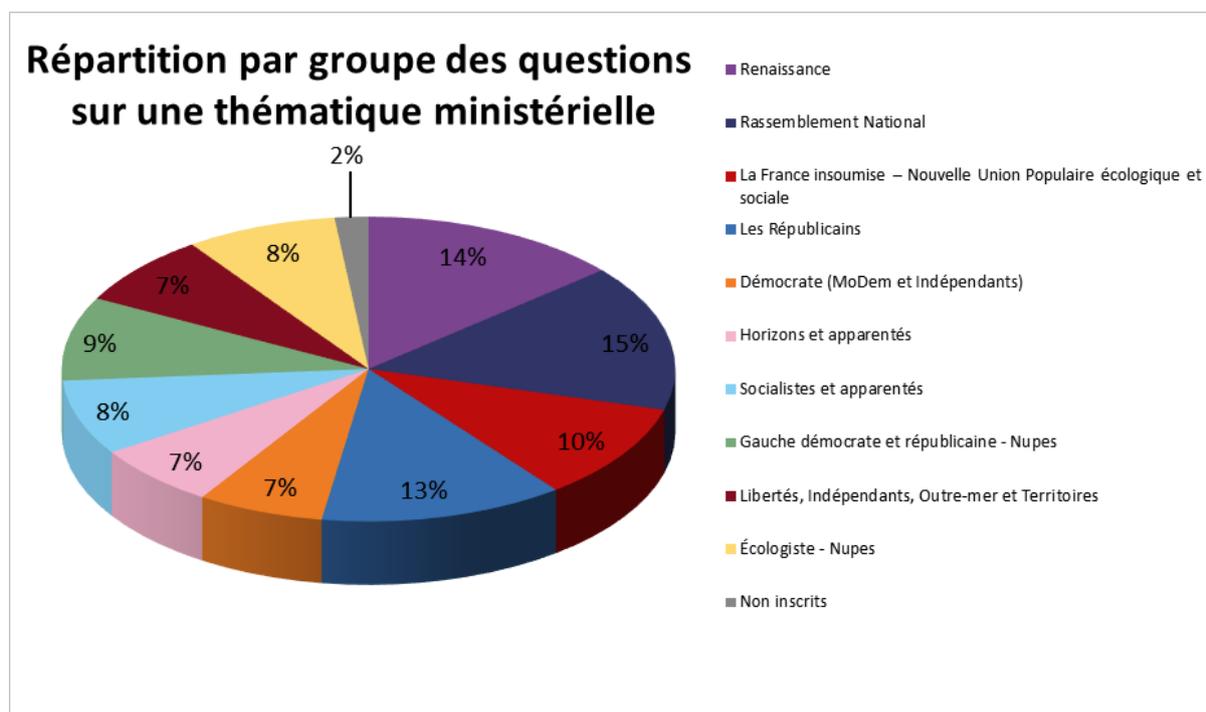
Groupes	Nombre de questions posées
Renaissance	79
Rassemblement National	55
La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	43
Les Républicains	44
Démocrate (MoDem et Indépendants)	27
Horizons et apparentés	17
Socialistes et apparentés	21
Gauche démocrate et républicaine - NUPES	22
Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires	22
Écologiste - NUPES	17
Non inscrits	6
Total	353



⁸² La dernière séance comptabilisée est la séance du mardi 28 mai 2024. La séance du mardi 11 juin 2024 n'a pas eu lieu compte tenu de la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin 2024.

7.1.3. Répartition par groupe des questions sur une thématique ministérielle (9 séances)

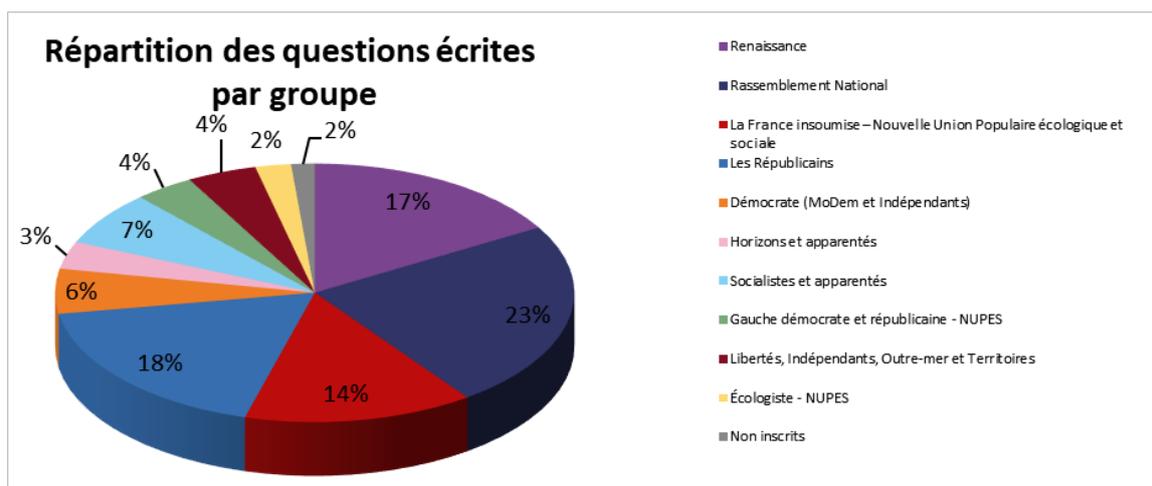
Groupes	Nombre de questions posées
Renaissance	31
Rassemblement National	35
La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	23
Les Républicains	29
Démocrate (MoDem et Indépendants)	15
Horizons et apparentés	15
Socialistes et apparentés	18
Gauche démocrate et républicaine - NUPES	20
Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires	17
Écologistes - NUPES	18
Non inscrits	4
Total	225



7.2. Questions écrites

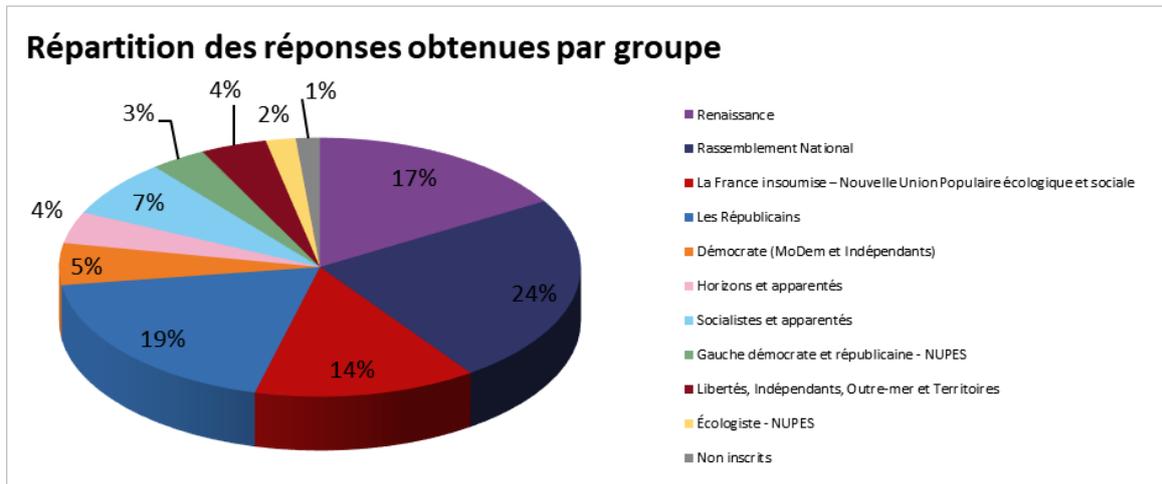
7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses ⁽⁸³⁾

Groupes	Nombre de questions <i>(84)</i>	Nombre de réponses
Renaissance	1 169	809
Rassemblement National	1 652	1163
La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	1 009	676
Les Républicains	1 272	919
Démocrate (MoDem et Indépendants)	396	256
Horizons et apparentés	242	194
Socialistes et apparentés	481	351
Gauche démocrate et républicaine - NUPES	263	170
Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires	306	201
Écologiste - NUPES	157	91
Non inscrits	103	73
Total	7 050	4 903



⁸³ Voir annexe XXI.

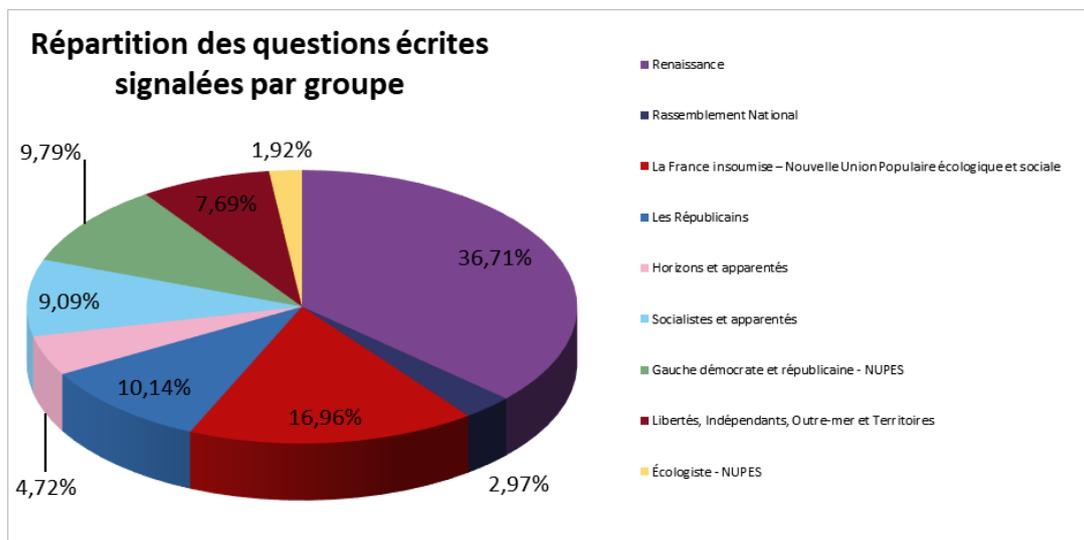
⁸⁴ La Conférence des présidents du mardi 26 septembre 2023 a fixé à 52 le nombre maximal de questions écrites pouvant être posées par chaque député pour la période allant du 1^{er} octobre 2023 au 30 septembre 2024.



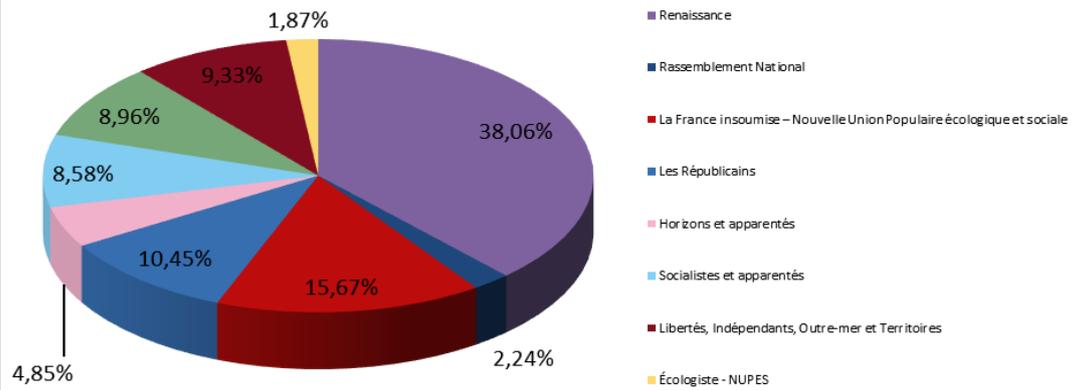
7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées

(Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et signalées à l'attention du Gouvernement qui est tenu d'apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours)

Groupes	Nombre de questions	Nombre de réponses
Renaissance	210	102
Rassemblement National	17	6
La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	97	42
Les Républicains	58	28
Démocrate (MoDem et Indépendants)	-	-
Horizons et apparentés	27	13
Socialistes et apparentés	52	23
Gauche démocrate et républicaine - NUPES	56	24
Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires	44	25
Écologiste - NUPES	11	5
Total	572	268



Répartition des réponses aux questions écrites signalées par groupe



ANNEXES

Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée nationale

Cause et conséquence	Député remplacé	Nouveau député	JOLD	Circonscription
Démission pour cause d'incompatibilité et remplacement par son suppléant	M. Dino Cinieri	Mme Sylvie Bonnet	02.12.2023	Loire (4 ^{ème})
Démission pour cause d'incompatibilité et remplacement par son suppléant	M. Hubert Wulfranc	M. Édouard Bénard	12.01.2024	Seine-Maritime (3 ^{ème})
Fin des fonctions gouvernementales	Mme Servane Hugues	M. Olivier Véran	11.02.2024	Isère (1 ^{ère})
Fin des fonctions gouvernementales	M. Freddy Sertin	Mme Elisabeth Borne	11.02.2024	Calvados (6 ^{ème})
Fin des fonctions gouvernementales	M. Frédéric Zgainski	Mme Bérangère Couillard	11.02.2024	Gironde (7 ^{ème})
Fin des fonctions gouvernementales	Mme Clara Chassaniol	M. Clément Beaune	13.02.2024	Paris (7 ^{ème})
Fin des fonctions gouvernementales	Mme Charlotte Goetschy-Bolognese	M. Olivier Becht	13.02.2024	Haut-Rhin (5 ^{ème})
Fin des fonctions gouvernementales	Mme Laurence Heydel Grillere	M. Olivier Dussopt	13.02.2024	Ardèche (2 ^{ème})
Fin des fonctions gouvernementales	Mme Agnès Carel	Mme Agnès Firmin Le Bodo	13.02.2024	Seine-Maritime (7 ^{ème})
Fin des fonctions gouvernementales	M. Philippe Guillemard	Mme Carole Grandjean	13.02.2024	Meurthe-et-Moselle (1 ^{ère})
Fin des fonctions gouvernementales	M. Laurent Leclercq	M. Philippe Vigier	13.02.2024	Eure-et-Loir (4 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Marie Lebec	M. Denis Bernaert	13.02.2024	Yvelines (4 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Marie Guévenoux	M. Éric Husson	10.03.2024	Essonne (9 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	M. Frédéric Valletoux	Mme Juliette Vilgrain	10.03.2024	Seine-et-Marne (2 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	M. Guillaume Kasbarian	Mme Véronique de Montchalin	10.03.2024	Eure-et-Loir (1 ^{ère})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Marina Ferrari	M. Didier Padey	10.03.2024	Savoie (1 ^{ère})

Annexe II

Missions temporaires confiées par le Gouvernement

Député concerné	Ministre concerné	Objet de la mission	Date de début de mission Date de fin de mission
M. David Amiel	Premier ministre	Accès au logement des agents publics	07.11.2023 05.05.2024
M. Éric Woerth	Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires	Clarification de l'action publique territoriale et l'identification de nouvelles pistes de décentralisation	07.11.2023 05.05.2024
Mme Annaïg Le Meur	Ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires	Fiscalité locale	16.11.2023 14.05.2024
Mme Marina Ferrari	Ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires	Fiscalité locale	16.11.2023 10.03.2024 ⁽⁸⁵⁾
Mme Christine Le Nabour	Ministre du travail, de la santé et des solidarités	Amélioration de la prise en compte des savoirs et expériences des personnes en situation de pauvreté et de précarité pour transformer les services publics	04.01.2024 09.06.2024 ⁽⁸⁶⁾
Mme Virginie DUBY-MULLER	Ministre de la culture	Ingénierie culturelle des collectivités territoriales en milieu rural	23.02.2024 09.06.2024 ⁽⁸⁶⁾
Mme Fanta Berete	Ministre du travail, de la santé et des solidarités Ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé et des solidarités, de la ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et du garde des sceaux, ministre de la justice, chargée de l'enfance, de la jeunesse et des familles	Soutien aux familles monoparentales	07.03.2024 09.06.2024 ⁽⁸⁶⁾
Mme Anne-Laure Babault	Ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique Ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire	Perspectives d'évolution du cadre juridique applicable aux négociations et aux relations commerciales dans la filière agroalimentaire	09.03.2024 09.06.2024 ⁽⁸⁶⁾

⁸⁵ Nomination au Gouvernement.

⁸⁶ Dissolution de l'Assemblée nationale.

Député concerné	Ministre concerné	Objet de la mission	Date de début de mission Date de fin de mission
M. Alexis Izard	Ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique Ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire	Perspectives d'évolution du cadre juridique applicable aux négociations et aux relations commerciales dans la filière agroalimentaire	09.03.2024 09.06.2024 ⁽⁸⁷⁾
Mme Carole Grandjean	Ministre des armées Secrétaire d'État auprès du ministre des armées, chargée des anciens combattants et de la mémoire	Avenir du service militaire volontaire	23.03.2024 09.06.2024 ⁽⁸⁶⁾
Mme Sandrine Josso	Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations	La soumission chimique comme forme de violence faite aux femmes	09.04.2024 09.06.2024 ⁽⁸⁷⁾
M. Benoit Mournet	Ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique Ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire Ministre de l'Europe et des affaires étrangères Ministre déléguée auprès du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire Ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur, de l'attractivité, de la francophonie et des Français de l'étranger	Amélioration de l'application des normes de production agricole de l'Union européenne aux produits importés	08.06.2024 09.06.2024 ⁽⁸⁷⁾

⁸⁷ Dissolution de l'Assemblée nationale.

Annexe III ⁽⁸⁸⁾

Travaux de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Les Ehpad centres de ressources territoriaux	9	12 h 10	-	25	-
Les procédures de sanction administrative en cas de fraude aux prestations familiales ou d'assurance vieillesse	7	7 h 55	-	23	-
La taxe de solidarité additionnelle à la charge des organismes complémentaires d'assurance maladie	9	7 h 25	-	29	-
Les maisons de naissance	3	5 h 30	-	28	-
Gestion de la dette sociale	7	15 h 30	-	49	-
Divers	5	5 h 40	-	11	-

⁸⁸ Pour les missions dont les travaux ont débuté sous la précédente session, le choix a été fait d'indiquer ici la totalité des travaux et des auditions qui ont abouti à la publication du rapport.

Travaux des missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes

Objet de la mission	Commissions permanentes concernées	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
La rénovation énergétique des bâtiments	- Affaires économiques - Développement durable	08.03.2023	37	41 h 40	-	104	N° 1700 04.10.2023

Travaux des missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4, du Règlement

Objet de la mission	Création de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Les capacités d'anticipation et d'adaptation de notre modèle de protection et de sécurité civiles	20.06.2023	12.07.2023	23	60 h 45	1	127	N° 2435 03.04.2024
L'accès des Français à un logement digne et la réalisation d'un parcours résidentiel durable	20.06.2023	11.07.2023	24	28 h 45	1	48	N° 2626 15.05.2024
Le rôle local et l'ancrage territorial des parlementaires	26.03.2024	30.04.2024	3	4 h 00	-	6	<i>Travaux interrompus à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin 2024</i>

Annexe IV

Demandes de consultation des commissions sur des nominations

Date de la demande	Fonction	Nom	Commission	Avis AN Date	Date de nomination et publication au JO
31.08.2023	Président-directeur général de Météo France	Mme Virginie Schwarz	Développement durable	Favorable (41 pour, 0 contre) 11.10.2023 JO du 12.10.2023	18.10.2023 JO du 19.10.2023
30.10.2023	Président de l'Autorité de régulation des transports	M. Thierry Guimbaud	Développement durable	Favorable (42 pour, 0 contre) 06.12.2023 JO du 07.12.2023	29.12.2023 JO du 30.12.2023
16.11.2023	Directeur général de l'institution nationale publique mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail, dénommée « Pôle emploi »	M. Thibaut Guilluy	Affaires sociales	Favorable (32 pour, 21 contre) 06.12.2023 JO du 07.12.2023	12.12.2023 JO du 13.12.2023
17.11.2023	Directrice générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	Mme Christelle Ratignier-Carbonneil	Affaires sociales	Favorable (28 pour, 21 contre) 13.12.2023 JO du 14.12.2023	18.12.2023 JO du 19.12.2023
22.11.2023	Présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés	Mme Marie-Laure Denis	Lois	Favorable (30 pour, 7 contre) 17.01.2024 JO du 19.01.2024	30.01.2024 JO du 31.01.2024
01.02.2024	Présidence du conseil d'administration de l'agence de financement des infrastructures de transport de France	M. Franck Leroy	Développement durable	Favorable (25 pour, 12 contre) 28.02.2024 JO du 29.02.2024	05.06.2024 JO du 07.06.2024

Annexe V

Propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 C. ⁽⁸⁹⁾

Propositions de résolution adoptées en séance

Objet de la résolution	N° de rapport et date de dépôt	Commission saisie au fond	Adoptée le
relative à l'adoption d'une loi européenne sur l'espace	-	Affaires économiques	05.03.2024

Propositions de résolution considérées comme définitives

Objet de la résolution	N° de rapport et date de dépôt	Commission saisie au fond	Considérée comme définitive le
relative à la réponse européenne à l'inflation Reduction Act (IRA)	-	Affaires économiques	08.01.2024
visant à dénoncer le nettoyage ethnique des populations arméniennes du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan et à exiger le respect de l'intégrité territoriale de la République d'Arménie	2209 14.02.2024	Affaires étrangères	04.03.2024
relative à la révision du règlement européen REACH sur les substances chimiques	-	Développement durable	04.04.2024
visant à faire évoluer la mesure de réduction stricte des délais de paiement prévue par la proposition de règlement de la Commission européenne concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, afin qu'elle ne pénalise pas les entreprises	-	Affaires économiques	24.04.2024
visant à garantir le droit à l'avortement dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne	-	Affaires sociales	29.05.2024

⁸⁹ Le choix a été fait d'indiquer les seules propositions de résolution déposées pendant la période couverte par ce recueil.

Annexe VI

Liste des commissions d'enquête (créées sur la période)

Objet de la commission d'enquête	Groupe politique à l'origine de la demande	Date de la création	Date de la nomination du Bureau	Rapport de la commission d'enquête
sur l'attribution, le contenu et le contrôle des autorisations de services de télévision à caractère national sur la télévision numérique terrestre	LFI-NUPES	08.11.2023	06.12.2023	N° 2610 07.05.2024 M. Aurélien Saintoul (LFI-NUPES)
sur le modèle économique des crèches et sur la qualité de l'accueil des jeunes enfants au sein de leurs établissements	LFI-NUPES	28.11.2023	13.12.2023	N° 2660 27.05.2024 Mme Sarah Tanzilli (RE)
sur la gestion par l'État des risques naturels majeurs dans les territoires transocéaniques de France, dits d'Outre-mer	LFI-NUPES	30.11.2023	20.12.2023	N° 2659 27.05.2024 M. Guillaume Vuilletet (RE)
sur le montage juridique et financier du projet d'autoroute A69	Ecolo-NUPES	06.02.2024	15.02.2024	<i>Travaux interrompus à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin 2024</i>
visant à établir les raisons de la perte de souveraineté alimentaire de la France	RN	05.03.2024	13.03.2024	<i>Travaux interrompus à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin 2024</i>
sur les manquements des politiques de protection de l'enfance	SOC	09.04.2024	30.04.2024	<i>Travaux interrompus à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin 2024</i>

Objet de la commission d'enquête	Groupe politique à l'origine de la demande	Date de la création	Date de la nomination du Bureau	Rapport de la commission d'enquête
sur les difficultés d'accès aux soins à l'hôpital public	LIOT	09.04.2024	30.04.2024	<i>Travaux interrompus à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin 2024</i>
relative à la politique française d'expérimentation nucléaire, à l'ensemble des conséquences de l'installation et des opérations du Centre d'expérimentation du Pacifique en Polynésie française, à la reconnaissance, à la prise en charge et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français, ainsi qu'à la reconnaissance des dommages environnementaux et à leur réparation	GDR-NUPES	30.04.2024	07.05.2024	<i>Travaux interrompus à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin 2024</i>
relative aux violences commises dans les secteurs du cinéma, de l'audiovisuel, du spectacle vivant, de la mode et de la publicité	Ecolo-NUPES	02.05.2024	14.05.2024	<i>Travaux interrompus à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin 2024</i>
visant à établir les raisons de la très forte croissance de la dette française depuis l'élection présidentielle de 2017 et ses conséquences sur le pouvoir d'achat des Français	LR	07.05.2024	15.05.2024	<i>Travaux interrompus à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin 2024</i>
sur les causes de l'insuffisance, de la non décence et de l'insalubrité du logement social dans les départements et régions d'outre-mer	GDR-NUPES	30.05.2024	-	<i>Travaux interrompus à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin 2024</i>

Travaux des commissions d'enquête (travaux sur la période du 1^{er} octobre 2023 au 9 juin 2024)

Objet de la commission d'enquête	Réunions		Personnes auditionnées ou rencontrées	
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres
sur la structuration, le financement, les moyens et les modalités d'actions des groupuscules auteurs de violences à l'occasion des manifestations et rassemblements intervenus entre le 16 mars 2023 et le 3 mai 2023 ainsi que sur le déroulement de ces manifestations et rassemblements le 10 mai 2023	2	2 h 45	1	-
sur les causes de l'incapacité de la France à atteindre les objectifs des plans successifs de maîtrise des impacts des produits phytosanitaires sur la santé humaine et environnementale et notamment sur les conditions de l'exercice des missions des autorités publiques en charge de la sécurité sanitaire	23	61 h 35	4	101
relative à l'identification des défaillances de fonctionnement au sein des fédérations françaises de sport, du monde sportif et des organismes de gouvernance du monde sportif en tant qu'elles ont délégué de service public	33	104 h 20	2	111
sur la libéralisation du fret ferroviaire et ses conséquences pour l'avenir	16	35 h 50	-	48
sur l'attribution, le contenu et le contrôle des autorisations de services de télévision à caractère national sur la télévision numérique terrestre	27	82 h 40	1	166
sur le modèle économique des crèches et sur la qualité de l'accueil des jeunes enfants au sein de leurs établissements	56	74 h 45	3	109
sur la gestion par l'État des risques naturels majeurs dans les territoires transocéaniques de France, dits d'Outre-mer	19	60 h 15	1	170
sur le montage juridique et financier du projet d'autoroute A69	33	77 h 40	-	72
visant à établir les raisons de la perte de souveraineté alimentaire de la France	35	128 h 25	1	141

sur les manquements des politiques de protection de l'enfance	22	32 h 55	-	53
sur les difficultés d'accès aux soins à l'hôpital public	11	12 h 55	-	19
relative à la politique française d'expérimentation nucléaire, à l'ensemble des conséquences de l'installation et des opérations du Centre d'expérimentation du Pacifique en Polynésie française, à la reconnaissance, à la prise en charge et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français, ainsi qu'à la reconnaissance des dommages environnementaux et à leur réparation	17	24 h 30	-	29
relative aux violences commises dans les secteurs du cinéma, de l'audiovisuel, du spectacle vivant, de la mode et de la publicité	10	36 h 50	-	69
visant à établir les raisons de la très forte croissance de la dette française depuis l'élection présidentielle de 2017 et ses conséquences sur le pouvoir d'achat des Français	9	16 h 05	-	19
sur les causes de l'insuffisance, de la non décence et de l'insalubrité du logement social dans les départements et régions d'outre mer	-	-	-	-

Annexe VII

Projets de loi rejetés définitivement

NÉANT

Propositions de loi de l'Assemblée nationale rejetées

1. Proposition de loi (n° 1776) visant à lutter contre l'inflation par l'encadrement des marges des industries agroalimentaires, du raffinage et de la grande distribution et établissant un prix d'achat plancher des matières premières agricoles (2^e séance du jeudi 30 novembre 2023).

Propositions de loi du Sénat rejetées

NÉANT

Annexe VIII

Liste chronologique des lois promulguées ⁽⁹⁰⁾

Date de publication au Journal officiel	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés ⁽⁹¹⁾
24.10.2023	Loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte	Projet	96
07.11.2023	Loi n° 2023-1023 du 6 novembre 2023 autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Macédoine du Nord portant application de l'accord du 18 septembre 2007 concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Skopje le 5 juillet 2021	Projet	-
18.11.2023	Loi n° 2023-1041 du 17 novembre 2023 portant mesures d'urgence pour lutter contre l'inflation concernant les produits de grande consommation	Projet	5
21.11.2023	Loi organique n° 2023-1058 du 20 novembre 2023 relative à l'ouverture, à la modernisation et à la responsabilité du corps judiciaire*	Projet	61
21.11.2023	Loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027*	Projet	253
30.11.2023	Loi n° 2023-1107 du 29 novembre 2023 portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise	Projet	45
01.12.2023	Loi n° 2023-1114 du 30 novembre 2023 de finances de fin de gestion pour 2023	Projet	37
15.12.2023	Loi n° 2023-1177 du 14 décembre 2023 visant à assurer la pérennité des établissements de spectacles cinématographiques et l'accès au cinéma dans les outre mer	Proposition	-
15.12.2023	Loi n° 2023-1178 du 14 décembre 2023 visant à réduire les inégalités territoriales pour les ouvertures de casinos	Proposition	-
19.12.2023	Loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027*	Projet	29
19.12.2023	Loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi*	Projet	141

⁹⁰ Les lois suivies d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

⁹¹ Nombre d'amendements adoptés en séance, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

Date de publication au Journal officiel	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés ⁽⁹¹⁾
23.12.2023	Loi n° 2023-1232 du 22 décembre 2023 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Danemark pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales et la ratification de la convention entre la République française et la République hellénique pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales	Projet	-
27.12.2023	Loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024*	Projet	102
27.12.2023	Loi n° 2023-1251 du 26 décembre 2023 relative à la restitution de restes humains appartenant aux collections publiques	Proposition	3
27.12.2023	Loi n° 2023-1252 du 26 décembre 2023 visant à prolonger en 2024 l'utilisation des titres restaurant pour des achats de produits alimentaires non directement consommables	Proposition	-
28.12.2023	Loi n° 2023-1264 du 27 décembre 2023 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Panama relatif à l'exercice d'activités professionnelles rémunérées par les membres des familles des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre	Projet	-
28.12.2023	Loi n° 2023-1265 du 27 décembre 2023 autorisant l'approbation de l'avenant entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg au protocole d'accord du 20 mars 2018 relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers et à la convention du 23 octobre 2020 relative au financement d'aménagements visant à renforcer la desserte ferroviaire et favoriser les mobilités durables	Projet	-
28.12.2023	Loi n° 2023-1266 du 27 décembre 2023 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association internationale de développement, la Société financière internationale, l'Agence multilatérale de garantie des investissements et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements	Projet	-
28.12.2023	Loi n° 2023-1267 du 27 décembre 2023 visant à faciliter la mobilité internationale des alternants, pour un « Erasmus de l'apprentissage »	Proposition	16
28.12.2023	Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels	Proposition	117

Date de publication au Journal officiel	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés ⁽⁹¹⁾
28.12.2023	Loi n° 2023-1269 du 27 décembre 2023 relative aux services express régionaux métropolitains	Proposition	57
28.12.2023	Loi n° 2023-1270 du 27 décembre 2023 relative à l'ouverture à la concurrence du réseau de bus francilien de la RATP	Proposition	6
29.12.2023	Loi n° 2023-1289 du 28 décembre 2023 relative à la prévisibilité de l'organisation des services de la navigation aérienne en cas de mouvement social et à l'adéquation entre l'ampleur de la grève et la réduction du trafic*	Proposition	-
30.12.2023	Loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024*	Projet	77
31.12.2023	Loi n° 2023-1380 du 30 décembre 2023 visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie	Proposition	17
27.01.2024	Loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration*	Projet	-
07.02.2024	Loi n° 2024-84 du 6 février 2024 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice et la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice	Projet	-
20.02.2024	Loi n° 2024-120 du 19 février 2024 visant à garantir le respect du droit à l'image des enfants	Proposition	10
07.03.2024	Loi n° 2024-174 du 6 mars 2024 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant la démarcation et l'entretien de la frontière	Projet	-
09.03.2024	Loi constitutionnelle n° 2024-200 du 8 mars 2024 relative à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse	Projet	-
09.03.2024	Loi n° 2024-201 du 8 mars 2024 visant à renforcer la protection des mineurs et l'honorabilité dans le sport	Proposition	-
19.03.2024	Loi n° 2024-233 du 18 mars 2024 visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales	Proposition	14
22.03.2024	Loi n° 2024-245 du 21 mars 2024 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada relatif au déploiement d'agents de sûreté en vol	Projet	-

Date de publication au Journal officiel	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés ⁽⁹¹⁾
22.03.2024	Loi n° 2024-246 du 21 mars 2024 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales	Projet	-
22.03.2024	Loi n° 2024-247 du 21 mars 2024 renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux	Proposition	38
23.03.2024	Loi n° 2024-250 du 22 mars 2024 visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé	Proposition	-
30.03.2024	Loi n° 2024-279 du 29 mars 2024 tendant à tenir compte de la capacité contributive des collectivités territoriales dans l'attribution des subventions et dotations destinées aux investissements relatifs à la transition écologique des bâtiments scolaires	Proposition	-
03.04.2024	Loi n° 2024-300 du 2 avril 2024 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Land du Bade-Wurtemberg relatif à la création d'une compagnie de gendarmerie fluviale franco-allemande sur le Rhin	Projet	-
03.04.2024	Loi n° 2024-301 du 2 avril 2024 visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics	Proposition	-
06.04.2024	Loi n° 2024-309 du 5 avril 2024 relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021	Proposition	-
06.04.2024	Loi n° 2024-310 du 5 avril 2024 visant à favoriser le réemploi des véhicules, au service des mobilités durables et solidaires sur les territoires	Proposition	-
09.04.2024	Loi n° 2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir et de l'autonomie	Proposition	149
10.04.2024	Loi n° 2024-321 du 9 avril 2024 autorisant la ratification du traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République française et la République du Kazakhstan	Projet	-
10.04.2024	Loi n° 2024-322 du 9 avril 2024 visant à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement	Projet	62
12.04.2024	Loi n° 2024-330 du 11 avril 2024 visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement	Proposition	14
16.04.2024	Loi organique n° 2024-343 du 15 avril 2024 portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie	Projet	-

Date de publication au Journal officiel	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés ⁽⁹¹⁾
16.04.2024	Loi n° 2024-344 du 15 avril 2024 visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative	Proposition	25
16.04.2024	Loi n° 2024-345 du 15 avril 2024 ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française	Projet	-
16.04.2024	Loi n° 2024-346 du 15 avril 2024 visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels	Proposition	4
18.04.2024	Loi n° 2024-353 du 17 avril 2024 autorisant l'approbation de l'accord global dans le domaine du transport aérien entre les États membres de l'Association des nations de l'Asie du sud-est, et l'Union européenne et ses États membres	Projet	-
23.04.2024	Loi n° 2024-364 du 22 avril 2024 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole	Projet	30
11.05.2024	Loi n° 2024-420 du 10 mai 2024 visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes*	Projet	44
22.05.2024	Loi organique n° 2024-448 du 21 mai 2024 modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution*	Projet	1
22.05.2024	Loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique*	Projet	210
22.05.2024	Loi n° 2024-450 du 21 mai 2024 relative à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire*	Projet	33
24.05.2024	Loi n° 2024-456 du 23 mai 2024 ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé	Projet	4
28.05.2024	Loi n° 2024-475 du 27 mai 2024 visant la prise en charge par l'Etat de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap durant le temps de pause méridienne	Proposition	4
01.06.2024	Loi n° 2024-494 du 31 mai 2024 visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille	Proposition	15

Annexe IX

Textes examinés en application de l'article 29 C. (sessions extraordinaires)

Le présent recueil ne couvre aucune session extraordinaire.

Textes examinés en application de l'article 48 C.

Semaines du Gouvernement (art. 48, al. 2 et 3 C.) :

Projets :

- Projet de loi pour le plein emploi (première lecture) ;
- Projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (première lecture) ;
- Projet de loi portant mesures d'urgence pour adapter les dispositions du code de commerce relatives aux négociations commerciales dans la grande distribution (première lecture) ;
- Projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 (lecture CMP) ;
- Projet de loi organique relative à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire (lecture CMP) ;
- Projet de loi relatif à l'industrie verte (lecture CMP) ;
- Projet de loi de finances pour 2024 (première lecture) ;
- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 (première lecture) ;
- Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2023 (première lecture) ;
- Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 (lecture définitive) ;
- Projet de loi pour le plein emploi (lecture CMP) ;
- Projet de loi portant mesures d'urgence pour adapter les dispositions du code de commerce relatives aux négociations commerciales dans la grande distribution (lecture CMP) ;
- Projet de loi portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise (lecture CMP) ;
- Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2023 (lecture CMP) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant la démarcation et l'entretien de la frontière (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice et la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice (première lecture) ;
- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration (première lecture) ;

- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Danemark pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales et la ratification de la convention entre la République française et la République hellénique pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République française et la République du Kazakhstan (première lecture) ;
- Projet de loi de finances pour 2024 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi de finances pour 2024 (lecture définitive) ;
- Projet de loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration (lecture CMP) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Panama relatif à l'exercice d'activités professionnelles rémunérées par les membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre (première lecture) ;
- Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement (première lecture) ;
- Projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales (première lecture) ;
- Projet de loi visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires (première lecture) ;
- Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (première lecture) ;
- Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (première lecture) ;
- Projet de loi organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie (première lecture) ;
- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (première lecture) ;
- Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement (lecture CMP) ;
- Projet de loi visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Land du Bade-Wurtemberg relatif à la création d'une compagnie de gendarmerie fluviale franco-allemande sur le Rhin (première lecture) ;
- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française (première lecture) ;
- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé (première lecture) ;

- Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (lecture CMP) ;
- Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (lecture CMP) ;
- Projet de loi visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires (lecture définitive) ;
- Projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (lecture CMP) ;
- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (lecture CMP) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord global dans le domaine du transport aérien entre les États membres de l'association des nations de l'Asie du sud-est, et l'Union européenne et ses États membres (première lecture) ;
- Projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie (première lecture) ;
- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté en matière agricole et le renouvellement des générations en agriculture (première lecture) ;
- Projet de loi relatif à l'accompagnement des malades et de la fin de vie (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord se rapportant à la convention des Nations unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (première lecture).

Propositions :

- Proposition de loi visant à garantir le respect du droit à l'image des enfants (nouvelle lecture) ;
- Proposition de loi relative à la restitution des restes humains appartenant aux collections publiques (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et co-victimes de violences intrafamiliales (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie (première lecture) ;
- Proposition de loi relative aux services express régionaux métropolitains (lecture CMP) ;
- Proposition de loi relative à la prévisibilité de l'organisation des services de la navigation aérienne en cas de mouvement social et à l'adéquation entre l'ampleur de la grève et la réduction du trafic (première lecture) ;
- Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du réseau de bus francilien de la RATP (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à prolonger en 2024 l'utilisation des titres-restaurant pour des achats de produits alimentaires non directement consommables (première lecture) ;
- Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du réseau de bus francilien de la RATP (lecture CMP) ;
- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels (lecture CMP) ;

- Proposition de loi relative à la restitution des restes humains appartenant aux collections publiques (lecture CMP) ;
- Proposition de loi visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie (lecture CMP) ;
- Proposition de loi visant à garantir le respect du droit à l'image des enfants (lecture définitive) ;
- Proposition de loi renforçant la sécurité des élus locaux et la protection des maires (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé (première lecture) ;
- Proposition de loi renforçant la sécurité des élus locaux et la protection des maires (lecture CMP) ;
- Proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et co-victimes de violences intrafamiliales (lecture CMP) ;
- Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir en France (lecture CMP) ;
- Proposition de loi tendant à tenir compte de la capacité contributive des collectivités territoriales dans l'attribution des subventions et dotations destinées aux investissements relatifs à la transition écologique des bâtiments scolaires (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (lecture CMP) ;
- Proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et simplifier la vie associative (lecture CMP) ;
- Proposition de loi visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur le temps méridien (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France (première lecture) ;
- Proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels (lecture CMP) ;
- Proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille (lecture CMP) ;
- Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France (lecture CMP) ;
- Proposition de loi visant à allonger la durée de l'ordonnance de protection et à créer l'ordonnance provisoire de protection immédiate (lecture CMP) ;
- Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France (lecture CMP) ;
- Proposition de loi visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (première lecture).

Semaines de l'Assemblée (art. 48, al. 1er C.) :

Projets :

Aucun projet de loi n'a été examiné lors de semaines de l'Assemblée sur la période couverte par le présent recueil.

Propositions :

- Proposition de résolution visant à défendre les démocraties face aux multiples menaces et tentatives de déstabilisation ;

- Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (première lecture) ;
- Proposition de loi relative au contentieux du stationnement payant (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (première lecture) ;
- Proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à réduire les inégalités territoriales pour les ouvertures de casinos (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à assurer la pérennité des établissements de spectacles cinématographiques et l'accès au cinéma dans les outre-mer (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif en zone tendue (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à reconnaître les métiers de la médiation sociale (première lecture) ;
- Proposition de loi créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et simplifier la vie associative (première lecture) ;
- Proposition de loi encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à relancer l'organisation des classes de découverte (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics (première lecture) ;
- Proposition de résolution relative à l'adoption d'une loi européenne sur l'espace ;
- Proposition de loi visant à allonger la durée de l'ordonnance de protection et à créer l'ordonnance provisoire de protection immédiate (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à renforcer la réponse pénale contre les infractions à caractère raciste ou antisémite (première lecture) ;
- Proposition de loi portant réparation des personnes condamnées pour homosexualité entre 1945 et 1982 (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à faciliter la transformation des bureaux en logements (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à professionnaliser l'enseignement de la danse en tenant compte de la diversité des pratiques (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à reconnaître le bénévolat de sécurité civile (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à ouvrir le dispositif de réduction d'activité progressive aux moniteurs de ski stagiaires (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à favoriser le réemploi des véhicules, au service des mobilités durables et solidaires sur les territoires (première lecture) ;

- Proposition de résolution relative à la reconnaissance et la condamnation du massacre des Algériens du 17 octobre 1961 à Paris ;
- Proposition de loi visant à reconnaître et à sanctionner la discrimination capillaire (première lecture) ;
- Proposition de résolution portant sur la reconnaissance et la condamnation des persécutions des Assyro-Chaldéens de 1915 comme génocide ;
- Proposition de loi visant à compléter les dispositions applicables au Haut Conseil de stabilité financière (première lecture) ;
- Proposition de loi relative à la confidentialité des consultations des juristes d'entreprise (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à accélérer et contrôler le verdissement des flottes automobiles (première lecture) ;
- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la situation des mineurs dans les industries du cinéma, du spectacle vivant et de la mode ;
- Proposition de résolution portant sur l'usage de la langue française aux Jeux Olympiques et paralympiques de Paris en 2024 ;
- Proposition de loi visant à améliorer le repérage et l'accompagnement des personnes présentant des troubles du neuro-développement et à favoriser le répit des proches aidants.

Semaines de contrôle (art. 48, al. 4 C.) :

Projets :

Par priorité à la demande du Gouvernement

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 (lecture définitive).

Propositions :

- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le modèle économique des entreprises de crèches et la qualité de l'accueil des jeunes enfants au sein de leurs établissements ;
- Proposition de résolution visant à faire respecter le droit international dans le secours des migrants en mer Méditerranée ;
- Proposition de résolution relative aux suites de la conférence sur l'avenir de l'Europe ;
- Proposition de loi visant à la nationalisation du groupe Électricité de France (troisième lecture).

Journées réservées aux groupes de l'opposition et minoritaires (art. 48, al. 5 C.) :

- Proposition de loi visant à soutenir les femmes qui souffrent d'endométriose (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à supprimer ou à suspendre les allocations familiales pour les parents d'enfants criminels ou délinquants (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à baisser la facture énergétique des Français et des entreprises sur le territoire (première lecture) ;
- Proposition de loi portant interdiction de l'écriture dite « inclusive » dans les éditions, productions et publications scolaires et universitaires ainsi que dans les actes civils, administratifs et commerciaux (première lecture) ;

- Proposition de loi visant la création d'un complément de revenu garanti par l'État pour les étudiants qui travaillent durant leurs études (première lecture) ;
- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion par l'État des risques naturels majeurs dans les territoires transocéaniques de France, dits d'Outre-mer ;
- Proposition de loi visant à lutter contre l'inflation par l'encadrement des marges des industries agroalimentaires, du raffinage et de la grande distribution et établissant un prix d'achat plancher des matières premières agricoles (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur le déploiement des méga-bassines (première lecture) ;
- Proposition de loi tendant à la réouverture des accueils physiques dans les services publics (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à abroger l'article L. 435-1 du code de la sécurité intérieure (première lecture) ;
- Proposition de résolution appelant à la dénonciation, par les autorités françaises, de l'accord franco-algérien du 27 décembre 1968 ;
- Proposition de loi relative à la souveraineté de la France, à la nationalité, à l'immigration et à l'asile (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation (première lecture) ;
- Proposition de résolution visant à rendre effectifs les soins palliatifs sur tout le territoire national ;
- Proposition de loi relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à la généralisation du contrat à durée indéterminée à des fins d'employabilité (première lecture) ;
- Proposition de résolution visant à accentuer les efforts pour favoriser l'accès de tous au logement ;
- Proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs et l'honorabilité dans le sport (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à reconnaître la responsabilité de l'État et à indemniser les victimes du chlordécone (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à lutter contre les pénuries de médicaments (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à geler les tarifs des transports publics franciliens pendant les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (première lecture) ;

- Proposition de loi visant à garantir le versement des pensions alimentaires aux enfants majeurs (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à renforcer l'ancrage territorial des parlementaires (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à protéger la population des risques liés aux substances per- et polyfluoroalkylées (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à garantir un revenu digne aux agriculteurs et à accompagner la transition agricole (première lecture) ;
- Proposition de loi constitutionnelle pour un article 49 respectueux de la représentation nationale (première lecture) ;
- Proposition de résolution visant à adapter et mutualiser nos politiques publiques au changement climatique, notamment à destination des villes côtières et insulaires ;
- Proposition de résolution portant sur la procédure de ratification de l'accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne ;
- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'indécence du logement social dans les départements et régions d'outre-mer (renvoyée à la commission des affaires économiques). ;
- Proposition de loi visant à constitutionnaliser la sécurité sociale (première lecture) ;
- Proposition de loi pour une meilleure réussite scolaire des jeunes ultramarins grâce à l'apprentissage des langues régionales (première lecture) ;
- Proposition de loi visant la prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie (première lecture) ;
- Proposition de loi constitutionnelle tendant à la création d'une commission permanente aux collectivités territoriales et aux outre-mer (première lecture).

Annexe X

Calendrier prévisionnel de la session ordinaire 2023-2024

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE LA SESSION ORDINAIRE 2023-2024

arrêté par les Conférences des présidents du 4 juillet 2023, du 16 janvier 2024 et du 12 mars 2024

2023							2024						
OCTOBRE	NOVEMBRE		DECEMBRE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL		MAI	JUIN			
L 2	M 1	Férié	V 1	L 1	Férié	J 1	V 1	L 1	Férié	M 1	Férié	S 1	
M 3	J 2		S 2	M 2		V 2	S 2	M 2		J 2		D 2	
M 4	V 3		D 3	M 3		S 3	D 3	M 3		V 3		L 3	
J 5	S 4		L 4	J 4		D 4	L 4	J 4	Ecolo - NUPES	S 4		M 4	
V 6	D 5		M 5	V 5		L 5	M 5	V 5		D 5		M 5	
S 7	L 6		M 6	S 6		M 6	M 6	S 6		L 6		J 6	
D 8	M 7		J 7	D 7		M 7	J 7	D 7		M 7		V 7	
L 9	M 8		V 8	L 8		J 8	V 8	L 8		M 8		S 8	
M 10	J 9		S 9	M 9		V 9	S 9	M 9		J 9		D 9	
M 11	V 10		D 10	M 10		S 10	D 10	M 10		V 10		L 10	
J 12	S 11	Férié	L 11	J 11		D 11	L 11	J 11		S 11		M 11	
V 13	D 12		M 12	V 12		L 12	M 12	V 12		D 12		M 12	
S 14	L 13		M 13	S 13		M 13	M 13	S 13		L 13		J 13	
D 15	M 14		J 14	D 14		M 14	J 14	D 14		M 14		V 14	
L 16	M 15		V 15	L 15		J 15	V 15	L 15		M 15		S 15	
M 17	J 16		S 16	M 16		V 16	S 16	M 16		J 16		D 16	
M 18	V 17		D 17	M 17		S 17	D 17	M 17		V 17		L 17	
J 19	S 18		L 18	J 18	Dem	D 18	L 18	J 18		S 18		M 18	
V 20	D 19		M 19	V 19		L 19	M 19	V 19		D 19		M 19	
S 21	L 20		M 20	S 20		M 20	M 20	S 20		L 20	Férié	J 20	
D 22	M 21		J 21	D 21		M 21	J 21	D 21		M 21		V 21	
L 23	M 22		V 22	L 22		J 22	V 22	L 22		M 22		S 22	
M 24	J 23		S 23	M 23		V 23	S 23	M 23		J 23		D 23	
M 25	V 24		D 24	M 24		S 24	D 24	M 24		V 24		L 24	
J 26	S 25		L 25	J 25		D 25	L 25	J 25		S 25		M 25	
V 27	D 26		M 26	V 26		L 26	M 26	V 26		D 26		M 26	
S 28	L 27		M 27	S 27		M 27	M 27	S 27		L 27		J 27	
D 29	M 28		J 28	D 28		M 28	M 28	D 28		M 28		V 28	
L 30	M 29		V 29	L 29		J 29	V 29	L 29		M 29		S 29	
M 31	J 30	LFI - NUPES	S 30	M 30		J 30	S 30	M 30		J 30	GDR - NUPES	D 30	
			D 31	M 31			D 31	V 31					

■ Semaine du Gouvernement

■ Suspension des travaux

■ Semaine de l'Assemblée nationale

■ Jour des groupes d'opposition ou minoritaires

■ Semaine de contrôle

■ Loi de finances ou de financement de la sécurité sociale

Annexe XI

Textes sur lesquels a été engagée une procédure accélérée au cours de la session 2023-2024

Date de publication (JOLD)	Type	Origine	Numéro de dépôt	Objet	Adoption définitive		
					Niveau de lecture	Lieu d'adoption	Date d'adoption
03.10.2023	Proposition	Sénat	1788	portant sur l'ouverture à la concurrence du réseau de bus francilien de la RATP	<i>lecture CMP</i>	<i>S</i>	<i>18.12.2023</i>
19.10.2023	Projet	Sénat	2141	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Land du Bade-Wurtemberg relatif à la création d'une compagnie de gendarmerie fluviale franco-allemande sur le Rhin	<i>1ère lecture</i>	<i>AN</i>	<i>20.03.2024</i>
01.11.2023	Projet	AN	1817	autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude	<i>1ère lecture</i>	<i>S</i>	<i>14.03.2024</i>
10.11.2023	Proposition	AN	1176	visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif en zone tendue	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
16.11.2023	Proposition	AN	1602	visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels	<i>lecture CMP</i>	<i>AN</i>	<i>08.04.2024</i>
16.11.2023	Projet	Sénat	2014	visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires	<i>lecture définitive</i>	<i>AN</i>	<i>09.04.2024</i>
16.11.2023	Projet	Sénat	2041	portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole	<i>lecture CMP</i>	<i>AN</i>	<i>10.04.2024</i>
17.11.2023	Proposition	Sénat	-	visant à prolonger en 2024 le dispositif exceptionnel d'utilisation des titres-restaurant pour soutenir le pouvoir d'achat	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
17.11.2023	Proposition	AN	464	visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
17.11.2023	Proposition	AN	736	relative au contentieux du stationnement payant,	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>

Date de publication (JOLD)	Type	Origine	Numéro de dépôt	Objet	Adoption définitive		
					Niveau de lecture	Lieu d'adoption	Date d'adoption
17.11.2023	Proposition	AN	1494	visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
17.11.2023	Proposition	AN	1998	tendant à tenir compte de la capacité contributive des collectivités territoriales dans l'attribution des subventions et dotations destinées aux investissements relatifs à la transition écologique des bâtiments scolaires	<i>1ère lecture</i>	AN	20.03.2024
17.11.2023	Proposition	AN	1162	améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels	<i>lecture CMP</i>	S	15.05.2024
17.11.2023	Proposition	AN	1601	visant à soutenir l'engagement bénévole et simplifier la vie associative	<i>lecture CMP</i>	AN	08.04.2024
18.11.2023	Proposition	AN	1870	visant à prolonger en 2024 l'utilisation des titres-restaurant pour des achats de produits alimentaires non directement consommables	<i>1ère lecture</i>	S	18.12.2023
23.11.2023	Projet	Sénat	2349	ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé	<i>2ème lecture</i>	S	15.05.2024
07.12.2023	Projet	Sénat	2253	autorisant l'approbation de l'accord global dans le domaine du transport aérien entre les Etats membres de l'association des nations de l'Asie du sud-est, et l'Union européenne et ses Etats membres	<i>1ère lecture</i>	AN	10.04.2024
13.12.2023	Projet	AN	1984	relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement	<i>lecture CMP</i>	S	27.03.2024
21.12.2023	Projet	Sénat	2197	relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire	<i>lecture CMP</i>	S	09.04.2024
21.12.2023	Projet	Sénat	2198	organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution	<i>lecture CMP</i>	S	09.04.2024

Date de publication (JOLD)	Type	Origine	Numéro de dépôt	Objet	Adoption définitive		
					Niveau de lecture	Lieu d'adoption	Date d'adoption
18.01.2024	Projet	Sénat	2347	autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
19.01.2024	Proposition	AN	1202	relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021	<i>1ère lecture</i>	<i>S</i>	<i>26.03.2024</i>
19.01.2024	Proposition	AN	1972	visant à la généralisation du contrat à durée indéterminée à des fins d'employabilité	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
19.01.2024	Proposition	AN	1961	visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille	<i>lecture CMP</i>	<i>AN</i>	<i>23.05.2024</i>
26.01.2024	Projet	Sénat	2346	ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française	<i>1ère lecture</i>	<i>AN</i>	<i>08.04.2024</i>
01.02.2024	Projet	AN	2242	organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie	<i>1ère lecture</i>	<i>AN</i>	<i>18.03.2024</i>
01.02.2024	Proposition	AN	1959	visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé	<i>1ère lecture</i>	<i>S</i>	<i>12.03.2024</i>
02.02.2024	Proposition	AN	1970	visant à allonger la durée de l'ordonnance de protection et à créer l'ordonnance provisoire de protection immédiate	<i>lecture CMP</i>	<i>AN</i>	<i>05.06.2024</i>
09.02.2024	Projet	AN	2159	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
14.02.2024	Proposition	Sénat	2223	relative au renforcement de la sûreté dans les transports	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
02.03.2024	Projet	AN	2003	visant à faciliter la transformation des bureaux en logements	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
09.03.2024	Proposition	AN	2129	visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>

Date de publication (JOLD)	Type	Origine	Numéro de dépôt	Objet	Adoption définitive		
					Niveau de lecture	Lieu d'adoption	Date d'adoption
09.03.2024	Proposition	AN	2093	visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
09.03.2024	Proposition	AN	2130	visant à valoriser la réserve communale de sécurité civile	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
12.03.2024	Proposition	AN	2128	visant à garantir le versement des pensions alimentaires aux enfants majeurs	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
14.03.2024	Proposition	AN	2321	visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France	<i>lecture CMP</i>	AN	05.06.2024
14.03.2024	Projet	Sénat	-	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à l'apprentissage transfrontalier	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
20.03.2024	Proposition	Sénat	2618	visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères	<i>1ère lecture</i>	AN	05.06.2024
21.03.2024	Proposition	AN	2150	visant à prévenir les ingérences étrangères en France	<i>lecture CMP</i>	AN	05.06.2024
04.04.2024	Projet	AN	2436	d'orientation pour la souveraineté en matière agricole et le renouvellement des générations en agriculture	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
18.04.2024	Projet	Sénat	-	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Indonésie relatif à la coopération dans le domaine de la défense	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
18.04.2024	Projet	Sénat	-	autorisant l'approbation de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part et de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
18.04.2024	Projet	AN	2520	relatif aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
25.04.2024	Projet	Sénat	-	de simplification de la vie économique	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
07.05.2024	Projet	Sénat	-	relatif au développement de l'offre de logements abordables	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>

Date de publication (JOLD)	Type	Origine	Numéro de dépôt	Objet	Adoption définitive		
					Niveau de lecture	Lieu d'adoption	Date d'adoption
16.05.2024	Projet	AN	2628	autorisant la ratification de l'accord se rapportant à la convention des Nations unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
25.05.2024	Proposition	AN	2616	organique relative à l'extension des prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des organismes du secteur audiovisuel public	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
28.05.2024	Proposition	Sénat	-	visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
28.05.2024	Proposition	AN	2596	relative aux conditions de réalisation des travaux de rénovation énergétique des logements	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
30.05.2024	Proposition	Sénat	2702	ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
01.06.2024	Projet	AN	2714	d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2023	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
07.06.2024	Proposition	Sénat	-	visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>

Annexe XII

Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure d'examen simplifiée

N° de dépôt	Type	Origine	Texte	Niveau de lecture	Date de la discussion
758	Proposition	AN	Garantir le respect du droit à l'image des enfants	Nouvelle lecture	10.10.2023
1437	Proposition	AN	Accord entre la France et Andorre concernant la démarcation et l'entretien de la frontière	1 ^{ère}	23.11.2023
1610	Proposition	AN	Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre la France et Maurice et de la convention d'extradition entre la France Maurice	1 ^{ère}	23.11.2023
1284	Projet	S	Conventions France-Danemark et France-Grèce pour l'élimination de la double imposition sur le revenu et la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales	1 ^{ère}	13.12.2023
1812	Projet	S	Accord France-Panama relatif à l'exercice d'activités professionnelles rémunérées par les membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre	1 ^{ère}	20.12.2023
2141	Projet	S	Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Land du Bade-Wurtemberg relatif à la création d'une compagnie de gendarmerie fluviale franco-allemande sur le Rhin	1 ^{ère}	20.03.2024
2159	Projet	AN	Accord France-Papouasie-Nouvelle-Guinée relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces	1 ^{ère}	10.04.2024
2253	Projet	S	Accord Union européenne-Association des nations de l'Asie du sud-est	1 ^{ère}	10.04.2024

Annexe XIII

Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure de législation en commission

N° de dépôt	Type	Origine	Texte	Niveau de lecture	Date de la discussion	Étendue
464	Proposition	AN	visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique	1	04.12.2023	intégrale
1202	Proposition	AN	relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021	1	18.01.2024	intégrale
1661	Proposition	AN	visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics	1	01.02.2024	intégrale
1396	Proposition	Sénat	visant à renforcer la protection des mineurs et l'honorabilité dans le sport	1	29.02.2024	intégrale
2128	Proposition	AN	visant à garantir le versement des pensions alimentaires aux enfants majeurs	1	14.03.2024	intégrale
1758	Proposition	AN	visant à ouvrir le dispositif de réduction d'activité aux moniteurs de ski stagiaires	1	27.03.2024	intégrale

Annexe XIV

*Texte ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure
du temps législatif programmé*

NÉANT

Annexe XV

Commissions mixtes paritaires

Texte	Date de nomination du Bureau	Conclusions rapport	Discussion en séance du rapport CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
			AN	Sénat	
Projet de loi organique relative à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire <i>Pj S n° 1345</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	05.10.2023	<i>Accord</i>	10.10.2023	11.10.2023	Adoption 11.10.2023
Projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 <i>Pj S n° 1346</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	05.10.2023	<i>Accord</i>	10.10.2023	11.10.2023	Adoption 11.10.2023
Projet de loi relatif à l'industrie verte <i>Pj AN n° 1443</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	09.10.2023	<i>Accord</i>	10.10.2023	11.10.2023	Adoption 11.10.2023
Projet de loi pour le plein emploi <i>Pj S n° 1528</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	23.10.2023	<i>Accord</i>	14.11.2023	09.11.2023	Adoption 14.11.2023
Projet de loi portant mesures d'urgence pour lutter contre l'inflation concernant les produits de grande consommation <i>Pj AN n° 1679</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	06.11.2023	<i>Accord</i>	14.11.2023	09.11.2023	Adoption 14.11.2023
Proposition de loi relative aux services express régionaux métropolitains <i>Pn S n° 1166</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	08.11.2023	<i>Accord</i>	15.11.2023	18.12.2023	Adoption 18.12.2023

Texte	Date de nomination du Bureau	Conclusions rapport	Discussion en séance du rapport CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
			AN	Sénat	
Projet de loi portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise <i>Pj AN n° 1272</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	15.11.2023	<i>Accord</i>	22.11.2023	16.11.2023	Adoption 22.11.2023
Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 <i>Pj AN n° 1682</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	21.11.2023	<i>Échec</i>	29.11.2023	01.12.2023	49-3 04.12.2023
Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2023 <i>Pj AN n° 1818</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	21.11.2023	<i>Accord</i>	22.11.2023	22.11.2023	Adoption 22.11.2023
Proposition de loi relative à la restitution des restes humains appartenant aux collections publiques <i>Pn S n° 1347</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	06.12.2023	<i>Accord</i>	12.12.2023	18.12.2023	Adoption 18.12.2023
Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du réseau de bus francilien de la RATP <i>Pn S n° 1788</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	06.12.2023	<i>Accord</i>	12.12.2023	18.12.2023	Adoption 18.12.2023
Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels <i>Pn AN n° 1175</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	07.12.2023	<i>Accord</i>	12.12.2023	18.12.2023	Adoption 18.12.2023
Projet de loi de finances pour 2024 <i>Pj AN n° 1680</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	12.12.2023	<i>Échec</i>	18.12.2023	19.12.2023	49-3 21.12.2023
Proposition de loi visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie <i>Pn S n° 1361</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	13.12.2023	<i>Accord</i>	20.12.2023	18.12.2023	Adoption 20.12.2023

Texte	Date de nomination du Bureau	Conclusions rapport	Discussion en séance du rapport CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
			AN	Sénat	
Projet de loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration <i>Pj S n° 1855</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	18.12.2023	<i>Accord</i>	19.12.2023	19.12.2023	Adoption 19.12.2023
Proposition de loi visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales <i>Pn AN n° 658</i> <i>Après 2^e lecture</i>	15.02.2024	<i>Accord</i>	11.03.2024	12.03.2024	Adoption 12.03.2024
Proposition de loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux <i>Pn S n° 1713</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	27.02.2024	<i>Accord</i>	11.03.2024	14.03.2024	Adoption 14.03.2024
Projet de loi visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes <i>Pj S n° 2014</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	07.03.2024	<i>Échec</i>	20.03.2024	02.04.2024	Adoption 09.04.2024
Proposition de loi portant diverses mesures relatives au grand âge et à l'autonomie <i>Pn AN n° 643</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	12.03.2024	<i>Accord</i>	19.03.2024	27.03.2024	Adoption 27.03.2024
Projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement <i>Pn AN n° 1984</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	14.03.2024	<i>Accord</i>	19.03.2024	27.03.2024	Adoption 27.03.2024
Proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique <i>Pn AN n° 464</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	21.03.2024	<i>Accord</i>			

Texte	Date de nomination du Bureau	Conclusions rapport	Discussion en séance du rapport CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
			AN	Sénat	
Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels <i>Pn AN n° 1602</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	26.03.2024	<i>Accord</i>	08.04.2024	03.04.2024	Adoption 08.04.2024
Projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique <i>Pj S n° 1514</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	26.03.2024	<i>Accord</i>	10.04.2024	02.04.2024	Adoption 10.04.2024
Proposition de loi visant à soutenir l'engagement bénévole et simplifier la vie associative <i>Pn AN n° 1601</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	27.03.2024	<i>Accord</i>	08.04.2024	02.04.2024	Adoption 08.04.2024
Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire <i>Pj S n° 2197</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	03.04.2024	<i>Accord</i>	09.04.2024	09.04.2024	Adoption 09.04.2024
Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010 837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution <i>Pj S n° 2198</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	03.04.2024	<i>Accord</i>	09.04.2024	09.04.2024	Adoption 09.04.2024
Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole <i>Pj S n° 2041</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	04.04.2024	<i>Accord</i>	10.04.2024	09.04.2024	Adoption 10.04.2024

Texte	Date de nomination du Bureau	Conclusions rapport	Discussion en séance du rapport CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
			AN	Sénat	
Proposition de loi visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques <i>Pn AN n° 1494</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	10.04.2024	<i>Échec</i>			
Proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels <i>Pn AN n° 1162</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	30.04.2024	<i>Accord</i>	13.05.2024	15.05.2024	Adoption 15.05.2024
Proposition de loi visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille <i>Pn AN n° 1961</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	14.05.2024	<i>Accord</i>	23.05.2024	22.05.2024	Adoption 23.05.2024
Proposition de loi renforçant l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate <i>Pn AN n° 1970</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	21.05.2024	<i>Accord</i>	05.06.2024	03.06.2024	Adoption 05.06.2024
Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France <i>Pn AN n° 2321</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	28.05.2024	<i>Accord</i>	05.06.2024	03.06.2024	Adoption 05.06.2024
Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France <i>Pn AN n° 2150</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	30.05.2024	<i>Accord</i>	05.06.2024	03.06.2024	Adoption 05.06.2024

Annexe XVI

Liste chronologique des scrutins

1. Scrutins secrets

Date de la séance	Objet du scrutin
14.05.2024	Élection d'un juge suppléant à la Cour de justice de la République

2. Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances à l'Assemblée nationale

N° de scrutin	Date de la séance	Objet du scrutin	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
2798	20.10.2023	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mme Marine Le Pen et 87 membres de l'Assemblée	89	//	//
2799	20.10.2023	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mme Mathilde Panot et 102 membres de l'Assemblée	219	//	//
2809	30.10.2023	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mmes Mathilde Panot et Cyrielle Chatelain et 111 membres de l'Assemblée	223	//	//
2810	30.10.2023	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mme Marine Le Pen et 87 membres de l'Assemblée	88	//	//
2887	04.11.2023	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mmes Mathilde Panot et 77 membres de l'Assemblée	89	//	//
2944	10.11.2023	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mme Mathilde Panot et 77 membres de l'Assemblée	167	//	//

N° de scrutin	Date de la séance	Objet du scrutin	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
2989	15.11.2023	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. André Chassaigne, Mmes Mathilde Panot, Cyrielle Chatelain et 110 membres de l'Assemblée	143	//	//
3046	26.11.2023	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mme Mathilde Panot et 77 membres de l'Assemblée	89	//	//
3067	29.11.2023	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée	145	//	//
3116	04.12.2023	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mme Mathilde Panot, M. André Chassaigne, Mme Cyrielle Chatelain, M. Boris Vallaud et 143 membres de l'Assemblée	108	//	//
3210	16.12.2023	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mme Mathilde Panot et 77 membres de l'Assemblée	75	//	//
3211	18.12.2023	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mme Mathilde Panot et 77 membres de l'Assemblée	110	//	//
3215	21.12.2023	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par Mmes Mathilde Panot, Cyrielle Chatelain, MM. André Chassaigne, Boris Vallaud et 145 membres de l'Assemblée	116	//	//

N° de scrutin	Date de la séance	Objet du scrutin	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
3335	05.02.2024	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par Mme Mathilde Panot, M. Boris Vallaud, Mme Cyrielle Chatelain, M. André Chassaigne et 146 membres de l'Assemblée	124	//	//
3461	12.03.2024	la déclaration du Gouvernement relative au débat sur l'accord de sécurité franco-ukrainien et la situation en Ukraine (application de l'article 50-1 de la Constitution)	372	99	101
4020	03.06.2024	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par Mme Mathilde Panot, M. André Chassaigne et 104 députés.	222	//	//
4021	03.06.2024	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par Mme Marine Le Pen et 87 députés.	89	//	//

3. Scrutins publics sur l'autorisation de prolongation d'une intervention des forces armées à l'étranger (art. 35 C.)

Aucun scrutin public sur l'autorisation de prolongation d'une intervention des forces armées à l'étranger n'est intervenu au cours de la session 2023-2024.

4. Scrutins publics solennels

(Scrutins publics décidés en Conférence des présidents en application de l'art. 65-1 R.)

N° de scrutin	Date de la séance	Objet du scrutin	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
2717	10.10.2023	l'ensemble du projet de loi pour le plein emploi (première lecture)	310	251	7
2796	17.10.2023	l'ensemble du projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (première lecture)	360	77	124

N° de scrutin	Date de la séance	Objet du scrutin	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
3045	23.11.2023	l'ensemble de la proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir en France (première lecture)	116	31	-
3213	19.12.2023	l'ensemble du projet de loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration (texte de la commission mixte paritaire).	349	186	38
3289	30.01.2024	l'ensemble du projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse (première lecture)	493	30	23
3436	06.03.2024	l'ensemble de la proposition de loi portant reconnaissance de la Nation et réparation des préjudices subis par les personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982 (première lecture)	331	0	0
3546	19.03.2024	l'ensemble du projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (première lecture)	260	259	30
3547	19.03.2024	l'ensemble du projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (première lecture)	265	258	25
3662	09.04.2024	l'ensemble du projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (texte de la commission paritaire)	340	173	30

N° de scrutin	Date de la séance	Objet du scrutin	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
3663	09.04.2024	l'ensemble du projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (texte de la commission paritaire)	349	172	24
3725	14.05.2024	l'ensemble du projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie (première lecture)	351	153	3
3966	28.05.2024	l'ensemble du projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture (première lecture)	272	232	65

Annexe XVII

Décisions du Conseil constitutionnel

Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des assemblées parlementaires

(Application de l'art. 61, al. premier C.)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi organique relative à l'ouverture, à la modernisation et à la responsabilité du corps judiciaire	Première ministre 16.10.2023	2023-856 DC 16.11.2023	21.11.2023	Partiellement non-conforme Réserves
Résolution adoptée le 12 décembre 2023 tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de compléter l'intitulé de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication	Président du Sénat 19.12.2023	2023-861 DC 18.01.2024	20.01.2024	Partiellement non-conforme
Loi organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie	Premier ministre 20.03.2024	2024-864 DC 11.04.2024	16.04.2024	Conforme
Loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution	Premier ministre 17.04.2024	2024-867 DC 17.05.2024	22.05.2024	Conforme

Conformité à la Constitution des lois ordinaires

(Application de l'art. 61, al. 2 C.)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027	Plus de 60 députés 16.10.2023	2023-855 DC 16.11.2023	21.11.2023	Partiellement non-conforme Réserves
Loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027	Plus de 60 députés 16.11.2023	2023-857 DC 14.12.2023	19.12.2023	Procédure d'adoption conforme
Loi pour le plein emploi	Plus de 60 députés 16.11.2023	2023-858 DC 14.12.2023	19.12.2023	Partiellement non-conforme Réserves

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2024	Plus de 60 députés Plus de 60 députés 04.12.2023 05.12.2023	2023-860 DC 21.12.2023	27.12.2023	Partiellement non-conforme Réserves
Loi relative à la prévisibilité de l'organisation des services de la navigation aérienne en cas de mouvement social et à l'adéquation entre l'ampleur de la grève et la réduction du trafic	Plus de 60 députés 23.11.2023	2023-859 DC 21.12.2023	29.12.2023	Conforme
Loi de finances pour 2024	Plus de 60 députés Plus de 60 députés Plus de 60 sénateurs 22.12.2023	2023-862 DC 28.12.2023	30.12.2023	Partiellement non-conforme
Loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration	Pdt de la République Pdte AN Plus de 60 députés Plus de 60 sénateurs 26.12.2023 27.12.2023	2023-863 DC 25.01.2024	27.01.2024	Partiellement non-conforme Réserves
Loi visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes	Plus de 60 députés Plus de 60 sénateurs 15.04.2024	2024-865 DC 07.05.2024	11.05.2024	Partiellement non-conforme
Loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique	Plus de 60 députés Plus de 60 députés 17.04.2024 19.04.2024	2024-866 DC 17.05.2024	22.05.2024	Partiellement non-conforme Réserves
Loi relative à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire	Plus de 60 députés 18.04.2024	2024-868 DC 17.05.2024	22.05.2024	Conforme

Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative

(Application de l'art. 37, al. 2, C.)

Objet	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Nature juridique des deuxième et troisième alinéas de l'article L. 755-1 du code de l'éducation ainsi que des mots « et à l'organisation » figurant à l'article L. 3411-1 du code de la défense	Premier ministre 15.02.2024	2024-304 L 14.03.2024	15.03.2024	Les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 755-1 du code de l'éducation ainsi que les mots « et à l'organisation » figurant à l'article L. 3411-1 du code de la défense ont un caractère législatif.

Objet	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
<p>Nature juridique des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mots : « commission du contentieux du stationnement payant » figurant dans l'intitulé de la sous-section 2 de la section 12 du chapitre III du titre III du livre III de la deuxième partie de la partie législative du code général des collectivités territoriales, dans les intitulés des paragraphes 1 et 2 de cette sous-section, à la première phrase du quatrième alinéa du paragraphe VI de l'article L. 2333-87, aux articles L. 2333-87-1 et L. 2333-87-2, à la première phrase du premier alinéa de l'article L. 2333-87-3, à la première phrase de l'article L. 2333-87-4, au premier alinéa de l'article L. 2333-87-7, à l'article L. 2333-87-8-1, à la première phrase de l'article L. 2333-87-9 et à l'article L. 2333-87-10 du même code, ainsi qu'au sixième alinéa de l'article L. 2323-7-1 du code général de la propriété des personnes publiques ; - le mot : « commission » figurant à la deuxième phrase du quatrième alinéa du paragraphe VI de l'article L. 2333-87, au second alinéa de l'article L. 2333-87-3 et à la seconde phrase de l'article L. 2333-87-4 du code général des collectivités territoriales, ainsi que la seconde occurrence de ce mot figurant à la première phrase de ce dernier article 	Premier ministre 11.03.2024	2024-305 L 11.04.2024	12.04.2024	Caractère réglementaire

Objet	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Nature juridique : - du troisième alinéa du paragraphe I de l'article 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, du mot « fixent : » figurant au premier alinéa du paragraphe IV de cet article, des 1° à 6° de ce même paragraphe ainsi que de ses neuvième et dernier alinéas, et du dernier alinéa du paragraphe VII de ce même article ; - des mots « tirés au sort » figurant au deuxième alinéa du paragraphe I de l'article 7 de la même loi ainsi que des quatre derniers alinéas de ce même paragraphe ; - de l'article 13 de la même loi	Premier ministre 26.03.2024	2024-306 L 25.04.2024	26.04.2024	Caractère réglementaire
Nature juridique des mots « durant une période maximale de six mois » figurant au deuxième alinéa de l'article L. 2335-15 du code général des collectivités territoriales	Premier ministre 05.04.2024	2024-307 L 30.04.2024	02.05.2024	Caractère réglementaire

Conformité aux dispositions relatives aux études d'impact

(Application de l'art. 39 C.)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Projet de loi d'orientation pour la souveraineté en matière agricole et le renouvellement des générations en agriculture	Premier ministre 15.04.2024	2024-14 FNR 22.04.2024	23.04.2024	Conforme aux conditions fixées par la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution

Caractère législatif ou réglementaire des propositions de loi et amendements auxquels est opposée une fin de non-recevoir

(Application de l'art. 41 C.)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil.

Conformité à la Constitution des traités

(Application de l'art. 54 C.)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil.

Dispositions relatives à la régularité de l'élection des députés

(Application de l'art. 59 C.)

L'ensemble des décisions relatives à la régularité de l'élection des députés est disponible à l'adresse suivante : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/decisions/an>.

Constatation de déchéance de plein droit

(Application de l'article LO 136 du code électoral)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil.

Dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

(Application des art. 74 et 74-1 C.)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi du pays instituant une taxe sur les exportations de produits miniers	Présidente de l'assemblée de la province Sud 18 membres du congrès de la Nouvelle-Calédonie 26.10.2023	2023-8 LP 24.01.2024	25.01.2024	Le dernier alinéa de l'article Lp. 730 du code des impôts de la Nouvelle-Calédonie, dans sa rédaction issue de l'article 1er de la loi du pays instituant une taxe sur les exportations de produits miniers, est conforme à la Constitution.
Diverses dispositions du code de l'énergie et du code de la défense applicables en Polynésie française	Président de l'assemblée de la Polynésie française 14.03.2024	2024-14 LOM 12.06.2024	13.06.2024	Ne relèvent pas d'une matière de la compétence de la Polynésie française les mots « en Polynésie française » figurant au paragraphe I de l'article L. 671-1 du code de l'énergie et à l'article L. 6312-2 du code de la défense.

Référendum d'initiative partagée

(Application de l'art. 11 C.)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Proposition de loi visant à réformer l'accès aux prestations sociales des étrangers	Pdte AN 14.03.2024	2024-6 RIP 11.04.2024	12.04.2024	La proposition de loi visant à réformer l'accès aux prestations sociales des étrangers ne satisfait pas aux conditions fixées par l'article 11 de la Constitution et par l'article 45-2 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel.

Annexe XVIII

Déclarations et débats

Tenus à la demande du Gouvernement

Date	Objet	Ministres	Type de débat	Suivi d'un vote
18.10.2023	Débat sur la trajectoire, les conditions de financement et la soutenabilité de la dette publique	M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique M. Thomas Cazenave, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics	Art. 48 LOLF	non
20.10.2023	Débat sur la situation des finances publiques locales	M. Thomas Cazenave, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics	Art. 52 LOLF	non
23.10.2023	Déclaration du Gouvernement sur la situation au Proche-Orient	Mme Élisabeth Borne, Première ministre Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères	art. 50-1 C	non
21.11.2023	Déclaration du Gouvernement relative aux partenariats renouvelés entre la France et les pays africains	Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères M. Sébastien Lecornu, ministre des armées	art. 50-1 C	non
30.01.2024	Déclaration de politique générale du Gouvernement	M. Gabriel Attal, Premier ministre	art. 50-1 C	non

Date	Objet	Ministres	Type de débat	Suivi d'un vote
12.03.2024	Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat et d'un vote relative au débat sur l'accord de sécurité franco-ukrainien et la situation en Ukraine	M. Gabriel Attal, Premier ministre M. Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des affaires étrangères M. Sébastien Lecornu, ministre des armées	art. 50-1 C	oui
29.04.2024	Débat d'orientation et de programmation des finances publiques	M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique M. Thomas Cazenave, ministre délégué chargé des comptes publics	art. 48 LOLF	non

Organisés par la Conférence des présidents

Date	Objet	Ministre
13.03.2024	Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes	-

Tenus à la demande des commissions permanentes

Aucun débat n'a été tenu à la demande des commissions permanentes sur la période couverte par le présent recueil.

Tenus à la demande des groupes politiques

Date	Groupe demandeur	Objet	Ministre
27.11.2023	GDR-NUPES	Débat sur le thème : « Le chlordécone en Martinique et en Guadeloupe, l'action de l'État face aux nécessaires réparations. »	M. Philippe Vigier, ministre délégué chargé des outre-mer
16.01.2024	RE	Débat sur le thème : « Les fonds d'aides au développement internationaux »	Mme Prisca Thevenot, ministre déléguée chargée du renouveau démocratique, porte-parole du Gouvernement
16.01.2024	RN	Débat sur « Les salaires en France »	Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé et des solidarités Mme Marie Lebec, ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des relations avec le Parlement

Date	Groupe demandeur	Objet	Ministre
16.01.2024	LFI-NUPES	Débat sur le thème : « Position de la France sur les accords de libre-échange »	Mme Marie Lebec, ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des relations avec le Parlement
17.01.2024	SOC	Débat sur le thème : « L'instrumentalisation politique des élections des parents d'élèves dans les conseils d'école »	Mme Amélie Oudéa-Castéra, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse, des sports et des Jeux olympiques et paralympiques
17.01.2024	Ecolo-NUPES	Débat sur le thème : « Le sans-abrisme est-il le réceptacle des échecs des politiques publiques ? »	M. Christophe Béchu, ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires
19.01.2024	GDR-NUPES	Débat sur le thème : « Essais nucléaires en Polynésie française : indemnisation des victimes directes, indirectes et transgénérationnelles et réparations environnementales »	Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé et des solidarités
26.02.2024	GDR-NUPES	Débat sur le thème : « L'école publique face aux politiques de tri social »	Mme Nicole Belloubet, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse
26.02.2024	LIOT	Débat sur le thème : « Décentralisation des politiques publiques agricoles : simplifier, adapter et mieux associer les territoires »	Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée auprès du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire
27.02.2024	LFI-NUPES	Débat sur le thème : « Prix payés aux producteurs par les entreprises de transformation et de distribution agroalimentaires »	Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée auprès du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire
28.02.2024	LR	Débat sur le thème : « Les suites données à la commission d'enquête visant à établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France. »	M. Roland Lescure, ministre délégué chargé de l'industrie et de l'énergie
28.02.2024	SOC	Débat sur le thème : « Les conséquences de la loi pour contrôler l'immigration et améliorer l'intégration sur les enfants étrangers placés à l'aide sociale à l'enfance »	Mme Sarah El Haïry, ministre déléguée chargée de l'enfance, de la jeunesse et des familles
28.02.2024	Ecolo-NUPES	Débat sur le thème : « Mieux partager la valeur et garantir des revenus dignes pour les agriculteurs »	Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée auprès du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

Date	Groupe demandeur	Objet	Ministre
02.04.2024	Dem	Débat sur le thème : « Construire une politique globale de prévention en santé : avec quels objectifs, quelles priorités, quels indicateurs, quelles données et quels financements ? »	M. Frédéric Valletoux, ministre délégué chargé de la santé et de la prévention
03.04.2024	LFI-NUPES	Débat sur le thème : « Défaillances de l'aide sociale à l'enfance »	Mme Sarah El Haïry, ministre déléguée chargée de l'enfance, de la jeunesse et des familles
03.04.2024	Ecolo-NUPES	Débat sur le thème : « Les conditions d'accueil des enfants placés à l'aide sociale à l'enfance »	Mme Sarah El Haïry, ministre déléguée chargée de l'enfance, de la jeunesse et des familles
03.04.2024	SOC	Débat sur le thème : « Bilan des réformes de l'assurance chômage depuis 2017 »	Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé et des solidarités
05.04.2024	GDR-NUPES	Débat sur le thème : « La place dans la société et dans le droit des familles monoparentales »	Mme Sarah El Haïry, ministre déléguée chargée de l'enfance, de la jeunesse et des familles
05.04.2024	LIOT	Débat sur le thème « Quel grand plan pour l'emploi des seniors, après la réforme des retraites et celle de l'assurance chômage ? »	Mme Sarah El Haïry, ministre déléguée chargée de l'enfance, de la jeunesse et des familles
06.05.2024	SOC	Débat sur le thème : « Bilan des politiques publiques de défense et de promotion de la laïcité »	Mme Sabrina Agresti-Roubache, secrétaire d'État chargée de la ville et de la citoyenneté
06.05.2024	Ecolo-NUPES	Débat sur le thème : « Les conséquences des bouleversements menés par le Gouvernement en matière éducative »	Mme Nicole Belloubet, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse
07.05.2024	RN	Débat sur le thème : « L'impact du pacte sur la migration et l'asile sur la France »	Mme Dominique Faure, ministre déléguée chargée des collectivités territoriales et de la ruralité
07.05.2024	LFI-NUPES	Débat sur le thème : « L'austérité imposée par le Gouvernement »	M. Thomas Cazenave, ministre délégué chargé des comptes publics

Annexe XIX

Engagements de responsabilité et motions de censure (art. 49 C.)

1. Engagements de responsabilité

(Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution)

Date	Texte	Suite de la procédure
18.10.2023	Projet de loi de loi de finances 2024 (n°1680) Première partie - (première lecture)	Motion de censure déposée par Mme Marine Le Pen et 87 membres de l'Assemblée le 18 octobre 2023. Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot et 102 membres de l'Assemblée le 18 octobre 2023.
25.10.2023	Projet de loi de loi de financement de la sécurité sociale 2024 (n° 1682) Deuxième partie - (première lecture)	Motion de censure déposée par Mmes Mathilde Panot et Cyrielle Chatelain, M. André Chassaigne et 111 membres de l'Assemblée, le 26 octobre 2023. Motion de censure déposée par Mme Marine Le Pen et 87 membres de l'Assemblée le 26 octobre 2023.
30.10.2023	Projet de loi de loi de financement de la sécurité sociale 2024 (n° 1682) Troisième partie et ensemble - (première lecture)	Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot et 77 membres de l'Assemblée, le 30 octobre 2023.
07.11.2023	Projet de loi de loi de finances 2024 (n° 1680) Seconde partie et ensemble - (première lecture)	Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot et 77 membres de l'Assemblée, le 7 novembre 2023.
13.11.2023	Projet de loi de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 (n° 272) (lecture définitive)	Motion de censure déposée par M. André Chassaigne, Mmes Mathilde Panot et Cyrielle Chatelain et 110 membres de l'Assemblée, le 13 novembre 2023.
23.11.2023	Projet de loi de loi de financement de la sécurité sociale 2024 (n° 1682) Deuxième partie - (nouvelle lecture)	Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot et 77 membres de l'Assemblée, le 24 novembre 2023.
26.11.2023	Projet de loi de loi de financement de la sécurité sociale 2024 (n° 1682) Troisième partie et ensemble - (nouvelle lecture)	Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée, le 26 novembre 2023.
01.12.2023	Projet de loi de loi de financement de la sécurité sociale 2024 (n° 1682) (lecture définitive)	Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot, M. André Chassaigne, Mme Cyrielle Chatelain, M. Boris Vallaud et 143 membres de l'Assemblée, le 1 ^{er} décembre 2023.
14.12.2023	Projet de loi de loi de finances 2024 (n° 1680) Première partie - (nouvelle lecture)	Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot et 77 membres de l'Assemblée, le 14 décembre 2023.

Date	Texte	Suite de la procédure
16.12.2023	Projet de loi de finances 2024 (n° 1680) Seconde partie et ensemble - (nouvelle lecture)	Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot et 77 membres de l'Assemblée, le 16 décembre 2023.
19.12.2023	Projet de loi de finances 2024 (n° 1680) (lecture définitive)	Motion de censure déposée par Mmes Mathilde Panot et Cyrielle Chatelain, MM. André Chassaigne et Boris Vallaud et 145 membres de l'Assemblée, le 19 décembre 2023.

2. Motions de censure

(Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution)

Auteurs	Dépôt	Discussion	Scrutin public	
			Majorité requise	Pour
Mme Mathilde Panot, M. Boris Vallaud, Mme Cyrielle Chatelain, M. André Chassaigne et 146 membres de l'Assemblée	30.01.2024	05.02.2024	289	124
Mme Mathilde Panot, M. André Chassaigne et 104 membres de l'Assemblée	31.05.2024	03.06.2024	289	222
Mme Marine Le Pen et 87 membres de l'Assemblée	31.05.2024	03.06.2024	289	89

(Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution)

Auteurs	Dépôt	Discussion	Scrutin public	
			Majorité requise	Pour
Motion de censure déposée par Mme Marine Le Pen et 87 membres de l'Assemblée	18.10.2023	20.10.2023	289	89
Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot et 102 membres de l'Assemblée	18.10.2023	20.10.2023	289	219
Motion de censure déposée par Mmes Mathilde Panot et Cyrielle Chatelain, M. André Chassaigne et 111 membres de l'Assemblée	25.10.2023	30.10.2023	289	223
Motion de censure déposée par Mme Marine Le Pen et 87 membres de l'Assemblée	26.10.2023	30.10.2023	289	88
Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot et 77 membres de l'Assemblée	30.10.2023	04.11.2023	289	89
Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot et 77 membres de l'Assemblée	07.11.2023	09.11.2023	289	167
Motion de censure déposée par M. André Chassaigne, Mmes Mathilde Panot et Cyrielle Chatelain et 110 membres de l'Assemblée	13.11.2023	15.11.2023	289	143

Auteurs	Dépôt	Discussion	Scrutin public	
			Majorité requise	Pour
Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot et 77 membres de l'Assemblée	24.11.2023	26.11.2023	289	89
Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot et 74 membres de l'Assemblée	26.11.2023	29.11.2023	289	145
Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot, M. André Chassaigne, Mme Cyrielle Chatelain, M. Boris Vallaud et 143 membres de l'Assemblée	01.12.2023	04.12.2023	289	108
Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot et 77 membres de l'Assemblée	14.12.2023	16.12.2023	289	75
Motion de censure déposée par Mme Mathilde Panot et 77 membres de l'Assemblée	16.12.2023	18.12.2023	289	110
Motion de censure déposée par Mmes Mathilde Panot et Cyrielle Chatelain, MM. André Chassaigne et Boris Vallaud et 145 membres de l'Assemblée	19.12.2023	21.12.2023	289	116

Annexe XX

Questions sur une thématique ministérielle

Date	Groupe demandeur	Objet	Ministre interrogé
17.01.2024	LR	Questions sur le thème : « L'état de la psychiatrie en France »	Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé et des solidarités
19.01.2024	LIOT	Questions sur le thème : « Politique pénitentiaire et conditions de détention »	M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice
27.02.2024	HOR	Questions sur l'accès aux services publics dans les territoires ruraux	M. Thomas Cazenave, ministre délégué chargé des comptes publics
27.02.2024	RN	Questions sur le thème : Neuf mois après, premier bilan du plan gouvernemental « Agir contre la fraude »	Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée auprès du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire
02.04.2024	RN	Questions sur le thème : « Conséquences pour la France de la résolution du Parlement européen du 22 novembre 2023 sur les projets du Parlement européen tendant à la révision des traités »	M. Jean-Noël Barrot, ministre délégué chargé de l'Europe
02.04.2024	LR	Questions sur l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024	Mme Amélie Oudéa-Castéra, ministre des sports et des Jeux olympiques et paralympiques
06.05.2024	LR	Questions sur le thème : « Les comptes publics »	M. Thomas Cazenave, ministre délégué chargé des comptes publics
06.05.2024	GDR-NUPES	Questions sur la santé mentale des jeunes	M. Frédéric Valletoux, ministre délégué chargé de la santé et de la prévention
07.05.2024	RE	Questions sur le bilan de la stratégie nationale de sécurité numérique	Mme Marina Ferrari, secrétaire d'État chargée du numérique

Annexe XXI

Répartition des réponses aux questions orales et écrites

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales

Gouvernement Borne (1 ^{er} octobre 2023 - 9 janvier 2024)	QG	QOSD
Première ministre : Élisabeth BORNE	39	-
Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique : Bruno LE MAIRE	1	-
Intérieur et outre-mer : Gérald DARMANIN	33	12
Europe et affaires étrangères : Catherine COLONNA	6	1
Justice : Éric DUPOND-MORETTI	9	2
Armées : Sébastien LECORNU	1	1
Travail, plein emploi et insertion : Olivier DUSSOPT	8	3
Éducation nationale et jeunesse : Gabriel ATTAL	22	2
Enseignement supérieur et recherche : Sylvie RETAILLEAU	3	1
Agriculture et souveraineté alimentaire : Marc FESNEAU	10	3
Transition écologique et cohésion des territoires : Christophe BÉCHU	16	5
Transition énergétique : Agnès PANNIER-RUNACHER	8	1
Culture : Rima ABDUL-MALAK	4	3
Santé et prévention : Aurélien ROUSSEAU	17	16
Solidarités et familles : Aurore BERGÉ	13	2
Transformation et fonction publiques : Stanislas GUERINI	1	1
Sports, jeux Olympiques et Paralympiques : Amélie OUDÉA-CASTÉRA	3	2
Renouveau démocratique, porte-parole du Gouvernement : Olivier VÉRAN	11	-
Relations avec le Parlement : Franck RIESTER	2	-
Égalité femmes-hommes et lutte contre les discriminations : Bérangère COUILLARD	5	1
Comptes publics : Thomas CAZENAVE	4	1
Industrie : Roland LESCURE	5	-
Transition numérique et télécommunications puis Numérique: Jean-Noël BARROT	5	-
Petites et moyennes entreprises, commerce, artisanat et tourisme : Olivia GRÉGOIRE	12	-
Outre-mer : Philippe VIGIER	14	-
Commerce extérieur, attractivité et Français de l'étranger : Olivier BECHT	4	-
Enseignement et formation professionnels : Carole GRANDJEAN	7	-
Transports : Clément BEAUNE	5	7
Logement : Patrice VERGRIETE	6	2
Ville puis Citoyenneté et Ville : Sabrina AGRESTI-ROUBACHE	11	-
Organisation territoriale et professions de santé : Agnès FIRMIN LE BODO	9	-
Personnes handicapées : Fadila KHATTABI	4	-
Enfance : Charlotte CAUBEL	6	-
Mer : Hervé BERVILLE	3	-
Europe : Laurence BOONE	8	-

Gouvernement Borne (1^{er} octobre 2023 - 9 janvier 2024)	QG	QOSD
Développement, francophonie et partenariats internationaux : Chrysoula ZACHAROPOULOU	6	-
Jeunesse et service national universel : Prisca THEVENOT	4	-
Anciens combattants et mémoire : Patricia MIRALLÈS	2	-
Biodiversité : Sarah EL HAÏRY	2	-
Collectivités et ruralité : Dominique FAURE	8	1
Total	337	67

Gouvernement Attal (10 janvier 2024 - 9 juin 2024)	QG	QOSD
Premier ministre : Gabriel ATTAL	88 ⁽⁹²⁾	1
Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique : Bruno LE MAIRE	29	23
Intérieur et outre-mer : Gérald DARMANIN	22	21
Travail, santé et solidarités : Catherine VAUTRIN	34	42
Éducation nationale et jeunesse : Nicole BELLOUBET	17	22
Éducation nationale, jeunesse, sports et jeux Olympiques et Paralympiques : Amélie OUDÉA-CASTÉRA	9	6
Agriculture et souveraineté alimentaire : Marc FESNEAU	20	16
Culture : Rachida DATI	8	-
Armées : Sébastien LECORNU	-	-
Justice : Éric DUPOND-MORETTI	16	11
Europe et affaires étrangères : Stéphane SÉJOURNÉ	17	3
Transition écologique et cohésion des territoires : Christophe BÉCHU	20	53
Transformation et fonction publiques : Stanislas GUÉRINI	1	4
Sports et jeux Olympiques et Paralympiques : Amélie OUDÉA-CASTÉRA	4	-
Enseignement supérieur et recherche : Sylvie RETAILLEAU	4	4
Renouveau démocratique, porte-parole du Gouvernement : Prisca THEVENOT	19	-
Relations avec le Parlement : Marie LEBEC	2	-
Égalité femmes-hommes et lutte contre les discriminations : Aurore BERGÉ	7	-
Industrie et énergie : Roland LESCURE	16	5
Entreprises, tourisme et consommation : Olivia GRÉGOIRE	3	4
Comptes publics : Thomas CAZENAVE	12	5
Collectivités territoriales et ruralité : Dominique FAURE	9	3
Outre-mer : Marie GUÉVENOUX	13	3
Enfance, jeunesse et familles : Sarah EL HAÏRY	5	3
Personnes âgées et personnes handicapées : Fadila KHATTABI	6	4
Santé et prévention : Frédéric VALLEToux	26	18
Agriculture et souveraineté alimentaire (Ministre déléguée) : Agnès PANNIER-RUNACHER	11	1
Commerce extérieur, attractivité, francophonie et Français de l'étranger : Franck RIESTER	8	1
Europe : Jean-Noël BARROT	13	-
Transports : Patrice VERGRIETE	5	20

⁹² Dont 50 réponses lors des 5 séances réservées aux questions au Premier ministre dans le cadre de l'expérimentation menée d'avril à la mi-juin 2024.

Gouvernement Attal (10 janvier 2024 - 9 juin 2024)	QG	QOSD
Logement : Guillaume KASBARIAN	7	8
Numérique : Marina FERRARI	4	2
Ville et citoyenneté : Sabrina AGRESTI-ROUBACHE	3	-
Anciens combattants et mémoire : Patricia MIRALLES	2	-
Développement et partenariats internationaux : Chrysoula ZACHAROPOULOU	5	-
Mer et biodiversité : Hervé BERVILLE	4	3
Total	469	286

Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Gouvernement Borne (1 ^{er} octobre 2023 - 9 janvier 2024)	Nombre de réponses
Première ministre : Élisabeth BORNE	11
Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique : Bruno LE MAIRE	188
Intérieur et outre-mer : Gérald DARMANIN	161
Europe et affaires étrangères : Catherine COLONNA	35
Justice : Éric DUPOND-MORETTI	155
Armées : Sébastien LECORNU	14
Travail, plein emploi et insertion : Olivier DUSSOPT	132
Éducation nationale et jeunesse : Gabriel ATTAL	267
Enseignement supérieur et recherche : Sylvie RETAILLEAU	20
Agriculture et souveraineté alimentaire : Marc FESNEAU	132
Transition écologique et cohésion des territoires : Christophe BÉCHU	45
Transition énergétique : Agnès PANNIER-RUNACHER	38
Culture : Rima ABDUL-MALAK	42
Santé et prévention : Aurélien ROUSSEAU	272
Solidarités et familles : Aurore BERGÉ	130
Transformation et fonction publiques : Stanislas GUERINI	53
Sports, jeux Olympiques et Paralympiques : Amélie OUDÉA-CASTÉRA	16
Renouveau démocratique, porte-parole du Gouvernement : Olivier VÉRAN	1
Relations avec le Parlement : Franck RIESTER	1
Comptes publics : Thomas CAZENAVE	43
Industrie : Roland LESCURE	11
Transition numérique et télécommunications puis Numérique: Jean-Noël BARROT	20
Petites et moyennes entreprises, commerce, artisanat et tourisme : Olivia GRÉGOIRE	7
Outre-mer : Philippe VIGIER	11
Commerce extérieur, attractivité et Français de l'étranger : Olivier BECHT	8
Enseignement et formation professionnels : Carole GRANDJEAN	55
Transports : Clément BEAUNE	68
Logement : Patrice VERGRIETE	103
Ville puis Citoyenneté et Ville : Sabrina AGRESTI-ROUBACHE	4
Organisation territoriale et professions de santé : Agnès FIRMIN LE BODO	45
Personnes handicapées : Fadila KHATTABI	37
Enfance : Charlotte CAUBEL	4
Mer : Hervé BERVILLE	12
Europe : Laurence BOONE	4
Développement, francophonie et partenariats internationaux : Chrysoula ZACHAROPOULOU	1
Jeunesse et service national universel : Prisca THEVENOT	10
Anciens combattants et mémoire : Patricia MIRALLÈS	21
Biodiversité : Sarah EL HAÏRY	63
Collectivités et ruralité : Dominique FAURE	30
Total	2 270

Gouvernement Attal (10 janvier 2024 - 9 juin 2024)	Nombre de réponses
Premier ministre : Gabriel ATTAL	41
Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique : Bruno LE MAIRE	257
Intérieur et outre-mer : Gérald DARMANIN	177
Travail, santé et solidarités : Catherine VAUTRIN	365
Éducation nationale et jeunesse : Nicolle BELLOUBET	265
Agriculture et souveraineté alimentaire : Marc FESNEAU	250
Culture : Rachida DATI	61
Armées : Sébastien LECORNU	42
Justice : Éric DUPOND-MORETTI	79
Europe et affaires étrangères : Stéphane SÉJOURNÉ	74
Transition écologique et cohésion des territoires : Christophe BÉCHU	92
Transformation et fonction publiques : Stanislas GUÉRINI	7
Sports et jeux Olympiques et Paralympiques : Amélie OUDÉA-CASTÉRA	26
Enseignement supérieur et recherche : Sylvie RETAILLEAU	112
Renouveau démocratique, porte-parole du Gouvernement : Prisca THEVENOT	3
Relations avec le Parlement : Marie LEBEC	8
Industrie et énergie : Roland LESCURE	7
Entreprises, tourisme et consommation : Olivia GRÉGOIRE	24
Comptes publics : Thomas CAZENAVE	85
Collectivités territoriales et ruralité : Dominique FAURE	67
Outre-mer : Marie GUÉVENOUX	9
Enfance, jeunesse et familles : Sarah EL HAÏRY	43
Personnes âgées et personnes handicapées : Fadila KHATTABI	92
Santé et prévention : Frédéric VALLETOUX	63
Agriculture et souveraineté alimentaire (Ministre déléguée) : Agnès PANNIER-RUNACHER	15
Commerce extérieur, attractivité, francophonie et Français de l'étranger : Franck RIESTER	2
Transports : Patrice VERGRIETE	133
Logement : Guillaume KASBARIAN	108
Numérique : Marina FERRARI	7
Ville et citoyenneté : Sabrina AGRESTI-ROUBACHE	3
Anciens combattants et mémoire : Patricia MIRALLES	42
Mer et biodiversité : Hervé BERVILLE	74
Total	2 633